



PRÉFET DE L'ESSONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N° 004 publié le 10 janvier 2019

Sommaire affiché du 10 janvier 2019 au 9 mars 2019

SOMMAIRE

ARS

- Arrêté n° 2019-3 autorisant des étudiants du 3^{ème} cycle d'études médicales à exercer la médecine en tant qu'adjoint.

DCPPAT

- Arrêté interpréfectoral DCPPAT n° 2018-207 en date du 27 décembre 2018 portant ouverture d'une enquête publique environnementale préalable :

- à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement;
- à la dérogation au titre des habitats et espèces protégés en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- à l'autorisation de défrichement en application de l'article L.341-3 du code forestier;
- à l'autorisation de travaux en sites classés, en application de l'article L.341-10 du code de l'environnement.

en vue de la délivrance, au profit de la Société du Grand Paris, de l'autorisation environnementale relative à la création et à l'exploitation de la ligne 15 Ouest du futur réseau de transport public du Grand Paris Express reliant les gares de Pont de Sèvres (exclue) à Saint-Denis Pleyel (exclue)

- Arrêté préfectoral n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/006 du 4 janvier 2019 portant mise en consultation du dossier relatif à la demande d'enregistrement présentée par la société GARAGE AUTOSUD pour l'exploitation d'un centre de dépollution et démontage de VHU situé 22 rue de la Gaudrée à DOURDAN (91410)

- Arrêté inter-préfectoral n° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/258 du 20 décembre 2018 portant autorisation environnementale, au titre de l'article L.181-1 et suivants du code de l'environnement, concernant le projet de création de la ligne 18 du réseau de transport du Grand Paris Express reliant les gares aéroport d'Orly (exclue) à Versailles Chantiers, sollicitée par la société du Grand Paris (SGP) sur les communes de Massy, Orsay, Palaiseau, Paray-Vieille-Poste, Saclay, Villiers-le-Bâcle et Wissous (91) et Châteaufort, Guyancourt, Magny-les-Hameaux, et Versailles (78) et Antony (92)

DDCS

- Arrêté n° 2018- DDCS-91-124 du 7 janvier 2019 portant composition de la Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart

- Arrêté n° 2018- DDCS-91-125 du 7 janvier 2019 portant composition de la Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine

- Arrêté n°2019-DDCS-91-03 du 8 janvier 2019 portant modification de l'arrêté n°2018-DDCS-91-16 du 14/05/2018 portant désignation des membres de la commission départementale de conciliation (CDC)

DDFIP

- Arrêté n° 2019-DDFIP-001 - Liste des chefs de service de la DDFIP ESSONNE au 01.01.2019

DRCL

- Arrêté n° 2018-PREF-DRCL-003 du 10 janvier 2019 convoquant les électeurs de la commune de Fleury-Mérogis

DIRECCTE

- Récépissé de déclaration SAP 830371043 du 18 décembre 2018 d'un organisme de services à la personne, délivré à l'association HUNISPORT représentée par Madame Silvi KHATCHATOURIANS domiciliée 21 rue Elsa Triolet à (91160) SAULX LES CHARTREUX
- Récépissé de déclaration SAP 844344382 du 17 décembre 2018 d'un organisme de services à la personne, délivré au micro-entrepreneur Monsieur Silvère NGOUELA domicilié 65 rue Danton à (91210) DRAVEIL
- Récépissé de déclaration SAP 844860072 du 4 janvier 2019 d'un organisme de services à la personne, délivré au micro-entrepreneur Monsieur Idriss EL QUASSIMI domicilié 1 rue Joliot Curie 2CG311 à (91190) GIF SUR YVETTE
- Récépissé de déclaration SAP 842862690 du 3 janvier 2019 d'un organisme de services à la personne, délivré au micro-entrepreneur Madame Thérèse TOUPANE domiciliée chez Madame BOULLERY Sylvie A8 Les Fauvettes à (91530) SAINT CHERON
- Récépissé de déclaration SAP 844646067 du 4 janvier 2019 d'un organisme de services à la personne, délivré au micro-entrepreneur Mademoiselle Mathilde VILUS domiciliée 7 allée d'Arles à (91170) VIRY CHATILLON
- Arrêté n°2019/PREF/SCT/19/003 du 4 janvier 2019 autorisant la société IPSOS OBSERVER située 35 rue du Val de Marne 75628 PARIS cedex 13, à déroger à la règle du repos dominical, les dimanches 13 et 20 janvier 2019, chez son client la société LEROY- MERLIN dans ses magasins de Ste-Geneviève-des-bois et de Massy
- Arrêté n°2019/PREF/SCT/19/004 du 4 janvier 2019 autorisant la société DECATHLON - 2 rue des Saugées - 91220 Brétigny-sur-orge, à déroger à la règle du repos dominical, les dimanches 3 et 17 mars 2019, 14 avril 2019, 18 août 2019 , 6 et 13 octobre 2019
- Arrêté n°2019/PREF/SCT/19/005 du 4 janvier 2019 autorisant société TESSI EDITIQUE située 4 rue George Sand ZI la Vigne aux Loups – la Chapelle St Laurent - 91160 LONGJUMEAU, à déroger à la règle du repos dominical, les dimanches 27 janvier, 10 février, 31 mars, 7, 14, 21, 28 avril et 5 mai 2019
- Arrêté n°2019/PREF/SCT/19/006 du 4 janvier 2019 autorisant la SAS SAFRAN AIRCRAFT ENGINES site d'Évry-Corbeil , située rue Henri Auguste Desbruères 91003 Évry Cedex, à déroger à la règle du repos dominical

DIRIF

- Arrêté DRIEAIF DIRIF n°2019-002 travaux sur la RN118 direction province et bretelle de sortie de la RD188 vers A10 pour des travaux d'entretien et de sécurité

DRIAAF

- Arrêté préfectoral n° 2019-001 portant autorisation de défrichement sur la commune d'Étampes, département de l'Essonne



PREFET DE L'ESSONNE

Agence régionale de santé
Ile-de-France
Délégation départementale de l'Essonne

ARRETE

ARS91 -~~2019~~ AMBULATOIRE n°3 du 08/01/2018 autorisant des étudiants ayant suivi et validé la totalité du 2^{ème} cycle des études médicales et, ayant validé un nombre de semestres déterminé par spécialité au titre du 3^{ème} cycle d'études médicales, à exercer la médecine en tant qu'adjoint d'un médecin, en cas d'afflux exceptionnel de population.

**Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de la Santé Publique, et particulièrement l'article L.4131-2 autorisant des étudiants ayant suivi et validé la totalité du deuxième cycle des études médicales et ayant validé un nombre de semestres déterminé par spécialité au titre du troisième cycle d'études médicales, à exercer en tant qu'adjoint d'un médecin en cas d'afflux exceptionnel de population, constaté par un arrêté du représentant de l'Etat dans le département ;

Vu l'article 158 de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé déterminant des zones où sont mises en œuvre des mesures destinées à réduire les inégalités en matière de santé et à favoriser une meilleure répartition géographique des professionnels de santé, des maisons de santé, des pôles de santé et des centres de santé ;

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine redéfinissant la géographie prioritaire de la politique de la ville ;

Vu le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains modifié par décret n°2015-1138 du 14 septembre 2015 ;

Vu l'instruction n° DGOS/RH2/2016/349 du 24 novembre 2016 relative à l'autorisation d'exercice des étudiants de 3^{ème} cycle des études médicales comme adjoint d'un médecin en cas d'afflux exceptionnel de population, analysant cet afflux exceptionnel de population comme une situation de déséquilibre entre l'offre de soins et les besoins de la population, générant une insuffisance voire une carence d'offre de soins ;

Vu l'arrêté ARS – DOS n°18-457 du Directeur Général de l'ARS Ile-de-France en date du 1er mars 2018 relatif à la définition des zones caractérisées par une offre médicale insuffisante ou des difficultés dans l'accès aux soins telles que prévues par le dernier alinéa de l'article R.1434-4 du code de la santé publique ;

Considérant la faculté accordée au Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins par l'application des articles D.4131-1 et suivants du Code de la santé publique, complétés par l'instruction précitée, de délivrer aux étudiants de 3^{ème} cycle des études médicales remplissant les conditions requises une

autorisation d'exercer comme adjoint d'un médecin à condition d'en informer le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé ;

Considérant le courrier de Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de l'Essonne, en date du 10 mars 2017, sollicitant l'application de l'article L.4131-2 telle que détaillée ultérieurement dans l'instruction du 24 novembre 2016 ;

Considérant le faible niveau de la démographie dans certaines zones du département de l'Essonne telles que ressortant de l'application de l'arrêté du Directeur général de l'ARS Ile-de-France n°18-457 du 1^{er} mars 2018 susvisé ;

Considérant l'écart de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines conduisant à des inégalités sociales et territoriales de santé ;

Considérant que face à la démographie médicale décroissante d'une part, et à une population en croissance régulière d'autre part, les médecins généralistes et spécialistes se trouvent confrontés de facto à un afflux massif de population ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de l'Essonne est autorisé à délivrer aux étudiants de 3^{ème} cycle des études médicales remplissant les conditions prévues , une autorisation d'exercer comme adjoint d'un médecin, sous réserve d'en informer l'Agence Régionale de Santé.

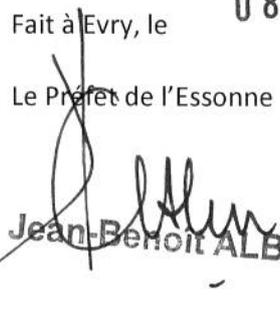
ARTICLE 2 : Les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté sont applicables dans les zones d'intervention prioritaire et dans les zones d'action complémentaire définies par l'arrêté du Directeur général de l'ARS Ile-de-France n°18-457 du 1^{er} mars 2018 susvisé.

ARTICLE 3 : Les dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté sont applicables aux quartiers prioritaires de la politique de la ville ainsi qu'aux « quartiers vécus » situés en leur périphérie qui bénéficient de l'action des services publics, des équipements publics et opérateurs associatifs des quartiers prioritaires.

ARTICLE 4 : Le Délégué Départemental de l'Essonne de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France, le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne, le Directeur de Cabinet de la Préfecture de l'Essonne sont chargés de l'exécution de présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Essonne.

Fait à Evry, le 08 JAN. 2019

Le Préfet de l'Essonne


Jean-Benoit ALBERTINI

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS

PREFET DE L'ESSONNE

Arrêté interpréfectoral DCPAT n° 2018- 207 en date du 27 décembre 2018 portant ouverture d'une enquête publique environnementale préalable :

- à l'autorisation au titre de la loi sur l'eau en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement;
- à la dérogation au titre des habitats et espèces protégés en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- à l'autorisation de défrichement en application de l'article L.341-3 du code forestier;
- à l'autorisation de travaux en sites classés, en application de l'article L.341-10 du code de l'environnement.

en vue de la délivrance, au profit de la Société du Grand Paris, de l'autorisation environnementale relative à la création et à l'exploitation de la ligne 15 Ouest du futur réseau de transport public du Grand Paris Express reliant les gares de Pont de Sèvres (exclue) à Saint-Denis Pleyel (exclue).

Le préfet des Hauts-de-Seine
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Le préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Le préfet de l'Essonne
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mé

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 122-1, L 123-1, L181-1 à L181-23, L 214-1 à L 214-6, R123-1 à 27, R 181-1 à R181-52, R214-1 à 56 ;

VU la loi du 12 juillet 2010, complétée par son décret d'application du 29 décembre 2011, relatifs à l'étude d'impact et l'enquête publique ;

VU la loi n°2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n°2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n°2016- 1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence dans l'environnement ;

VU l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et notamment le 2° de son article 15 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans le département ;

VU le décret du 12 juillet 2016 portant nomination de monsieur Jean-Sébastien Lamontagne, en qualité de secrétaire général de la Seine-Saint-Denis ;

VU le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;

VU le décret du 8 septembre 2016 portant nomination de monsieur Pierre-André Durand, en qualité de préfet de la Seine-Saint-Denis (hors classe) ;

VU le décret n°2016-1566 du 21 novembre 2016 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares de Pont-de-Sèvres et de Saint-Denis Pleyel, gares non incluses (tronçon inclus dans la ligne dite « rouge » et correspondant à la ligne 15 ouest), dans le département des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Asnières-sur-Seine, Bois-Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, l'Ile-Saint-Denis, Nanterre, Puteaux, Rueil-Malmaison et Saint-Cloud.

VU le décret n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

VU le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de monsieur Mathieu Lefebvre, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne ;

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de monsieur Jean-Benoît Albertini en qualité de préfet de l'Essonne (hors classe) ;

VU le dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments présentés par la Société du Grand Paris réceptionnés respectivement le 31 janvier 2018, le 22 juin 2018 et le 3 octobre 2018 par le guichet unique du service police de l'eau de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France (DRIEE), enregistré sous le n°75 2018 00034, concernant le projet de création et l'exploitation de la ligne 15 Ouest du futur réseau de transport public du Grand Paris Express reliant les gares Pont de Sèvres (exclue) à Saint-Denis Pleyel (exclue).

VU les rubriques de la nomenclature annexée à l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par le projet :

1.1.1.0 : Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (Déclaration).

1.1.2.0 : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m³/an (Autorisation).

2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation).

2.2.3.0 : Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0, et 2.1.5.0 :

1°) Le flux total de pollution brute étant supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (Autorisation) ;

2°) Le produit de la concentration maximale d'*Escherichia coli* par le débit moyen journalier du rejet situé à moins 1km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D.1332-1 et D.1332-16 du code de la santé publique, étant supérieur ou égal à 10^{11} E coli/j (Autorisation).

3.1.1.0 : Installation, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :

1°) Un obstacle à l'écoulement des crues (Autorisation)

2°) Un obstacle à la continuité écologique entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (Autorisation).

Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.

3.1.2.0 : Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (Autorisation).

Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à plein bords avant débordement.

3.1.5.0 : Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens (Déclaration).

3.2.1.0 : Entretien de cours d'eaux ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 réalisé par le propriétaire riverain, du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation, des dragages visés à la rubrique 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la rubrique 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année :

1°) Supérieur à 2000 m³ (Autorisation) ;

2°) Inférieur ou égal à 2000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (Autorisation).

L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous-produits et leur devenir.

3.2.2.0 : Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m² (Autorisation).

5.1.1.0 : Réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil, la capacité totale de réinjection étant supérieure ou égale à 80 m³/h (Autorisation).

VU l'avis de la direction régionale des affaires culturelles en date du 8 mars 2018 ;

VU l'avis de la délégation territoriale des Hauts-de-Seine de l'Agence régionale de santé en date 20 mars 2018 ;

VU l'avis du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en date du 22 mars 2018

VU l'avis de l'Etablissement public territorial Paris Ouest La Défense en date du 22 mars 2018 ;

VU l'avis du conseil départemental des Hauts-de-Seine en date du 23 mars 2018 ;

VU l'avis de l'Agence française pour la biodiversité en date du 23 mars 2018 ;

VU l'avis de l'Etablissement public territorial Plaine Commune Grand Paris en date du 4 avril 2018 ;

VU l'avis du conseil national de la protection de la nature en date du 24 août 2018 ;

VU l'avis du conseil général de l'environnement et du développement durable (CGDD) date du 29 août 2018 et le mémoire en réponse reçu le 3 octobre 2018 transmis par la Société du Grand Paris.

VU la décision du ministère de la transition écologique et solidaire en date du 3 octobre 2018 ;

VU le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, en date du 11 octobre 2018, déclarant le dossier complet et recevable et proposant, conformément à l'article R.181-36 du code de l'environnement, la tenue d'une enquête publique dans les conditions prévues aux articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement ;

VU la décision n°E18000077/95 du président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise en date du 2 novembre 2018 désignant une commission d'enquête composée de M. Huet, président, et de messieurs Frémont et Radigois, membres titulaires ;

Considérant que les travaux de création et l'exploitation de la ligne 15 Ouest du futur réseau de transport public du Grand Paris Express reliant les gares de Pont de Sèvres (exclue) à Saint-Denis Pleyel (exclue) nécessitent :

- une autorisation préalable au titre de la loi sur l'eau en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement;
- une dérogation au titre des habitats et espèces protégés en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- une autorisation de défrichement en application de l'article L.341-3 du code forestier ;
- une autorisation de travaux en sites classés, en application de l'article L.341-10 du code de l'environnement ;

Sur proposition des secrétaires généraux des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne,

ARRESENT

ARTICLE 1 : OBJET ET DATES DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Il sera procédé **du lundi 21 janvier 2019 à partir de 9 h jusqu'au vendredi 22 février 2019 à 17h30**, soit pendant une durée de 33 jours consécutifs, à une enquête publique, au profit de la Société du Grand Paris.

Cette enquête publique environnementale unique, nécessaire au projet de création et à l'exploitation de la ligne 15 Ouest du futur réseau de transport public du Grand Paris Express reliant les gares de Pont de Sèvres (exclue) à Saint-Denis Pleyel (exclue) est préalable à :

- l'autorisation au titre de la loi sur l'eau en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement;
- la dérogation au titre des habitats et espèces protégés en application de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;
- l'autorisation de défrichement en application de l'article L.341-3 du code forestier ;
- l'autorisation de travaux en sites classés, en application de l'article L.341-10 du code de l'environnement ;

La ligne 15 Ouest, d'une longueur de 21 km, sur un tracé entièrement souterrain, desservira deux départements (les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis), et comprendra neuf gares : Saint-Cloud, Rueil-Malmaison-Suresnes-Mont Valérien, Nanterre La Boule, Nanterre La Folie, La Défense, Bécon-les-Bruyères, Bois-Colombes, Les Agnettes, Les Grésillons.

Cette opération concerne :

- **onze communes du département des Hauts-de-Seine** : Saint-Cloud, Suresnes, Rueil-Malmaison, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Puteaux, Courbevoie, Bois-Colombes, Gennevilliers, Asnières-sur-Seine, Sèvres ;
- **trois communes du département de la Seine-Saint-Denis** : l'Île-Saint-Denis, Saint-Ouen, et Saint-Denis ;
- **trois communes du département de l'Essonne** : Vigneux-sur-Seine, Verrières-le-Buisson et Draveil.

L'autorité chargée de coordonner l'organisation de l'enquête publique et d'en centraliser les résultats est le préfet des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 2 : MESURES DE PUBLICITE

L'ouverture de l'enquête publique est portée à la connaissance des habitants des communes visées à l'article 1 par voie d'affiches qui seront apposées quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, par les soins des maires, aux frais du responsable du projet, en l'occurrence, la Société du Grand Paris, dans chacune des mairies aux emplacements habituels d'affichage administratif. Le maire de chacune des communes attestera de sa réalisation.

Cet affichage sera également réalisé dans chacune des trois préfectures concernées par le projet.

Un avis d'ouverture d'enquête publique est inséré, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux diffusés dans chacun des départements concernés. Une insertion sera également réalisée quinze jours avant le début de l'enquête publique dans deux journaux à diffusion nationale.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, il est procédé par le responsable du projet, à l'affichage du même avis sur les lieux ou un lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés et visibles de la voie publique.

L'accomplissement de ces formalités de publicité est certifié par la Société du Grand Paris à l'issue de l'enquête.

L'avis d'enquête publique est également publié sur les sites internet des préfectures des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne, aux adresses suivantes :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-prevention-des-risques/Environnement/Eau/Eau-Arretes-et-Enquetes-publiques-Eau>

<http://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/Consultations-publiques/Dossiers-Loi-sur-l-eau>

<http://www.essonne.gouv.fr/publications/Enquetes-publiques/Eau>

ARTICLE 3 : MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER

Le siège de l'enquête publique est fixé à la mairie de Nanterre, dans les bureaux de la direction de l'infrastructure situés Tour A - 7^{ème} étage – 130, rue du 8 mai 1945, où les observations peuvent être adressées par écrit à l'attention personnelle du président de la commission d'enquête. Ces observations seront annexées au registre d'enquête publique.

Pendant toute la durée de l'enquête publique un exemplaire du dossier contenant notamment une étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le mémoire en réponse du porteur de projet à cet avis, ainsi qu'un registre d'enquête coté et paraphé par le président de la commission d'enquête et ouvert par lui, seront déposés dans les mairies visées à l'article 1 du présent arrêté pendant toute la durée de l'enquête publique ainsi que dans les préfectures des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne.

Chacun pourra prendre connaissance de ce dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet, aux heures habituelles d'ouverture au public des mairies visées à l'article 1 du présent arrêté et des préfectures susvisées.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier sera également consultable sur un poste informatique situé dans les locaux des mairies visées à l'article 1 et des préfectures.

Par ailleurs, dès publication du présent arrêté préfectoral et pendant toute la durée de l'enquête, toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la préfecture des Hauts-de-Seine – DCPPAT – Bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques- 167/177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex.

Au plus tard à compter de la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée, les pièces du dossier seront également mises à disposition du public sur le site dédié :

<http://autorisationenvironnementale.ligne15ouest.enquetepublique.net>

Ainsi que sur les sites internet des préfectures des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne aux adresses suivantes :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-prevention-des-risques/Environnement/Eau/Eau-Arretes-et-Enquetes-publiques-Eau>

<http://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/Consultations-publiques/Dossiers-Loi-sur-l-eau>

<http://www.essonne.gouv.fr/publications/Enquetes-publiques/Eau>

Et sur la plateforme dédiée créée par le ministère chargé de la transition écologique et solidaire :

<https://www.projets-environnement.gouv.fr>

La commission d'enquête désignée par le président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise pour cette enquête publique est composée comme suit :

- M. François Huet, président, ingénieur chargé d'affaires VRD ;
- M. Christian Frémont, titulaire, directeur de service de gestion de copropriété en retraite ;
- M. Gérard Radigois, titulaire, géomètre expert foncier DPLG.

ARTICLE 4 : PERMANENCES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE ET OBSERVATIONS DU PUBLIC

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public avec le dossier d'enquête publique et le registre d'enquête permettant à chacun de consigner éventuellement ses observations au cours des permanences suivantes :

- Mairie de Nanterre – direction de l'infrastructure – Tour A – 7^{ème} étage – 130, rue du 8 mai 1945 :
 - le lundi 21 janvier 2019 de 9h à 12h ;
 - le vendredi 15 février 2019 de 16h à 19h ;
 - le vendredi 22 février 2019 de 14h30 à 17h30.
- Mairie de Saint-Cloud – service technique – 13 place Charles de Gaulle :
 - le mercredi 30 janvier 2019 de 13h45 à 16h45 ;
 - le samedi 9 février 2019 de 9h à midi ;
 - le lundi 18 février de 14h à 17h.
- Mairie de Rueil-Malmaison – direction de l'urbanisme et de l'aménagement – 1^{er} étage – 13 boulevard Foch :
 - le lundi 28 janvier 2019 de 13h30 à 16h30.
 - le mercredi 6 février 2019 de 13h à 16h ;
 - le jeudi 14 février 2019 de 10h à 13h ;
- Mairie de Bois-Colombes – Salle des permanences au guichet unique – 177 avenue Gabriel Péri :
 - le mercredi 23 janvier 2019 de 13h30 à 16h30 ;
 - le samedi 2 février 2019 de 9h à 12h.et dans la salle de réunion au sous-sol de la mairie :
 - le vendredi 22 février 2019 de 13h30 à 16h30.

- Mairie de Gennevilliers – Centre administratif Waldeck-L’Huillier – direction générale des services techniques – 13^{ème} étage – bureau 1303:
 - le lundi 28 janvier 2019 de 13h30 à 16h30 ;
 - le mercredi 6 février 2019 de 9h à 12h ;
 - le samedi 16 février de 9h à 12h.

Pendant la durée de l’enquête, le public pourra également faire parvenir ses observations et propositions sur le registre d’enquête dématérialisé disponible à l’adresse suivante : autorisationenvironnementale.ligne15ouest@enquetepublique.net

ainsi que sur la boîte fonctionnelle de la préfecture des Hauts-de-Seine dédiée : pref-enquetes-publiques-dre@hauts-de-seine.gouv.fr

Les observations peuvent également être envoyées par courrier à l’adresse suivante : Hôtel de Ville de Nanterre – direction de l’infrastructure – Tour A – 130, rue du 8 mai 1945 – 92000 Nanterre, à l’attention de monsieur François Huet, président de la commission d’enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre d’enquête dématérialisé visé ci-dessus.

Les observations et propositions transmises par voie postale ainsi que celles écrites sur les registres d’enquête seront consultables au siège de l’enquête publique ainsi que sur le site internet dédié.

Elles sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l’enquête.

ARTICLE 5 : CLOTURE DE L’ENQUÊTE PUBLIQUE

A l’expiration du délai d’enquête publique, le vendredi 22 février 2019 à 17h30, les registres au format papier et les documents éventuellement annexés seront remis ou transmis sous pli recommandé par les maires des communes concernées, avec avis de réception, au président de la commission d’enquête pour être clos par lui. Le registre dématérialisé sera clos automatiquement et l’adresse courriel ne sera plus accessible à partir du vendredi 22 février 2019 à 17h30. Les observations recueillies sur ces deux supports numériques seront mises à la disposition du président de la commission d’enquête dans les meilleurs délais.

Dans les huit jours suivant la clôture de l’enquête publique, le président de la commission d’enquête rencontrera le pétitionnaire et lui communiquera les observations écrites et orales du public consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d’un délai de quinze jours pour produire ses observations.

ARTICLE 6 : RAPPORT ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE

La commission d’enquête établira un rapport qui relatera le déroulement de l’enquête publique et examinera les observations consignées ou annexées au registre. Le rapport comportera le rappel de l’objet du projet, la liste de l’ensemble des pièces figurant dans le dossier d’enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l’enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

La commission d'enquête consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables au projet soumis à l'enquête publique.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique, la commission d'enquête remettra son rapport et ses conclusions motivées aux préfets des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne.

Elle transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 7 : CONSULTATION DU RAPPORT

Le préfet des Hauts-de-Seine adressera, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête au responsable du projet, la Société du Grand Paris.

Ces documents seront tenus à disposition du public, pendant un an suivant la clôture de l'enquête publique, dans les préfectures des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne, et dans les mairies susvisées.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication de ces documents à la Société du Grand Paris ou aux préfectures des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et de l'Essonne, ou les consulter :

- sur les sites internet des préfectures des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne :

<http://www.hauts-de-seine.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-et-prevention-des-risques/Environnement/Eau/Eau-Arretes-et-Enquetes-publiques-Eau>

<http://www.seine-saint-denis.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-paysage-risques-naturels-et-technologiques-bruit-nuisances-publicite/Consultations-publiques/Dossiers-Loi-sur-l-eau>

<http://www.essonne.gouv.fr/publications/Enquetes-publiques/Eau>

- sur le site dédié à l'enquête publique à l'adresse suivante :

<http://autorisationenvironnementale.ligne15ouest.enquetepublique.net>

- sur la plateforme dédiée gouvernementale :
<https://www.projets-environnement.gouv.fr>

ARTICLE 8 : AVIS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 et suivants du code de l'environnement, les conseils municipaux des communes visées à l'article 1, ainsi que les conseils de territoire des établissements publics territoriaux des Hauts-de-Seine (Paris Ouest La Défense, Boucle Nord de Seine et Grand Paris Seine Ouest), de la Seine-Saint-Denis (Plaine Commune Grand Paris), et les communautés d'agglomérations de l'Essonne (Paris-Saclay et Val d'Yerres Val de Seine) sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau dès l'ouverture de l'enquête. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 9 : DECISION

Sous réserve des résultats de l'enquête publique et de l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), les préfets des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne statueront sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la Société du Grand Paris dans un délai de trois mois suivant la date d'envoi par le préfet des Hauts-de-Seine du rapport et des conclusions de la commission d'enquête à la SGP.

Ce délai peut être prorogé de deux mois par avis motivé du préfet.

A la fin de cette procédure, le projet de création et d'exploitation de la ligne 15 Ouest du futur réseau de transport public du Grand Paris Express reliant les gares de Pont de Sèvres (exclue) à Saint-Denis Pleyel (exclue), fera l'objet d'une décision d'autorisation environnementale avec prescriptions prise par arrêté des préfets des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et de l'Essonne, au bénéfice de la Société du Grand Paris ou d'une décision de refus.

ARTICLE 10 : FRAIS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Les frais d'affichage, de publication et l'indemnité allouée aux membres de la commission d'enquête seront à la charge du responsable du projet.

ARTICLE 11 : INFORMATION

Toute information relative au dossier d'enquête publique concernant le projet de création et l'exploitation de la ligne 15 Ouest du futur réseau de transport public du Grand Paris Express reliant les gares de Pont de Sèvres (exclue) à Saint-Denis Pleyel (exclue), pourra être demandée au responsable du projet :

Monsieur Etienne Pihouée
Chargé de mission Ligne 15 Ouest
Direction de l'ingénierie environnementale
Société du Grand Paris
Immeuble Le Cézanne
30, avenue des Fruitières
93200 Saint-Denis
Tél : 01.82.46.20.00

Ou à l'autorité coordinatrice :

Préfet des Hauts-de-Seine
Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement, des installations classées et des enquêtes publiques
167-177 avenue Joliot Curie
92013 Nanterre Cedex
Tel : 01.40.97.20.00

ARTICLE 12 : EXECUTION

Les préfets des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, de l'Essonne, et les maires des communes de Saint-Cloud, Suresnes, Rueil-Malmaison, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Puteaux,

Courbevoie, Bois-Colombes, Gennevilliers, Asnières-sur-Seine, Sèvres, l'Île-Saint-Denis, Saint-Ouen, Saint-Denis, Vigneux-sur-Seine, Verrières-le-Buisson et Draveil, le président de la commission d'enquête, le président de la société du Grand Paris sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Le préfet des Hauts-de-Seine
Pour le Préfet et par Délégation

Le secrétaire général

Vincent BERTON

Le préfet de la Seine-Saint-Denis

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Jean-Sébastien LAMONTAGNE

Le Préfet de l'Essonne

Jean-Benoît ALBERTINI



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

n° 2019-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 006 du 4 janvier 2019
portant mise en consultation du dossier relatif à la demande d'enregistrement
présentée par la société GARAGE AUTOSUD
pour l'exploitation d'un centre de dépollution et de démontage de VHU
sur le territoire de la commune de DOURDAN (91410)

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors-classe, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Abdel-Kader GUERZA, Sous-Préfet hors classe, en qualité de sous-préfet de Palaiseau,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-260 du 20 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Abdel-Kader GUERZA, Sous-Préfet de Palaiseau, assurant l'intérim du poste de Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne et de Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU la demande reçue le 10 décembre 2018, par laquelle la société GARAGE AUTOSUD, dont le siège social est situé 22 rue de la Gaudrée – 91410 DOURDAN, sollicite l'enregistrement d'un centre de dépollution et de démontage de véhicules terrestres hors d'usage situé 22 rue de la Gaudrée sur le territoire de la commune de Dourdan et relevant de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Surface de l'installation : 330 m ²	E

Régime : E (enregistrement)

VU le dossier produit à l'appui de la demande, comportant l'ensemble des pièces et documents exigés par les dispositions des articles R.512-46-3 à R.512-46-6 du code de l'environnement,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018 déclarant le dossier complet et régulier,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture par intérim,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Une consultation du public est organisée **du lundi 4 février au vendredi 8 mars 2019 inclus**, soit 33 jours, au sujet de la demande présentée par la société GARAGE AUTOSUD, pour l'enregistrement d'un centre de dépollution et de démontage de véhicules terrestres hors d'usage situé 22 rue de la Gaudrée sur le territoire de la commune de Dourdan (91410) et relevant de la rubrique suivante de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719	Surface de l'installation : 330 m ²	E

Régime : E (enregistrement)

ARTICLE 2 : Pendant la durée de la consultation, un exemplaire du dossier de demande d'enregistrement est déposé à l'accueil de la direction de l'urbanisme et du patrimoine de la mairie de DOURDAN (91410), Esplanade Jean Moulin - tél. 01 60 81 14 14, où il sera consultable aux jours et heures suivants :

- lundi, mercredi et vendredi : de 8h45 à 12h00 et de 13h30 à 17h30
- mardi et jeudi : de 13h30 à 17h30
- samedi : de 9h00 à 12h00

En outre, le dossier de demande d'enregistrement pourra être consulté sur le site internet des services de l'Etat de l'Essonne (www.essonne.gouv.fr – Rubrique Publications/Enquêtes publiques/Installations classées pour la protection de l'environnement/DOURDAN/Sté GARAGE AUTOSUD).

ARTICLE 3 : Un registre destiné à recevoir les observations du public est ouvert à l'accueil de la direction de l'urbanisme et du patrimoine de la mairie de DOURDAN (91410), Esplanade Jean Moulin pendant toute la durée de la consultation.

Le public peut également adresser ses observations au préfet avant le 8 mars 2019 :

- par lettre, à l'adresse suivante :

Monsieur le Préfet de l'Essonne
DCPPAT/BUPPE/VB
Bd de France - CS 10701
91010 EVRY CEDEX

- ou par voie électronique, à l'adresse suivante : pref-icpe-enregistrement@essonne.gouv.fr

ARTICLE 4 : A l'expiration du délai de consultation du public, le maire clôt le registre et l'adresse au préfet qui y annexe les observations qui lui ont été adressées.

ARTICLE 5 : Deux semaines au moins avant le début de la consultation, un avis au public contenant les renseignements prescrits par le code de l'environnement est rendu public :

- par affichage à la mairie et dans toute l'étendue des communes de Roinville-sous-Dourdan et des Granges-le-Roi, pendant toute la durée de la consultation ; les maires joindront au dossier un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité,
- par mise en ligne sur le site internet des services de l'Etat de l'Essonne, accompagné de la demande de l'exploitant, pendant toute la durée de la consultation (www.essonne.gouv.fr – Rubrique Publications/Enquêtes publiques/Installations classées pour la protection de l'environnement/DOURDAN/Sté GARAGE AUTOSUD),
- par publication, par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux diffusés dans le département.

En outre, dès le dépôt de la demande et jusqu'à la fin de la consultation, le demandeur doit procéder à l'affichage, lisible et visible de la voie publique sur le site prévu, d'un avis dont le contenu et la forme sont définis par l'arrêté ministériel du 16 avril 2012.

ARTICLE 6 : Les conseils municipaux des communes de Dourdan, Roinville-sous-Dourdan et des Granges-le-Roi, sont appelés à donner leur avis sur le dossier d'enregistrement. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la fin de la consultation du public.

ARTICLE 7 : Dans les cas prévus aux 1°, 2° et au 3° de l'article L.512-7-2 du code de l'environnement, le préfet peut décider que la demande d'enregistrement sera instruite selon les règles de procédure prévues par le chapitre unique du titre VIII du livre 1^{er} relatif aux autorisations environnementales. Cette décision peut intervenir jusqu'à trente jours suivant la fin de la consultation du public. La décision motivée du préfet est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

ARTICLE 8 : La décision d'enregistrement, le cas échéant assortie de prescriptions particulières complétant ou renforçant les prescriptions générales applicables à l'installation, ou la décision de refus, est prononcée par arrêté du préfet.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-18, sauf s'il a été décidé que la demande d'enregistrement sera instruite selon les règles de procédure prévues par les dispositions relatives aux installations soumises à autorisation, le préfet statue dans un délai de cinq mois à compter de la réception du dossier complet et régulier. Ce délai peut être prolongé de deux mois, par arrêté motivé. A défaut de décision expresse dans ce délai, le silence gardé par le préfet vaut décision de refus.

ARTICLE 10 :

Le Secrétaire Général de la préfecture par intérim,
Les Maires de Dourdan, Roinville-sous-Dourdan et des Granges-le-Roi
Le pétitionnaire, la société GARAGE AUTOSUD,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général par intérim,

Abdel-Kader GURZA



PRÉFET DE L'ESSONNE

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

PRÉFET DES YVELINES

ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL N° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/258 du 20 décembre 2018

**PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE,
AU TITRE DE L'ARTICLE L.181-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT,
CONCERNANT
LE PROJET DE CRÉATION DE LA LIGNE 18 DU RÉSEAU DE TRANSPORT DU GRAND PARIS
EXPRESS RELIANT LES GARES AÉROPORT D'ORLY (EXCLUE) A VERSAILLES CHANTIERS,
SOLLICITÉE PAR LA SOCIÉTÉ DU GRAND PARIS (SGP)**

**sur les communes de Massy, Orsay, Palaiseau, Paray-Vieille-Poste, Saclay, Villiers-le-Bâcle et Wissous (91)
et Châteaufort, Guyancourt, Magny-les-Hameaux, et Versailles (78) et Antony (92)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

PRÉFET DES YVELINES
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Officier des Palmes Académiques
Officier du Mérite Agricole

- VU** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.181-1 et suivants, L.214-1 et suivants, L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.214-1 et suivants, R.411-1 à R.411-14 ;
- VU** le Code Forestier, notamment ses articles L.112-1, L.112-2, L.214-13, L.341-1 et suivants ;
- VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.2122-1 et suivants ;
- VU** le Code du Patrimoine, notamment les articles R.523-1 et R.523-9 ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- VU** le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- VU** le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 27 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;
- VU** le décret du 23 août 2016 nommant Monsieur Pierre SOUBELET, Préfet hors-classe, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine ;
- VU** le décret du 4 avril 2018 nommant Monsieur Jean-Jacques BROT, Préfet hors-classe, en qualité de préfet des Yvelines ;

- VU le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine ;
- VU le décret du 7 septembre 2018 portant nomination de Monsieur Vincent ROBERTI, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture des Yvelines ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Île-de-France complétant la liste nationale ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Île-de-France complétant la liste nationale ;
- VU l'arrêté ministériel du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'Environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0, de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU l'arrêté ministériel du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU l'arrêté ministériel du 8 février 2013 complémentaire à l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté inter-préfectoral n°2015-2220010 du 11 août 2015 fixant les modalités de calcul des compensations liées aux autorisations de défrichement ;
- VU l'arrêté du préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie, du 1^{er} décembre 2015, portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin versant de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté inter-préfectoral n° 11.DCSE-PPPUP-05 du 13 octobre 2011 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de l'Yerres ;

- VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2014.DDT-SE-275 bis du 2 juillet 2014 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux révisé du bassin Orge-Yvette ;
- VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2017-1415 du 19 avril 2017 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Bièvre ;
- VU l'arrêté préfectoral n° SE-2015-000184 du 10 août 2015 approuvant le SAGE de la Mauldre ;
- VU l'arrêté préfectoral MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, Sous-Préfet, Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
- VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2018 portant délégation de signature de Monsieur Vincent ROBERTI, Sous-Préfet, Secrétaire Général de la préfecture des Yvelines ;
- VU le décret n° 2017-425 du 28 mars 2017 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation du tronçon de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares Aéroport d'Orly à Versailles-Chantiers, gares Aéroport d'Orly et CEA Saint-Aubin non incluses (tronçon inclus dans la ligne dite « verte » et correspondant à la ligne 18) et la réalisation du site de maintenance des infrastructures, de maintenance et de remisage du matériel roulant et du poste de commandement centralisé de Palaiseau ainsi que du raccordement de ce site au réseau de transport public du Grand Paris dans les départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et des Yvelines et emportant mise en compatibilité des documents d'urbanismes sur les communes d'Antony, Châteaufort, Gif-sur-Yvette, Guyancourt, Magny-les-Hameaux, Massy, Palaiseau, Orsay, Saclay, Versailles, Villiers-le-Bâcle et Wissous ;
- VU la demande parvenue au Guichet Unique de l'eau de la Direction départementale des territoires de l'Essonne le 4 juillet 2017, présentée par la Société du Grand Paris sis Immeuble le Cézanne, 30 avenue des Fruitières – 93 200 SAINT-DENIS en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour le projet de création de la ligne 18 reliant les gares Aéroport d'Orly (exclue) à Versailles Chantiers,
- VU l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 4 juillet 2017 ;
- VU l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;
- VU les avis de la Direction départementale des territoires des Yvelines, service co-instructeur, en date du 7 août 2017 et 8 novembre 2018 ;
- VU les avis du Service nature paysage et ressources de la Direction régionale et inter-départementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, service co-instructeur, en charge de la dérogation espèce protégée, et du service police de l'eau, en date du 03 août 2017 et du 25 août 2017 ;
- VU la demande de compléments faite à la société du Grand Paris en date du 4 septembre 2017 ; et les compléments au dossier d'autorisation initial reçus au guichet unique de l'eau de la Direction Départementale des Territoires de l'Essonne de la part de la Société du Grand Paris en date du 21 novembre 2017 ;
- VU le dossier d'étude d'impact ;
- VU les avis de la direction régionale des affaires culturelles en matière de prévention archéologique en date des 6 juillet 2017, 10 juillet 2017, 13 juillet 2017 et 21 juillet 2017 ;
- VU l'avis conforme de l'agence française pour la biodiversité en date du 4 août 2017 ;
- VU l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE Orge-Yvette en date du 8 décembre 2017 ;
- VU l'avis de la commission locale de l'eau du SAGE de la Mauldre en date du 18 janvier 2018 ;
- VU l'avis réputé favorable de la commission locale de l'eau du SAGE de la Bièvre ;
- VU l'avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 26 janvier 2018 ;
- VU l'avis de la Délégation Départementale de l'Essonne de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France en date du 28 juillet 2017 ;
- VU l'avis de l'Office national des forêts en date du 1^{er} février 2018 ;
- VU l'avis de l'autorité environnementale formation CGEDD n° 2017-73 adopté en séance du 21 février 2018 actualisant l'avis n° 2015-63 du 21 octobre 2015 émis lors de la procédure d'utilité publique ;

- VU l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/063 en date du 3 mai 2018 portant ouverture d'une enquête publique, au titre des articles L.181-1 à L.181-21 et L.214-3 du code de l'environnement, préalable à l'autorisation environnementale concernant le projet de création de la ligne 18 reliant les gares Aéroport d'Orly (exclue) à Versailles Chantiers, sollicitée par la Société du Grand Paris ;
 - VU l'enquête publique qui s'est tenue du 11 juin 2018 au 10 juillet 2018 inclus ;
 - VU l'avis des communes de Palaiseau (25 juin 2018), Massy (28 juin 2018), Villiers-le-Bâcle (28 juin 2018), Châteaufort (02 juillet 2018), Saclay (02 juillet 2018), Versailles (05 juillet 2018) et de l'Établissement Public Territorial du Grand-Orly (09 juillet 2018), concernés, au titre de l'article R.181-38 du Code de l'Environnement, par le projet au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire ;
 - VU l'absence d'avis (réputés favorables) des communes et EPCI de Bures-sur-Yvette, Draveil, Gif-sur-Yvette, Orsay, Vigneux-sur-Seine, Wissous, Guyancourt, Magny-les-Hameaux et Antony, concernés, au titre de l'article R.181-38 du Code de l'Environnement, par le projet au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire ;
 - VU le rapport, les conclusions et avis favorable avec réserves et assorti d'une recommandation de la commission d'enquête en date du 21 septembre 2018 ;
 - VU le mémoire en réponse de la Société du Grand Paris aux remarques faites par le public, rassemblées par la commission d'enquête au chapitre 4.2 « synthèse des observations et mémoire en réponse de la SGP », dans son rapport ;
 - VU le courrier de réponse de la Société du Grand Paris, en date du 12 octobre 2018, à la réserve et à la recommandation de la commission d'enquête dans le cadre de l'enquête publique du projet de la Ligne 18 ;
 - VU le courrier de la Société du Grand Paris, en date du 5 novembre 2018, ajustant la surface des parcelles soumises à autorisation de défrichement ;
 - VU le rapport de présentation aux Conseils départementaux de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) des Yvelines, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine du Bureau de l'eau de la Direction départementale des territoires de l'Essonne, service coordonnateur, en date du 5 novembre 2018 ;;
 - VU l'avis favorable à l'unanimité émis par le CoDERST des Yvelines en date du 20 novembre 2018 ;
 - VU l'avis favorable émis par le CoDERST de l'Essonne en date du 23 novembre 2018 ;
 - VU l'avis favorable émis par le CoDERST des Hauts-de-Seine en date du 27 novembre 2018 ;
 - VU le projet d'arrêté inter-préfectoral d'autorisation environnementale notifié à la Société du Grand Paris, par courrier du 30 novembre 2018, reçu le 4 décembre 2018, dans le cadre de la procédure contradictoire ;
 - VU le courrier en réponse et les observations de la Société du grand Paris en date du 13 décembre 2018, reçu le 14 décembre 2018 à la préfecture de l'Essonne ;
 - VU les éléments transmis par la Société du Grand Paris à l'autorité compétente, en date du 17 décembre 2018, relatif à la démarche de conventionnement en cours, entre la Société du Grand Paris et le Syndicat intercommunal pour l'aménagement hydraulique de la vallée de l'Yvette (SIAHVY), relative à la réalisation de l'action n°1 dans le cadre du programme de la restauration écologique de l'Yvette, sur la commune de Bures-sur-Yvette ;
- CONSIDÉRANT** que les Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements faisant l'objet de la demande sont soumis à autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et suivants et L.214-3 et suivants code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Bièvre, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Orge-Yvette et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Mauldre ;
- CONSIDÉRANT** que les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L411-2 du code de l'environnement et à l'article L341-3 du code forestier sont garantis par le respect des prescriptions imposées ci-après ;

- CONSIDÉRANT** les mesures compensatoires à la destruction de zones humides ;
- CONSIDÉRANT** les mesures compensatoires aux travaux de défrichement ;
- CONSIDÉRANT** le schéma directeur d'évacuation des déblais de la Société du Grand Paris ;
- CONSIDÉRANT** que le projet de la Ligne 18 s'inscrit au sein du réseau de transport Grand Paris Express visant à présenter une alternative à la voiture pour les déplacements de banlieue à banlieue, à décongestionner les lignes de transports en commun traversant la zone centrale de l'agglomération par la création d'une offre de transport en rocade, à favoriser l'égalité entre les territoires de la région, à soutenir le développement économique et à faciliter l'accès au réseau ferroviaire à grande vitesse et aux aéroports ; que le projet a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) en date du 28 mars 2017 ; et que ce projet relève donc d'une raison impérieuse d'intérêt public majeur ;
- CONSIDÉRANT** que la Société du Grand Paris (SGP) a étudié plusieurs solutions alternatives, en particulier des variantes de tracé et d'implantation des gares, des ouvrages annexes et du centre d'exploitation de la ligne, et qu'aucune de ces solutions ne peut être considérée comme satisfaisante au sens de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement ;
- CONSIDÉRANT** que la demande de dérogation porte sur la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'espèces animales protégées, sur la capture, la perturbation et la destruction de spécimens d'espèces animales protégées, et sur la coupe, l'arrachage ou l'enlèvement de spécimens d'espèces végétales protégées ;
- CONSIDÉRANT** les mesures proposées dans le volet D du dossier joint à la demande d'autorisation, en particulier la remise en état des zones de travaux temporaires et les mesures compensatoires prévues à Gif-sur-Yvette, Draveil et Vigneux-sur-Seine ;
- CONSIDÉRANT** les interactions avec le projet de la ZAC du quartier de l'École Polytechnique à Palaiseau et les mesures d'adaptation proposées dans le volet D du dossier joint à la demande d'autorisation ;
- CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir que le projet ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées objets de la demande dans leur aire de répartition naturelle ;
- CONSIDÉRANT** que le Conseil National de la Protection de la Nature a rendu un avis défavorable mais que des mesures supplémentaires sont prescrites par le présent arrêté ;
- SUR** proposition des Secrétaires Généraux des préfetures de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et des Yvelines ;

ARRÊTENT

TITRE I. OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La Société du Grand Paris (SGP – SIREN : 525 046 017 00030), sise Immeuble Cézanne – 30 avenue des fruitiers 93 200 Saint-Denis, identifiée comme le maître d'ouvrage, et dénommée ci-après « le bénéficiaire de l'autorisation », est autorisée à construire la ligne 18 du réseau du Grand Paris Express, reliant les gares « Aéroport d'Orly » (exclue) dans le département de l'Essonne et « Versailles Chantiers » dans le département des Yvelines en traversant le département des Hauts-de-Seine ; dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, conformément aux éléments techniques figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale et pièces annexées sous réserves des prescriptions particulières définies par le présent arrêté.

Article 2 : Objet de l'autorisation et champ d'application de l'arrêté

L'autorisation environnementale tient lieu, au titre des articles L.181-1 et L.181-2 du code de l'environnement :

- d'autorisation au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, en application des articles L.214-3 et suivants du code de l'environnement ;
- de dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitat protégés en application des articles L.411-2 et suivants ;
- d'autorisation de défrichement en application des articles L.214-13 et L.341-3 du code forestier (titre IV) ;
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000, en application du VI de l'article L.414-4 du code de l'environnement.

Les ouvrages et aménagements concernés par l'autorisation environnementale sont situés sur les communes de :

- Antony dans le département des Hauts-de-Seine ;
- Massy, Orsay, Palaiseau, Paray-Vieille-Poste, Saclay, Villiers-le-Bâcle et Wissous dans le département de l'Essonne ;
- Châteaufort, Guyancourt, Magny-les-Hameaux et Versailles dans le département des Yvelines ;
- Les mesures de compensation sont notamment réalisées sur les communes de Bures-sur-Yvette, Draveil, Gif-sur-Yvette, Vigneux-sur-Seine dans le département de l'Essonne.

Article 3 : Description, caractéristiques et localisations des ouvrages et travaux

La construction de la ligne 18, longue de 35,5 km, objet du présent arrêté comprend :

- la création de deux parties en tunnel, l'une entre Orly et Palaiseau, d'environ 11,8 km, et l'autre entre Guyancourt et Versailles, d'environ 8,6 km ;
- la création d'une partie aérienne, entre Palaiseau et Magny-les-Hameaux, d'environ 15,1 km, présentant à chaque extrémité, une zone de transition permettant l'interface entre la partie aérienne et souterraine ;
- la réalisation de section aérienne en tranchée ouverte, de 660 m, assortie de rampes représentant une longueur de 295 m ;
- la création de 9 gares, dont 3 gares aériennes (non concernées par la présente autorisation),
- la création de 23 ouvrages dits « annexes » permettant d'assurer l'accès des secours et la sécurité pour la section souterraine (puits de secours et puits de ventilation / désenfumage du tunnel) ;
- la création d'un centre d'exploitation et de son raccordement sur le territoire de la commune de Palaiseau ;
- les travaux de libération des emprises ferroviaires sur la commune de Massy, portés par SNCF réseau ;
- la réalisation des mesures compensatoires à la destruction de 11 040 m² de zone humide ;
- la mise hors d'eau des fouilles au moyen de dispositifs de rabattement de nappes souterraines lors du creusement des nouvelles gares, des ouvrages annexes ;
- la réalisation des ouvrages de stockage et de traitement des eaux pluviales et des eaux d'exhaure en phase chantier ;

- le maintien de la fonctionnalité des « rigoles » présentes sur le plateau de Saclay (rigoles des Granges à Palaiseau et rigole de Corbeville à Gif-sur-Yvette, Saclay et Orsay) traversées par le projet ;
- la réalisation de mesures compensatoires aux impacts sur les espèces et habitats protégés, notamment sur le territoire de l'Essonne ;
- la réalisation de défrichements de 0,4249 ha de parcelles situées sur le territoire des communes d'Orsay et de Wissous, en Essonne, et des mesures compensatoires en découlant ;
- l'évacuation des déblais issus du creusement des tunnels et des zones de chantier, ainsi que l'approvisionnement des chantiers ;
- la remise en état des sites après chantier.

La phase d'exploitation nécessite le suivi et la gestion des mesures compensatoires, ainsi que la gestion des eaux pluviales.

Les travaux de réalisation du centre d'exploitation de Palaiseau ne sont pas autorisés par le présent arrêté au titre des ICPE.

Les activités, installations, ouvrages, travaux concernés par l'autorisation environnementale sont référencés dans le tableau ci-après (type de IOTA, type d'ouvrage, localisation) :

IOTA	Type d'ouvrage	Commune (département)	Adresse	Coordonnées Lambert CC49
OA1	Puits de sortie du tunnelier devenant un ouvrage annexe après travaux	Paray-Vieille-Poste (91)	Aéroport d'Orly	X = 16 52 853,98 Y = 81 69 320,33
OA2	Ouvrage annexe	Paray-Vieille-Poste (91)	Parking P7 aéroport d'Orly	X = 16 53 094,4 Y = 81 70 500,4
OA3	Ouvrage annexe	Paray-Vieille-Poste (91)	Aéroport d'Orly	X = 16 52 327,17 Y = 77 70 342,53
OA 45	Puits d'entrée de tunnelier devenant un ouvrage annexe après travaux	Wissous (91)	RD167A Route des Avernaises	X = 16 51 664,27 Y = 81 70 620,89
OA6	Ouvrage annexe	Wissous (91)	Allée Jean Robic Boulevard de l'Europe	X = 16 50 824,17 Y = 81 70 621,17
OA7	Ouvrage annexe	Wissous (91)	Rue Paul Cézanne	X = 16 50 034,18 Y = 81 70 951,48
Gare Antonypôle	Gare souterraine	Antony (92)	Rue Léon Harmel	X = 16 49 254,06 Y = 81 70 861,74
OA8	Puits d'entrée et de sortie du tunnelier devenant ouvrage annexe après travaux	Massy (91)	RN20 – avenue du Général Leclerc	X = 16 48 513,88 Y = 81 70 601,97
Gare Massy Opéra	Gare souterraine	Massy (91)	Avenue du Noyer Lambert (place Antoine de Saint-Exupéry)	X = 16 47 863,73 Y = 81 70 402,18
OA9	Ouvrage annexe	Massy (91)	Rue Henri Gilbert	X = 16 47 153,53 Y = 81 70 092,4
OA10	Ouvrage annexe	Massy (91)	Avenue du Général de Gaulle Rue de la Division Leclerc	X = 16 46 413,52 Y = 81 70 302,7

IOTA	Type d'ouvrage	Commune (département)	Adresse	Coordonnées Lambert CC49
OA11	Ouvrage annexe	Massy (91)	Avenue du Président Salvador Allende	X = 16 45 823,44 Y = 81 70 282,91
Gare Massy Palaiseau	Gare souterraine	Massy (91)	Gare Massy-Palaiseau (avenues Carnot/Raymond Aron)	X = 16 45 453,18 Y = 81 69 722,98
OA12	Puits d'entrée et de sortie de tunnelier devenant ouvrage annexe après travaux	Palaiseau (91)	Boulevard de la Grande Ceinture	X = 16 44 972,97 Y = 81 69 333,12
OA13	Ouvrage annexe	Palaiseau (91)	Rue Louise Bruneau Allée Louise Bruneau	X = 16 44 172,82 Y = 81 69 203,41
OA14	Puits de sortie du tunnelier devenant ouvrage annexe après travaux	Palaiseau (91)	RD36 Chemin de Vauhalla	X = 16 43 382,74 Y = 81 69 253,72
Tranchée couverte Est	–	Palaiseau (91)	RD36	X = 16 43 342,72 Y = 81 69 223,73
Centre d'Exploitation Palaiseau	SMI/SMR/PCC	Palaiseau (91)	Boulevard des Maréchaux	X = 16 42 362,47 Y = 81 68 924,08
Tranchée ouverte Est	–	Palaiseau (91)	RD36 Route de Saclay	X = 16 42 912,54 Y = 81 68 913,86
Gare de Palaiseau	Gare aérienne	Palaiseau (91)	Rue Auguste Fresnel	X = 16 41 212,22 Y = 81 68 664,51
boulevard Monge	Viaduc	Palaiseau (91)	Boulevard Monge	X = 16 41 052,17 Y = 81 68 594,56
Franchissement RN118	Viaduc	Orsay (91)	RN118	X = 16 39 541,91 Y = 81 68 465,17
Gare Orsay Gif	Gare aérienne	Orsay (91)	Rue Noetzlin	X = 16 39 161,8 Y = 81 68 325,31
Gare de CEA Saint Aubin	Gare aérienne	Saclay (91)	Environs du CEA de Saclay	X = 16 38 302,53 Y = 81 70 305,93
Aire de Saint-Aubin	Base de chantier	Saclay (91)	Environs du CEA de Saclay	X = 16 38 721,83 Y = 81 68 545,52
Franchissement RD36 CEA	Viaduc	Saclay (91)	RD36	X = 16 38 262,53 Y = 81 70 335,95
Franchissement aqueduc des mineurs/RTE	Viaduc	Villiers-le-Bâcle (91)	RD36	X = 16 36 732,31 Y = 81 70 246,6
Franchissement giratoire RD36 à Villiers-le-Bâcle	Viaduc	Villiers-le-Bâcle (91)	RD36	Coordonnées piézomètre X = 16 35 812,24 Y = 81 70 347,02
Franchissement giratoire RD36 à Châteaufort	Viaduc	Châteaufort (78)	RD36	X = 16 33 592,51 Y = 81 71 528,16

IOTA	Type d'ouvrage	Commune (département)	Adresse	Coordonnées Lambert CC49
Tranchée ouverte Ouest	–	Magny-les-Hameaux (78)	RD36	X = 16 32 312,69 Y = 81 72 228,83
Tranchée couverte Ouest	–	Magny-les-Hameaux (78)	RD36	X = 16 32 282,68 Y = 81 72 224,84
OA15	Puits de sortie du tunnelier devenant ouvrage annexe après travaux	Magny-les-Hameaux (78)	RD36	X = 16 31 932,76 Y = 81 72 459,03
OA16	Ouvrage annexe	Magny-les-Hameaux (78)	Avenue de l'Europe	X = 16 31 703,07 Y = 81 73 169,22
Gare Saint-Quentin est	Gare souterraine	Guyancourt (78)	RD91 Avenue Léon Blum	X = 16 31 783,37 Y = 81 73 799,24
OA18	Ouvrage annexe	Guyancourt (78)	RD91 Avenue Léon Blum	X = 16 32 353,67 Y = 81 74 319,03
OA19	Ouvrage annexe	Guyancourt (78)	Rue Robert Arnaud d'Andilly	X = 16 32 703,99 Y = 81 74 938,92
OA20	Ouvrage annexe	Guyancourt (78)	Chemin de la Petite Minière	X = 16 33 244,31 Y = 81 75 518,72
OA21	Ouvrage annexe	Guyancourt (78)	Environ de Nexter	X = 16 33 644,68 Y = 81 76 248,6
Gare de Satory	Puits d'entrée du tunnelier devenant gare souterraine après travaux	Versailles (78)	Route de la Minière Avenue Gribeauval	X = 16 34 184,93 Y = 81 76 708,39
OA22	Ouvrage annexe	Versailles (78)	Rue de Tunisie Rue du Général Elbe	X = 16 34 885,07 Y = 81 76 888,09
OA22 bis	Ouvrage annexe	Versailles (78)	Rue des Docks	X = 16 35 245,12 Y = 81 76 947,93
OA23	Ouvrage annexe	Versailles (78)	RD938 Chemin communal	X = 16 35 825,25 Y = 81 77 127,68
Gare Versailles Chantiers	Gare souterraine	Versailles (78)	Rue de la Porte de Buc	X = 16 36 575,49 Y = 81 77 537,38
OA24	Puits de sortie du tunnelier devenant ouvrage annexe après travaux	Versailles (78)	Environ du stade des chantiers Rue des Chantiers	X = 16 37 095,55 Y = 81 77 607,16

La carte de localisation, en annexe n°1, présente le plan général de l'emprise du projet et le positionnement des différents ouvrages mentionnés dans le tableau ci-dessus.

La gare CEA Saint Aubin, présente un cas particulier. Elle fera l'objet d'une déclaration d'utilité publique complémentaire au décret du 28 mars 2018.

TITRE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES

Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale et modification

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale relative à la création et à l'exploitation de la ligne 18 du réseau de transport public du Grand Paris reliant les gares « Aéroport d'Orly » (exclue) à « Versailles Chantiers », sont situés, installés et entretenus conformément aux plans et contenu

du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de l'Essonne – préfet coordonnateur– avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement (cf. article 19 du présent arrêté).

Article 5 : Durée de l'autorisation environnementale

La présente autorisation est accordée pour une durée de 30 années à compter de la signature du présent arrêté.

En application de l'article R.181-48 du Code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de 12 ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

La prolongation de la durée de l'arrêté portant autorisation environnementale peut être demandée par le bénéficiaire de l'autorisation avant son échéance dans les conditions fixées par l'article L.181-15 et R.181-469 du code de l'environnement.

Article 6 : Caractère de l'autorisation

La présente autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article L.181-22 et L.214-4 du code de l'environnement.

Si à quelque époque que ce soit, l'autorité compétente décidait dans un but d'intérêt général de modifier de manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le bénéficiaire de l'autorisation ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Article 7 : Transmission de l'autorisation

Une modification du bénéficiaire de l'autorisation environnementale peut néanmoins être opérée conformément aux dispositions des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement.

Dans ce cas le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet de l'Essonne, préfet coordonnateur, dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms, domicile du nouveau bénéficiaire de l'autorisation environnementale et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, son numéro de SIRET, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

Article 8 : Début et fin des travaux – mise en service

Le bénéficiaire de l'autorisation informe le service de police de l'eau de la direction départementale des territoires de l'Essonne, pilote de l'instruction du présent dossier, du démarrage des travaux et le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins quinze (15) jours précédant cette opération.

Le bénéficiaire de l'autorisation ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement tenu informé le préfet de l'Essonne -préfet coordonnateur-, qui statue dans les conditions fixées aux articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du code de l'environnement.

TITRE III. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À L'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

VOLET A – CHAMP D'APPLICATION DE L'AUTORISATION IOTA

Article 9 : Rubriques de la nomenclature IOTA

L'ensemble des opérations prévues au dossier de demande d'autorisation environnementale est autorisé au titre de l'une des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du code de l'environnement :

RÉGIME DE DÉCLARATION (D)	
Rubriques	Intitulé
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant : 2° Supérieure à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m ³ /j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau.
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m.

RÉGIME D'AUTORISATION (A)	
Rubriques	Intitulé
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an.
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha.

RÉGIME D'AUTORISATION (A)

Rubriques	Intitulé
2.2.3.0	<p>Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0 :</p> <p>1° Le flux total de pollution brute étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (A) ;</p> <p>2° Le produit de la concentration maximale d'Escherichia coli, par le débit moyen journalier du rejet situé à moins de 1 km d'une zone conchylicole ou de culture marine, d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade, au sens des articles D.1332-1 et D.1332-16 du code de la santé publique, étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 10¹¹ E coli/j (A).</p>
3.1.1.0	<p>Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant :</p> <p>1° Un obstacle à l'écoulement des crues (A) ;</p> <p>2° Un obstacle à la continuité écologique ;</p> <p>a) Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A).</p> <p>Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.</p>
3.1.2.0	<p>Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau :</p> <p>1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m.</p> <p>Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.</p>
3.1.4.0	<p>Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes :</p> <p>1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m.</p>
3.2.3.0	<p>Plans d'eau, permanents ou non :</p> <p>1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha.</p>
3.3.1.0	<p>Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant :</p> <p>1° Supérieure ou égale à 1 ha.</p>

VOLET B – PRESCRIPTIONS EN PHASE CHANTIER

Article 10 : Avant le démarrage du chantier

10.1. Information préalable au démarrage du chantier

Avant la réalisation des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation communique au service police de l'eau de la DDT de l'Essonne, aux gestionnaires et maîtres d'ouvrage des réseaux de collecte et aux exploitants des usines d'eau potable un planning avec la description de chaque tâche de travaux et la localisation précise des points de rejets, les débits de pointe et la durée des rejets.

10.2. Dispositions relatives au risque de pollution des eaux

Le bénéficiaire de l'autorisation met en place, avant le début des travaux, un plan d'intervention indiquant les procédures et les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle (alerter, identifier, neutraliser, traiter, évacuer), et indique les coordonnées des services à prévenir sans délais. Il s'assure également que le personnel de chantier a connaissance de ces procédures et moyens d'intervention.

10.3. Gestion des eaux usées sanitaires

A défaut de possibilité de raccordement au réseau de collecte des eaux usées, les rejets des installations sanitaires de chantier sont récoltés par le biais de fosses septiques conformes à la réglementation, fosses toutes eaux ou WC chimiques. Ces eaux sont pompées, évacuées périodiquement dans un centre de traitement. Aucun rejet ne s'effectue directement ou indirectement dans le milieu naturel.

10.4. Lutte contre les espèces végétales envahissantes

Afin de prévenir tout risque de contamination par des espèces envahissantes, le matériel, les véhicules et les engins sont nettoyés et entretenus avant leur arrivée sur les pistes de chantier, en particulier les organes en contact avec le sol et la végétation : roues, chenilles, garde-boue, carter, etc.

10.5. Dispositions relatives à la pollution des terres et des sols

Les déblais et les produits d'excavation des travaux issus des tunneliers, gares et ouvrages annexes sont gérés selon la réglementation en vigueur. Un registre de suivi de leur destination est inséré dans le cahier de chantier. Un outil informatique de traçabilité est mis en œuvre sous réserve qu'il assure un niveau suffisant du suivi des déblais.

D'une manière générale, le stockage des terres est réalisé dans des zones éloignées des cours d'eau et des dispositifs de collecte des eaux.

10.6. Dispositions relatives au risque retrait-gonflement des argiles et présence de cavités

Une auscultation des bâtis sensibles définis lors de la réalisation de l'étude de l'enquête du bâti se poursuit avant le démarrage de la phase de chantier et est maintenue en phase chantier.

10.7. Mesures préventives relatives au risque de dissolution du gypse

Sur les zones potentiellement à risque de dissolution de gypse (risque nul à faible identifié sur le plateau d'Orly et de Versailles), en amont et pendant les travaux, des mesures préventives de surveillance par auscultation sont mises en place par le bénéficiaire de l'autorisation afin de suivre leur éventuelle évolution en relation avec les travaux.

Des analyses de la qualité des eaux d'exhaure sont réalisées par le bénéficiaire de l'autorisation sur les éléments majeurs marqueurs du gypse : calcium, sulfates et conductivité.

Les dépassements enregistrés en phase travaux sont comparés aux estimations des phases études.

Dans le cas de variations significatives des teneurs en calcium et sulfates, ou de la conductivité, le bénéficiaire de l'autorisation informe, sans délai, le service police de l'eau de la direction départementale de l'Essonne, coordonnateur pour le projet, pour mettre en place les mesures correctrices les plus appropriées. Ces mesures correctives sont établies au travers d'un plan d'intervention validé par le service police de l'eau concerné.

Le cas échéant, le service police de l'eau peut demander l'arrêt temporaire ou définitif des prélèvements.

Le suivi des piézomètres est maintenu pour la durée des travaux et des deux premières années de la phase d'exploitation. A l'issue de cette période une évaluation est faite afin de statuer sur la nécessité de maintenir ce dispositif.

Article 11 : En phase chantier ou exécution des travaux

Durant la phase d'exécution des travaux, toutes les précautions sont prises pour ne pas porter atteinte au milieu naturel.

Les dispositions relatives à la gestion des eaux pluviales (capacités de stockage, débits de fuite, qualité des rejets), établies selon les prescriptions locales, sont applicables en phase de travaux.

11.1. Impacts sur le milieu

Les différentes aires de chantier sont délimitées de façon à ne pas interférer avec les écoulements superficiels (cours d'eau, fossés, rigoles, plans d'eau). En cas d'installation à proximité d'un écoulement, un balisage est mis en place afin d'éviter toute intrusion ou obstruction de celui-ci.

Une exception est faite pour les installations de chantier de la « zone de transition Est », qui nécessitent le dévoiement temporaire de la « rigole des Grandes » et des potentiels écoulements vers le Nord (cf. article 13.1.3) durant la phase chantier.

Concernant l'impact de l'aire de chantier de l'OA21 sur le bassin des eaux pluviales de la société Nexter à Versailles (cf. annexe n°1), le volume de rétention impacté est restitué par la création d'un nouveau bassin à proximité, ou l'agrandissement du bassin existant.

Le bénéficiaire de l'autorisation informe le service instructeur coordonnateur et les services en charge de la police de l'environnement de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées lors des réunions de chantier. Il transmet – par courriel – les comptes rendus inhérents.

L'utilisation de produits phytosanitaires sur les aires de chantier est proscrite.

Le pétitionnaire s'engage à effectuer une maintenance préventive du matériel et des engins de chantier afin de pallier tout risque pour l'environnement et les personnes.

11.2. Interconnexions de nappes

Afin de prévenir les communications entre les nappes, le bénéficiaire :

- emploie un tunnelier avec bouclier à front pressurisé et pose de voussoirs étanches au fur et à mesure de l'avancement permettant ainsi d'éviter des communications de nappes lors de l'avancement de celui-ci ;
- met en place des parois moulées chaque fois que nécessaire.

11.3. Drains agricoles

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à réaliser un recensement des réseaux de drainages agricoles sur le faisceau réservé au passage du viaduc.

Si le bénéficiaire de l'autorisation vient à détériorer un drain agricole durant la phase travaux, celui-ci s'engage à le remettre en état pour rétablir les écoulements.

11.4. Gestion des eaux pluviales des bassins versant interceptés

Des fossés longitudinaux sont mis en place, permettant de recueillir les eaux de ruissellement des bassins versants amont interceptés par l'infrastructure dans sa partie aérienne et ses emprises chantiers. Ces eaux sont restituées au milieu naturel en aval de la zone travaux sans être souillées par le chantier.

De plus, ces ouvrages assurent une transparence hydraulique vis-à-vis des ruissellements en provenance des bassins versants amont.

Une surveillance et un entretien réguliers des ouvrages assurant la transparence hydraulique et des fossés longitudinaux sont réalisés tout au long du chantier afin de s'assurer du maintien de leur fonctionnalité hydraulique.

11.5. Gestion des eaux pluviales des emprises

Pour la gestion des eaux pluviales de chantier, le bénéficiaire de l'autorisation recherche en priorité le rejet des eaux pluviales au milieu naturel plutôt que dans les réseaux d'assainissement.

Dans les secteurs ruraux, en particulier pour les aires de chantier associées au viaduc et aux gares aériennes, des tests de perméabilité sont tenus à disposition du service de contrôle pour justifier de l'impossibilité d'infiltration des eaux pluviales et un rejet au milieu naturel ou au réseau.

En zones non imperméabilisées, les débits de fuite au milieu naturel des ouvrages de la phase chantier sont définis sur la base de 0,7 l/s/ha, mais en considérant un débit minimum de rejet de 10 l/s (indépendamment de la surface à traiter), débit minimum techniquement réalisable dans le cadre d'installations de chantier.

Les bassins provisoires sont dimensionnés pour une pluie d'occurrence adaptée à la durée des travaux : a minima 2 ans pour des chantiers de durée inférieure à 2 ans, 5 ans au-delà – voire 10 ans en cas d'enjeu important. La méthodologie de dimensionnement des rétentions provisoires liées à chaque ouvrage de la ligne est fonction de sa localisation et des réglementations s'appliquant localement.

La remise en état des sites après les travaux ne doit pas augmenter l'imperméabilisation initiale.

11.5.1. Convention de rejet des eaux pluviales en phase chantier

En zones déjà imperméabilisées, des rejets provisoires sont opérés dans les réseaux d'assainissement eaux pluviales dans le cadre de conventions avec les maîtres d'ouvrage de ces réseaux. Ces conventions sont fournies au service en charge de la police de l'eau des DDT de l'Essonne, des Yvelines et de la DRIEE lors de la phase de récolement des pièces supplémentaires, avant démarrage du chantier.

11.6. Gestion des eaux d'exhaure

Le bénéficiaire de l'autorisation recherche en priorité le rejet des eaux d'exhaure (eaux issue du rabattement des eaux souterraines) au milieu naturel ou leur réinjection, avant tout rejet dans les réseaux d'assainissement d'eaux pluviales.

Si nécessaire, ces eaux font l'objet d'une rétention préalable et/ou d'un traitement en fonction de leur qualité, avant d'être rejeté dans les réseaux eaux pluviales.

Les ouvrages de rejet ne font pas obstacle à l'écoulement des eaux.

11.6.1. Convention de rejet des eaux d'exhaure en phase chantier

Le rejet des eaux d'exhaure fait l'objet d'accords préalables des maîtres d'ouvrage des réseaux remis au service en charge de la police de l'eau des DDT de l'Essonne, des Yvelines et de la DRIEE, avant le début des travaux. Dans le cas contraire, le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à remettre les conventions manquantes avant le début des pompages et rejets.

11.7. Suivi des pompages, prélèvements et rabattements de nappe

Chaque dispositif d'exhaure, accessible aux services en charge des contrôles, est équipé :

- d'un compteur de débit, sans système de remise à zéro ;
- d'un dispositif permettant le « prélèvement d'échantillons d'eau brute » (piquage muni d'une vanne d'arrêt par exemple).

Pour chaque ouvrage – gares et ouvrages annexes – concerné par des pompages, prélèvements ou rabattement de nappes, des rapports de suivi sont réalisés et sont :

- mis à disposition des services en charge de la police de l'eau sur chaque chantier avant le début des pompages et rejets ;
- transmis dans le cadre d'un bilan trimestriel durant les pompages et rejets.

Les informations représentatives attendues dans ce cadre sont les suivantes :

- choix définitif de la solution de traitement des eaux d'exhaure ;
- méthodologie de prélèvement et localisation, avant et après le dispositif de traitement, des points de prélèvements et de rejets ;
- relevés hebdomadaires et mensuels des volumes pompés ;
- niveaux d'eau mensuels au sein des piézomètres de contrôle (suivi devant être maintenu 2 mois après l'arrêt du dispositif d'exhaure) ;
- relevé des incidents et de la maintenance effectuée au niveau du dispositif ;
- modalités d'intervention en cas de dépassement des seuils fixés à l'**article 12.3.1** du présent arrêté ainsi que de deux des paramètres inscrits au tableau I de l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejet dans les eaux de surface (métaux et métalloïdes et matières inhibitrices).

Les rapports de suivi annuel concernant l'impact des pompages inhérents aux rabattements de nappes sont transmis à la DDT de l'Essonne. Pour la section du projet localisée dans le département des Yvelines, une copie de ces rapports de suivi annuel est également transmis à la DDT des Yvelines, notamment :

- au niveau des **plans d'eau du golf de Guyancourt** (suivi du niveau de la nappe). Par ailleurs, le bénéficiaire met en place un suivi des niveaux d'eau dans les plans d'eau du golf de Guyancourt, avant toute opération, en accord avec le propriétaire de celui-ci, afin de vérifier l'absence d'impact lié au projet. En cas d'abaissement des niveaux d'eau liés au chantier, le bénéficiaire met en place une mesure de réduction de l'impact.
- dans les **meulière de Montmorency au droit de la tranchée Ouest** (suivi du niveau de la nappe et de l'évolution des fonctionnalités de la zone humide localisée à proximité – *a minima*, observation du taux de recouvrement des espèces mentionnées à l'annexe II table A de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié, précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides, avant, pendant et après pompage).

Pour la section du projet localisée à Antony dans le département des Hauts-de-Seine, une copie de ces rapports de suivi annuel est également transmise au service police de l'eau de la DRIEE.

11.8. Prévention des pollutions

Durant la phase d'exécution des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation prend toutes les précautions nécessaires pour ne pas porter atteinte aux eaux superficielles et souterraines.

Les stockages de produits susceptibles de polluer des eaux au niveau des zones chantier sont réduits au maximum. Toutefois, si des stockages de tels produits (hydrocarbures par exemple) s'avèrent nécessaires sur des zones de chantier, ceux-ci sont réalisés dans des cuves étanches avec double enveloppe et sur des zones imperméables pourvues de système de rétention des fuites (bâches ou béton). Ces stockages sont effectués à distance notable des exutoires.

Le bénéficiaire de l'autorisation s'assure que la manipulation de ces substances s'effectue par du personnel informé sur les produits utilisés et les risques associés.

Les accès et le stationnement des véhicules sont choisis en vue de limiter tout risque de pollution pendant le chantier.

D'une manière générale, les moyens de prévention des pollutions suivants sont mis en place :

- Étanchéification des aires de ravitaillement, de lavage et d'entretien des engins et interdiction de tout entretien en dehors de ces zones ;
- Stockage des produits polluants et du matériel sur des aires aménagées à cet effet. Des rétentions, si possible placées sous abri, sont prévues pour le stockage des produits polluants (carburant, huiles neuves et usagées...);
- Fossés ceinturant les aires de stationnement des engins.

En cas de fuite accidentelle, le bénéficiaire de l'autorisation doit s'assurer par tous les moyens, de circonscrire la pollution générée. Selon la nature de la pollution, les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- Isolement du tronçon de réseau/fossé, contaminé par des dispositifs de coupure (mise en place de sacs de sable par exemple) ;
- Épandage de produits absorbants (sable...);
- Raclage du sol en surface ou curage du fossé puis transport des sols pollués vers des sites de traitement agréés ;
- Utilisation de kits anti-pollution équipant tous les engins > 5 tonnes.

L'utilisation de produits phytosanitaires sur les aires de chantier est proscrite.

11.9. Gestion des déchets

Les laitances de ciment sont récupérées, filtrées et décantées dans des cuves spécifiques sur sites. Le cas échéant, celles-ci sont exportées par des sociétés spécialisées pour gestion et traitement à l'extérieur des sites de chantiers.

Aucun rejet de boue au milieu naturel n'est effectué.

Les boues de forage sont éliminées dans une filière de traitement des déchets adaptées.

D'une manière générale, les boues issues du traitement des eaux de chantiers sont éliminées en centres spécialisés ou par toute filière légale d'élimination, conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les déchets produits sur les chantiers sont triés et stockés dans des bennes, et évacués par des sociétés spécialisées vers des sites autorisés, conformément à la réglementation en vigueur.

11.9.1. Gestion des déblais

En lien avec l'article 10.5 le bénéficiaire de l'autorisation organise la gestion des déblais en cohérence avec le schéma de gestion et de valorisation des déblais qu'il a établi à l'échelle du projet.

L'utilisation d'un outil informatique de traçabilité est mis en place. Le volume de déblais, les filières envisagées pour leur valorisation ou leur élimination sont identifiés avant le démarrage du chantier. Les modes de transport, alternatifs à la route, sont privilégiés autant que possible.

Un rapport trimestriel faisant apparaître les volumes et les tonnages de déblais extrait, ainsi que les lieux de destination, est adressé au service police de l'eau de la DDT de l'Essonne.

11.10. Poussières

Durant la phase travaux, le bénéficiaire de l'autorisation s'assure que les pistes sont arrosées par temps sec, ceci afin de limiter l'envol de poussières.

11.11. Bruit et nuisances sonores

Les horaires des chantiers situés à proximité des zones d'habitation sont adaptés selon la réglementation des communes concernées, ou en concertation avec celles-ci.

Lors des travaux l'information du public concerné par ces chantiers est réalisée par un affichage visible sur les lieux qui indique la durée des travaux, les horaires et les coordonnées du ou des responsables.

11.12. Prescription en période d'étiage

Le bénéficiaire de l'autorisation s'informe de la situation et se conforme le cas échéant aux dispositions prévues dans les arrêtés préfectoraux définissant des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau en période de sécheresse. Ces arrêtés, ainsi que les bulletins d'étiages, sont disponibles 24h/24 sur le site Internet de la DRIEE Ile-de-France au lien ci-dessous :

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/>

En situation d'alerte renforcée et si la situation le nécessite, le préfet de l'Essonne -préfet coordonnateur- peut prendre des prescriptions complémentaires au présent arrêté pour suspendre temporairement la réalisation des travaux ou renforcer le suivi de la qualité des eaux.

En situation de crise, les prélèvements dans les eaux souterraines et les rejets sont suspendus.

Article 12 : En phase d'exploitation

Le bénéficiaire de l'autorisation recherche en priorité le rejet des eaux pluviales au milieu naturel plutôt que dans les réseaux d'assainissement des eaux pluviales. L'infiltration des eaux pluviales est privilégiée.

Le bénéficiaire de l'autorisation recourt, dès que cela est possible, à des matériaux de surfaces permettant de limiter l'imperméabilisation des sols et de réduire la production de ruissellement.

La conception de chaque gare permet d'assurer une rétention des pluies de cumul pluviométrique au moins égal à 8 mm par 24h ; elle est prévue avec un rejet par infiltration et/ou au réseau.

Lorsque l'infiltration est possible, le dimensionnement se base en premier lieu sur l'aptitude des sols. Si nécessaire, un rejet complémentaire aux réseaux d'assainissement est mis en place après accord préalable des gestionnaires et maîtres d'ouvrage des réseaux concernés.

12.1. Débits de rejets des eaux pluviales

Pour chaque partie du territoire concerné par le projet, le bénéficiaire de l'autorisation met en place les ouvrages hydrauliques ayant des rejets limités aux prescriptions locales (cf annexe n°2).

Pour le segment Orly-Palaiseau (OA1 à OA14), les débits de fuite à prendre en compte sont les suivants :

Commune	Paray	Wissous	Antony	Massy	Palaiseau
SAGE (pour mémoire)	Orge-Yvette : 1,2 l/s/ha	Bièvre : pas de débit de fuite imposé rétention a minima de 8 mm en 24h			
Syndicat (pour mémoire)	SIVOA : 1 l/s/ha	SIAVB: 0,7 l/s/ha	CA Hauts-de- Bièvre : 2 l/s/ha	SIAVB : 0,7 l/s/ha	SIAVB : 0,7 l/s/ha
Débits de fuite pour L18	1 l/s/ha	0,7 l/s/ha	2 l/s/ha	0,7 l/s/ha	0,7 l/s/ha

Pour le segment Magny-les-Hameaux-Versailles Chantiers (OA15 à OA24), les débits de fuite à prendre en compte sont les suivants :

Commune	Magny-les-Hameaux	Guyancourt	Versailles
SAGE	Orge-Yvette :	Bièvre : pas de débit	Bièvre : pas de débit de fuite imposé

(pour mémoire)	1,2 l/s /ha	de fuite imposé – rétention aminima de 8 mm en 24h	rétention de 8 mm en 24h Mauldre : 1 l/s/ha Absence de SAGE pour certains ouvrages
Syndicat (pour mémoire)	EGGE : 0,7 l/s/ha SQY* : 1 l/s/ha	SQY : variable	HYDRAULYS : 2 l/s/ha
Débits de fuite pour Ligne18	Variable <ul style="list-style-type: none"> • Si rejet au milieu naturel → EGGE : 0,7 l/s/ha • Si rejet au réseau et selon le zonage pluvial (enjeu hydraulique ou non) : 2 ou 30 l/s/ha 		Variable <ul style="list-style-type: none"> • Quartier de Satory → SAGE Bièvre : EGGE : 0,7 l/s/ha • OA23 → SAGE Mauldre : EGGE:0,7 l/s/ha • Gare Versailles Chantiers et OA24 → HYDRAULYS : 2 l/s/ha

*valeur du plan de zonage pluvial, s'applique pour les rejets non régulés par un bassin de rétention du réseau de la communauté d'agglomération, notamment pour la commune de Magny-les-Hameaux

12.2. Description des ouvrages

12.2.1. Caractéristiques des ouvrages de rétention des eaux pluviales

Les eaux générées par les surfaces nouvellement imperméabilisées font l'objet d'une régulation, avant rejet aux réseaux d'assainissement publics (en zones urbanisées).

Gestion des eaux pluviales au droit des gares souterraines

Gare	Surface à traiter	Débit de fuite spécifique	Débit de fuite	Volume à stocker	Type d'ouvrage de rétention envisagé	Surface de la zone de rétention	Possibilité d'une infiltration (voir tableau justificatif en page suivante)	Exutoire
Antonypôle	7 660 m ²	2 l/s/ha pour 10 ans	1,43 l/s	288 m ³	Bassin enterré	288 m ²	Infiltration partielle	réseau d'assainissement Vallée Sud Grand Paris / CD92
Massy Opéra	3 400 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2 h	1 l/s	190 m ³	Bassin enterré	190 m ²	Infiltration partielle	réseau d'assainissement SIAVB
Massy - Palaiseau	4 985 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2 h	1 l/s	279 m ³	Bassin enterré	279 m ²	Infiltration non réalisable	réseau eaux pluviales RATP
Saint-Quentin Est	13 400 m ²	30 l/s/ha pour 10 ans	31 l/s	315 m ³	Bassin enterré	315 m ²	Infiltration partielle	réseau d'assainissement CASQY
Satory	11 580 m ²	0,7 l/s/ha pour 10 ans Pluie de 60 mm en 2 h	1 l/s	584 m ³	Bassin de surface	1 168 m ²	Infiltration non réalisable	Réseau d'assainissement plateau de Satory (SIAVB ou CASQY)
Versailles Chantiers	7 450 m ²	2 l/s/ha pour 10 ans	1,35 l/s	314 m ³	Bassin enterré	314 m ²	Infiltration partielle	réseau d'assainissement ville de Versailles

Gestion des eaux pluviales au droit des tranchées couvertes et des gares aériennes

Ouvrage	Surface à traiter	Débit de fuite spécifique	Débit de fuite	Volume à stocker	Type d'ouvrage de rétention envisagé	Surface de la zone de rétention	Possibilité d'une infiltration (voir tableau justificatif en page suivante)	Exutoire
Tranchée ouverte Est	12 000 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2 h	1 l/s	~ 650 m ³ ⇒ volume retenu = 1 700 m ³	Bassin enterré	1 700 m ²	Infiltration non réalisable	Réseau d'assainissement ZAC/EPAPS
Palaiseau	5 350 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2 h	1 l/s	259 m ³	Bassin enterré	647,5 m ²	Infiltration partielle	réseau assainissement ZAC/EPAPS
Orsay Gif	5 525 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2 h	1 l/s	247 m ³	Bassin enterré	617,5 m ²	Infiltration partielle	réseau assainissement ZAC/EPAPS
CEA Saint-Aubin	7 290 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2 h	1 l/s	360 m ³	Bassin enterré	900 m ²	Infiltration partielle	Réseau d'assainissement SIAVB
Tranchée ouverte Ouest	1 800 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2 h	1 l/s	~ 100 m ³ ⇒ volume retenu = 250 m ³	Bassin enterré	250 m ²	Infiltration non réalisable	Ecoulement affluent du ruisseau de la Mérantaise (réseau assainissement CASQY)

Gestion des eaux pluviales au droit des ouvrages annexes

Ouvrages annexes	Surface à traiter	Débit de fuite spécifique	Débit de fuite	Volume à stocker	Type d'ouvrage de rétention envisagé	Surface de la zone de rétention	Possibilité d'infiltration des eaux pluviales	Exutoire pour les eaux non infiltrées
OA1	2 250 m ²	1 l/s/ha pour 20 ans Pluie de 55 mm en 4h	1 l/s	108 m ³	Bassin enterré	108 m ²	Non	Réseau d'assainissement Aéroport de Paris
OA2	1 250 m ²	1 l/s/ha pour 20 ans Pluie de 55 mm en 4h	1 l/s	41 m ³	Bassin enterré	41 m ²	Non	Réseau d'assainissement Aéroport de Paris
OA3	1 140 m ²	1 l/s/ha pour 20 ans Pluie de 55 mm en 4h	1 l/s	56 m ³	Bassin en surface	112 m ²	Non	Réseau d'assainissement Aéroport de Paris
OA45	8 150 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	277 m ³	Bassin en surface	554 m ²	Non	Réseau d'assainissement Aéroport de Paris
OA6	3 580 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	188 m ³	Bassin en surface	376 m ²	Oui	Réseau d'assainissement SIAVB
OA7	3 025 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	147 m ³	Bassin en surface	294 m ²	Oui	Réseau d'assainissement SIAVB
OA8	2 780 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	147 m ³	Bassin enterré	294 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement SIAVB
OA9	1 000 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	55 m ³	Bassin en surface	110 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement SIAVB
OA10	800 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	34 m ³	Bassin enterré	34 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement SIAVB
OA11	900 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	50 m ³	Bassin en surface	50 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement SIAVB
OA12	500 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	26 m ³	Bassin enterré	52 m ²	Oui	Réseau d'assainissement SIAVB
OA13	750 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	42 m ³	Bassin enterré	42 m ²	Oui	Réseau d'assainissement ville de Palaiseau
OA14	1 450 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 59 mm en 2h	1 l/s	76 m ³	Bassin en surface	152 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement ville de Palaiseau
OA15	2 000 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 60 mm en 2h	1 l/s	84 m ³	Bassin en surface	168 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement viaduc
OA16	790 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 60 mm en 2h	1 l/s	45 m ³	Bassin en surface	90 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement CASQY
OA18	835 m ²	30 l/s/ha pour 10 ans	2 l/s	21 m ³	Bassin en surface	42 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement CASQY
OA19	1 260 m ²	30 l/s/ha pour 10 ans	3,4 l/s	35 m ³	Bassin en surface	70 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement CASQY
OA20	730 m ²	30 l/s/ha pour 10 ans	2 l/s	21 m ³	Bassin en surface	42 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement CASQY
OA21	900 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 60 mm en 2h	1 l/s	47 m ³	Bassin enterré	47 m ²	Non	Réseau d'assainissement plateau de Satory (SIAVB ou CASQY)
OA22	1 200 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 60 mm en 2h	1 l/s	61 m ³	Bassin enterré	61 m ²	Non	Réseau d'assainissement plateau de Satory (SIAVB ou CASQY)
OA22 bis	300 m ²	0,7 l/s/ha pour 50 ans Pluie de 60 mm en 2h	1 l/s	15 m ³	Bassin en surface	15 m ²	Non	Réseau d'assainissement plateau de Satory (SIAVB ou CASQY)
OA23	600 m ²	2 l/s/ha pour 10 ans	1 l/s	19 m ³	Bassin en surface	38 m ²	infiltration partielle	Réseau d'assainissement CD78 ou rejet en surface
OA24	1 000 m ²	2 l/s/ha pour 10 ans	1 l/s	43 m ³	Bassin enterré	43 m ²	Oui	Réseau d'assainissement de la Ville de Versailles

12.2.2. Gestion des eaux pluviales des ouvrages aériens

Les ouvrages de régulation sont soit :

- des noues paysagères pour les sections du viaduc en secteurs ruraux – ces noues paysagères assurent un rôle de rétention et d'infiltration ;
- des bassins et des noues ;
- les ouvrages existants ou en cours de création sur les ZAC de Corbeville, du Moulon et du Quartier de l'Ecole Polytechnique, de type bassins et noues. Ils permettent un traitement par décantation des eaux pluviales issues des espaces associés aux gares.

Le rejet des eaux des ouvrages de régulation s'effectue :

- dans le sol, lorsque l'infiltration est possible ;
- dans un cours d'eau après traitement ;
- dans un réseau public d'eaux pluviales ;
- dans un réseau d'assainissement unitaire en dernier recours.

Le débit de fuite à prendre en compte pour l'ensemble des rejets d'eaux pluviales de la section aérienne (entre Palaiseau et Magny-les-Hameaux) est de 0,7 l/s/ha pour une période de retour de 50 ans.

12.2.3. Gestion des eaux pluviales du viaduc

Afin de permettre une bonne circulation des eaux pluviales, les ouvrages sont de pente minimale équivalente à 0,5 %.

Le volume de stockage mis en place, par kilomètre de plateforme, est de 600 m³. Ce volume est stocké dans des noues paysagères en pied de viaduc.

Une noue est réalisée sous, ou à proximité, du viaduc et assure le transfert et le stockage des eaux du viaduc (collectées au droit de chaque pile) et des eaux des bassins versant amont interceptés. En raison des contraintes hydrauliques du Plateau de Saclay, est pris en compte une pluie de 60 mm sur 2 heures

Tout au long du viaduc, la noue prend la forme de noues/bassins linéaires, fonctionnant par gravité. Le débit de fuite de chaque noue/bassin suit les contraintes imposées sur le plateau de Saclay, à savoir un débit de fuite de 0,7 l/s/ha pour une pluie de retour de 50 ans et de durée 2 heures.

12.2.4. Gestion des eaux pluviales des tranchées ouvertes

Les bassins sont conçus pour gérer les eaux pluviales d'occurrence centennale.

Des systèmes de sécurité sont installés pour pallier les dysfonctionnements possibles des pompes de relevage.

Des bâches ou bassins permettent de stocker, en cas de défaillance des pompes, les eaux de ruissellement liées à un événement centennal de durée 5 heures. En fonctionnement courant, la capacité de stockage dans le bassin est établie selon les préconisations de l'Étude Globale de Gestion des Eaux (EGGE) du plateau de Saclay, réalisée par l'Établissement Public d'Aménagement du Plateau du Saclay (EPAPS) : débit de fuite de 0,7 l/s/ha pour une pluie de retour 50 ans, avec une rétention correspondant à une hauteur d'eau de 60 mm pendant 2 heures.

Ces deux volumes s'additionnent : le système est donc prévu pour pouvoir gérer la succession d'une pluie cinquantennale et d'une pluie centennale, avec panne des pompes pendant 5 heures.

12.2.5. Gestion des eaux pluviales du centre d'exploitation de Palaiseau

La gestion des eaux pluviales du centre d'exploitation se base sur un événement pluvieux exceptionnel. Le débit de fuite des ouvrages de rétention est limité à 0,7 l/s/ha pour une pluie de retour 50 ans, avec une capacité de rétention correspondant à une hauteur d'eau de 60 mm pendant 2 heures.

Afin de ne pas aggraver la situation à l'aval du projet, l'évènement centennal est pris en compte, avec une pluie de 93 mm en 12 h et un débit de fuite de 10 l/s/ha, ce qui permet de s'assurer de la sécurité du centre d'exploitation en cas d'évènement centennal.

Afin de respecter un débit de fuite spécifique de 0,7 l/s/ha, pour une pluie de 2 heures d'occurrence 50 ans, un volume de rétention de 4 900 m³ est mis en place.

12.2.6. Infiltration

Pour les zones souterraines et en zone non urbanisée un ouvrage d'infiltration est mis en place entre chaque ouvrage de régulation et chaque point de rejet, sauf contre indication technique. l'article 12.2.1 précise les possibilités d'infiltration.

12.3. Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

12.3.1. Suivi de la qualité des eaux

Un suivi de la qualité des cours d'eau ou rigoles constituant un exutoire d'eaux pluviales en provenance des installations, ouvrages, travaux et activités, objet du présent arrêté, est réalisé afin de surveiller l'efficacité des dispositifs de traitement mis en œuvre.

Le suivi comporte 4 passages par an, soit un passage par trimestre. L'un des passages est fait par temps sec en période d'étiage des cours d'eau récepteur. Les conditions pluviométriques sont précisées dans les rapports de suivi transmis.

Les contrôles portent *a minima* sur les paramètres suivants :

Lors du prélèvement <i>in situ</i>	
Paramètres	Valeurs admises
Oxygène dissous	> 6 mg/l
Taux de saturation en oxygène dissous	> 70 %
pH	6<pH<9
Température de l'eau	< 25,5 °C

En laboratoire	
Paramètres	Valeurs admises
Matières en suspension (MES)	< 50 mg/l ou abattement de la charge polluante de 90 %
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 30 mg/l
Demande biologique en oxygène (DBO5)	< 6 mg/l
Cuivre dissous	≤ 1 µg/l + fond géochimique
Hydrocarbures totaux (dont benzène)	≤ 5 mg/l (< 10 µg/l)
Phosphore total	≤ 0,2 mg/l
Azote Kjeldahl NKJ	≤ 2 mg/l
Nitrates	<50mg/l
Carbone organique dissous (COD)	<7

Le bénéficiaire de l'autorisation transmet, dans un délai de 3 mois après prélèvement sur site, les rapports complets des mesures de suivi des milieux (eaux superficielles) :

- aux services en charge de la police de l'eau selon leur territoire de compétence (Essonne, Hauts-de-Seine, Yvelines) ;
- au service interdépartemental Seine – Ile-de-France de l'Agence Française pour la Biodiversité ;
- aux commissions locales de l'eau des Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau concernés ;
- aux syndicats de rivière concernés le cas échéant.

Sur demande des services d'inspection, le bénéficiaire de l'autorisation réalise des contrôles supplémentaires portant sur :

- la qualité physico-chimique de l'eau et des sédiments ;
- la qualité écologique, par le biais de mesures IBGN (Indice Biologique Global Normalisé) et IBD (Indice Biotique Diatomées) ou indicateur a minima équivalent après validation des services police de l'eau de la DDT de l'Essonne.

Les points de prélèvements sont les mêmes que les points de prélèvement retenus lors de la campagne d'établissement de l'état initial Mérantaise, Bièvre, rigole des Granges, rigole de Corbeville, rigole de Châteaufort, présents au dossier de demande d'autorisation.

12.4. Entretien des ouvrages de gestion des eaux

Le bénéficiaire de la présente autorisation entretient tous les dispositifs de gestion des eaux pluviales (ouvrages de régulation et de dépollution) et est garant de leur maintien.

Le bénéficiaire de l'autorisation met en place un programme d'entretien et de surveillance des ouvrages de gestion des eaux pluviales comprenant :

- un nettoyage des grilles suivant le degré d'obstruction sur la base d'examen visuels annuels et après chaque épisode pluvieux marqué, en intensité ou en durée ;
- un curage régulier des zones de décantation afin de maintenir le volume initial mentionné au plan de récolement ;

- un curage au minimum une fois par an des bassins de confinement et de rétention. Leur fréquence de curage peut être augmentée en cas d'envasement excessif ;
- un entretien et des exercices de manœuvre annuels des vannes, afin d'assurer leur bon fonctionnement en cas de pollution accidentelle. Le bénéficiaire tient à disposition des personnes en charge de leur manœuvre une procédure de mise en œuvre en cas d'accident ;
- une surveillance régulière des différents équipements de gestion des eaux (réseaux d'eaux pluviales, bassins de rétention, noues et structures de dépollution) afin de vérifier leur état global et leur fonctionnement ;
- un plan d'entretien consignait toutes les étapes et les démarches à suivre lors de l'entretien des ouvrages, pour chaque ouvrage.

Les résidus (boues, sables, graviers, graisses, hydrocarbures) issus des opérations de curage et d'entretien des réseaux (eaux pluviales) et des structures de traitement sont considérés comme des déchets et orientés vers les filières de traitement appropriées.

Le bénéficiaire de l'autorisation tient à disposition des services en charge des contrôles les bons d'enlèvement des produits de vidange/curage.

12.5. Convention de rejet des eaux pluviales dans les réseaux

Les conventions autorisant le rejet des eaux pluviales dans les réseaux d'eaux pluviales extérieurs au projet sont établies entre le bénéficiaire de l'autorisation et les gestionnaires et maîtres d'ouvrage de ces réseaux, avant mise en service des installations.

Ces conventions de rejets formalisées avec les maîtres d'ouvrage des réseaux sont transmises à la Directions départementales des territoires de l'Essonne, une copie concernant les départements des Yvelines et des hauts-de-Seine est adressée respectivement à la Directions départementales des territoires Yvelines, et à la DRIEE

Article 13 : Mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) pour les milieux aquatiques et les zones humides et suivi des incidences

Dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale, le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à mettre en place les mesures ERC permettant de répondre aux impacts du projet et décrites dans le dossier de demande d'autorisation, telles que résumées dans le tableau ci-après.

Section concernée	Commune concernée	Secteur à enjeux	Type d'impact	Mesures d'évitement et de réduction	Niveau d'impact résiduel	Mesures de compensation	Mesures de suivi
Section Orly-Massy	Aucune zone humide identifiée selon les critères définis par la réglementation				-	-	-
Section Massy-Saclay	Palaiseau	Emprises Zone de transition Est	Destruction d'une zone humide non fonctionnelle de 280 m ²	-	Modéré	Projet de restauration de zones humides sur les berges de l'Yvette	/
		Emprise du viaduc dans la ZAC du quartier de l'Ecole Polytechnique	Destruction de 2 910 m ² d'une zone humide fonctionnelle	Mise en place d'une base drainante sous la piste de chantier et la noue	Modéré	Restauration du corridor humide sur le secteur de Polytechnique Création d'habitats favorables au Petit Gravelot et au Bruant des roseaux sur le site de compensation de Port aux Cerises	Suivi des effets de la création de la Ligne 18 sur l'aulnaie-saulaie
			Destruction d'une zone humide fonctionnelle (Mare 7 et mouillère) de 350 m ²	Reconstitution à l'identique de la mare 7, et de la mouillère (à l'exception de l'emprise de la pile)	Modéré		Suivi de la recolonisation du site par la végétation de zone humide
		Destruction d'une zone humide non fonctionnelle de 680 m ²	-	Modéré	La compensation de cette zone humide a été prise en compte par l'EPAPS dans le cadre du projet de ZAC du quartier de l'école Polytechnique.	/	
	Gif-sur-Yvette	Rigole de Corbeville	Destruction de 220 m ² d'une zone humide fonctionnelle	Franchissement de la rigole par un pont cadre	Modéré	La compensation de ces zones humides est portée par l'EPAPS dans le cadre de l'aménagement de la ZAC du Moulon	/
Section Saclay - Magny - les - Hameaux	Saclay	Friche du CEA Saint-Aubin	Destruction d'une zone humide fonctionnelle de 7 200 m ²	Reconstitution de la zone humide après travaux	Faible	Projet de restauration de zones humides sur les berges de l'Yvette	Suivi de la recolonisation du site par la végétation de zone humide
Section Magny - les - Hameaux - Versailles	Versailles	Satory Centre	Destruction d'une zone humide non fonctionnelle de 300 m ²	-	Modéré		/

Synthèse des impacts sur les zones humides, et des mesures d'évitement, de réduction et de compensation associées.

13.1. Mesures d'évitement et de réduction

13.1.1. Remise en état après travaux

Les zones humides impactées provisoirement durant la phase travaux, sont remises en l'état à l'identique après travaux. Ces zones sont : la mare 7 et la mouillère (au droit du viaduc), la friche du CEA de Saint-Aubin.

Par ailleurs, tout dépôt temporaire de matériaux est proscrit au sein des parties zones humides situées en dehors des emprises travaux mais localisées à proximité de celles-ci.

13.1.2. Implantation des piles du viaduc

L'implantation des piles du viaduc est établie de manière à ne pas impacter directement un cours d'eau ou une rigole du plateau de Saclay.

13.1.3. Franchissement des écoulements au niveau des rigoles

Les rigoles du plateau de Saclay sont maintenues en état de fonctionnement en phase chantier et toutes les précautions sont prises pour éviter toute dégradation ou obstruction.

Trois ouvrages hydrauliques au maximum sont réalisés sous la voie de service du viaduc pour permettre le franchissement de la Rigole de Corbeville, tout en maintenant la transparence hydraulique ainsi que les continuités écologiques :

- les travaux sont réalisés dès la phase de chantier (mais en période d'étiage, préférentiellement lorsque la rigole est en assec) et dans leur configuration définitive (voir **Illustration 1**) ;
- ces ouvrages permettent l'écoulement de l'eau dans la rigole en toutes circonstances ;
- le linéaire total de rigole concerné est au maximum de 15 m, à raison de trois franchissements de 5 m. Le maintien de la section hydraulique, voire son augmentation, garantit l'absence d'impact sur les écoulements. La mise en place de banquettes sur chaque berge permet le maintien des fonctions de continuité écologique ;
- les ouvrages de rétablissement enjambent le lit mineur, et sont dimensionnés pour rétablir les écoulements en crue et ne pas impacter les berges et le lit mineur du cours d'eau.

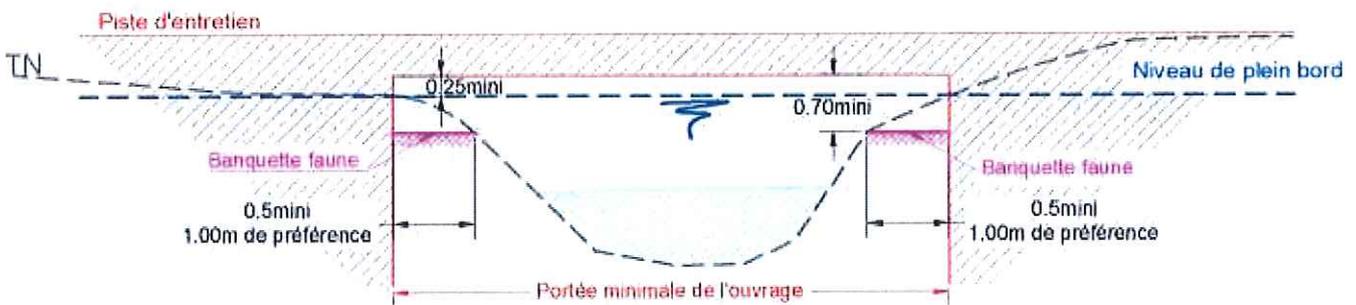


Illustration 1. Schéma de principe du franchissement des Rigoles.

La Rigole des Granges, déviée durant la phase chantier vers un exutoire identique, est rétablie dans son cours initial.

Ces ouvrages ne constituent pas un obstacle à l'écoulement des eaux ni un obstacle à la continuité écologique.

13.2. Mesures compensatoires des zones humides

Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à compenser les 11 040 m² – soit 1,104 ha – de zones humides impactées par le projet.

Les zones de compensation, effectuées en conformité avec les prescriptions du SDAGE Seine-Normandie 2016-2021, sont localisées à proximité des berges de l'Yvette sur le secteur de l'Université Paris-Sud, et entrent dans un programme de restauration de l'Yvette et de lutte contre les inondations, mené sur cette vallée.

Les travaux de compensation entrepris par le bénéficiaire de l'autorisation consistent à améliorer :

- Les fonctions du système hydrologique de l'Yvette :
 - En restaurant la continuité écologique du cours d'eau par la suppression du clapet d'Orsay ;
 - En augmentant les zones d'expansion de crue et en améliorant la circulation hydraulique au sein des lits de l'Yvette.
- Les fonctions biogéochimiques de l'Yvette :
 - En restaurant le re-méandrage sur le cours d'eau et le re-talutage des berges ;
 - En augmentant les zones humides et les zones d'expansion de crue au droit de l'Yvette ;
- La fonctionnalité des zones humides :
 - En les reconnectant avec le cours d'eau et en favorisant les débordements de l'Yvette dans ces zones ;
 - En remettant ces zones en eaux, par le déversement des eaux pluviales ou remontée de nappe ;
 - En augmentant et diversifiant les habitats des zones humides et favorisant la renaturation des espaces et des berges dans les lits du cours d'eau (mise en place d'une gestion des zones humides permettant le développement d'une végétation herbacée caractéristique d'une prairie humide, rajeunissement des aulnaies, élimination des espèces invasives, etc.).

Les actions visant spécifiquement les mesures de compensation, détaillées dans le tableau ci-après, sont réalisées dans le cadre global du programme de restauration de l'Yvette et de lutte contre les inondations.

Numéro de l'action	Intitulé de l'action
1	Démolition de l'ouvrage d'Orsay et rampe en enrochements
5a	Intervention sur les zones humides ZH3
5b	Intervention sur les zones humides ZH4
6	Seuils en enrochements dans le lit (seuils 1,2,4 et 5)

L'action n°1 constitue un préalable à la réalisation des mesures compensatoires afin d'en garantir la fonctionnalité. En l'absence de sa mise en œuvre, le bénéficiaire de l'autorisation environnementale doit proposer une nouvelle mesure de compensation à l'autorité compétente.

Pour chaque action liée aux travaux de compensation, sont réalisées les travaux suivants :

- Action n°1 : renaturation de l'ensemble du site avec plantation d'arbres et d'arbustes en rive gauche. Cette action est à préciser dans le cadre de la convention à conclure entre le bénéficiaire et le syndicat d'aménagement hydraulique de la vallée de l'Yvette
- Action n°5a : mise en eau de la zone par des travaux de décaissement et par interception de canalisation d'eau pluviales ; terrassement de l'ancien méandre afin de contenir et de guider les écoulements en période de crues vers l'aval de la zone humide ; coupe d'arbres de haut jet réalisée pour favoriser le développement d'une végétation herbacée caractéristique d'une prairie humide ; débroussaillage et rajeunissement de l'aulnaie ; remodelage de la berge ensuiteensemencée à partir d'un mélange de type « prairie humide » ; création de dépressions ponctuelles au sein de la zone humide de compensation jusqu'au niveau de la nappe, permettant de pourvoir au caractère humide toute l'année.
- Action n°5b : mise en eau de la zone par des travaux de décaissement et par interception de canalisation d'eau pluviales ; coupe d'une partie des arbres morts et/ou vieillissants, ainsi que dans l'aulnaie afin de réaliser des trouées dans le sous-étage et favoriser la régénération naturelle avec notamment le développement des joncs et des carex dans les zones les plus humides ; remodelage de la berge en rive droite, ensuiteensemencée à partir d'un mélange de type « prairie humide » ; création de dépressions ponctuelles au sein de la zone humide de compensation jusqu'au niveau de la nappe, permettant de pourvoir au caractère humide toute l'année.
- Action n°6 : mise en place d'une succession de seuils dans le cours d'eau de l'Yvette à différents endroits de manière à envoyer préférentiellement les zones humides dès l'occurrence de crues vicennales ; au droit de chaque seuil, les berges sont re-talutées puis ensemencées après la mise en œuvre d'un géotextile biodégradable.

Les surfaces d'actions prévues dans le cadre des compensations représentent 2,32 ha ainsi réparties :

- 0,8 ha de berges réaménagées au droit du clapet ;
- 1,25 ha au niveau de la zone humide n° 3 (ZH3) ;

- 0,99 ha au niveau de la zone humide n° 4 (ZH4).

La convention signée entre le bénéficiaire de la présente autorisation environnementale et le syndicat d'aménagement hydraulique de la vallée de l'Yvette (SIAHVY) -gestionnaire- relative à la mise en œuvre des mesures compensatoires sus-visées, aux abords de la rivière Yvette, au droit de l'Université Paris-Sud, est transmise à la direction départementale des territoires de l'Essonne avant le 31 mars 2019.

En concertation avec l'Université Paris-Sud, en plus des mesures compensatoires à la destruction des zones humides, une action spécifique de valorisation des mesures écologiques auprès du public est réalisée, avec notamment :

- la mise en place de panneaux de sensibilisation ;
- la publication de note d'information tout au long des opérations de travaux ;
- l'accueil éventuel des universitaires dans le cadre de projets pédagogiques.

13.3. Calendrier de réalisation

Avant la réalisation des travaux et part là même, l'apparition de l'impact sur une zone humide, le bénéficiaire de l'autorisation compense au minimum 100 % de la surface de cette zone humide impactée, dans le même bassin versant et garantit de retrouver des fonctionnalités au moins équivalentes à celles perdues conformément au SDAGE Seine Normandie.

L'intégralité des mesures compensatoires des zones humides directement impactées par le projet est réalisée avant la réalisation des travaux engendrant un impact sur les zones humides considérées. Pour les mesures compensatoires localisées à distance du projet, sur la commune Bures-sur-Yvette, la mise en œuvre des mesures compensatoires est réalisée dans une durée maximum de 3 ans après la notification de la présente autorisation.

Le bénéficiaire de l'autorisation fournit au service en charge de la police de l'eau de la DDT de l'Essonne un échéancier détaillé et actualisé de la réalisation des mesures compensatoires de zones humides avant le 31 décembre 2018.

13.4. Moyens de surveillance et d'entretien des zones humides

Le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de la gestion, de l'entretien, de la surveillance et du suivi de l'ensemble des mesures de compensation relatives aux zones humides mentionnées dans le présent arrêté, même en cas de cession des terrains.

L'emplacement de zones de compensation pouvant être localisé à proximité de zones à enjeux (quartier de l'École Polytechnique par exemple), des dispositions sont prévues pour réagir en cas d'urgence ou en cas d'évènements menaçant les caractéristiques écologiques des zones humides. Le bénéficiaire de l'autorisation rédige et tient à disposition un protocole permettant de faire face à ces évènements.

13.4.1. Protocole de gestion

Un plan de gestion est mis en place sur la période de la présente autorisation mentionnée à l'**article 5**, soit 30 ans. Le plan de gestion présente les objectifs et les actions à mener dans le cadre des mesures compensatoires pour l'ensemble des secteurs.

L'emploi de produits phytosanitaires, herbicides ou débroussaillant est interdit sur l'emplacement des zones humides préservées, restaurées ou créées dans le cadre du présent projet.

13.4.2. Protocole de suivi

Le bénéficiaire de l'autorisation réalise, ou fait réaliser, dans les zones de plantation et de reconstitution de zones humides, un inventaire floristique constatant le taux de recouvrement des espèces mentionnées à l'annexe II table A de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié, précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides.

Les résultats des inventaires floristiques font l'objet de rapports d'évaluation dressés, à ses frais, par le bénéficiaire de l'autorisation. Ces rapports évaluent le degré d'adéquation entre les résultats des inventaires floristiques et la définition des zones humides telle que prévue par le Code de l'Environnement. En fonction de ces résultats, ces rapports se prononcent sur la réussite des mesures compensatoires relatives aux zones humides mises en œuvre.

Les rapports d'évaluation sont remis au service police de l'eau de la DDT de l'Essonne avant le 31 décembre des années suivantes : N+1 ; N+3 ; N+5 ; N+8 ; N+10 ; N+15 ; N+20 ; N+25 et N+30. (N correspond à l'année de notification du présent arrêté). Les suivis et relevés sont réalisés dans la même année que les rapports d'évaluation.

Le bénéficiaire de l'autorisation transmet également aux services police de l'eau de la DDT de l'Essonne, en accompagnement des rapports d'évaluation, des fiches de suivi avec cartographie, données SIG et métadonnées, permettant la localisation des zones de compensation mentionnées dans le présent arrêté, avec pour objectif l'intégration de ces données au système d'information sur l'eau (SIE) géré par l'Agence française pour la biodiversité.

En fonction des résultats de ces suivis et relevés, le bénéficiaire de l'autorisation met en œuvre les mesures correctives nécessaires pour garantir les fonctionnalités des zones humides de compensation.

Lorsqu'à l'issue de la réception du troisième rapport d'évaluation (N+5), il apparaît que les résultats des inventaires ne sont pas satisfaisants en termes de présence d'espèces caractéristiques des zones humides au sens de l'article R.211-108 du code de l'environnement, le préfet de l'Essonne -préfet coordonnateur- peut prononcer l'échec de la réalisation de la zone humide de compensation, objet du présent arrêté.

Lorsque l'échec de la réalisation de la zone humide de compensation est prononcé, le bénéficiaire de l'autorisation fait valider par le service en charge de la police de l'eau, et met en œuvre, un nouveau programme de compensation.

13.5. Pérennité des zones d'évitement, de réduction et de compensation

Le bénéficiaire de la présente autorisation prend toutes les mesures relatives à la conservation et au maintien des zones d'évitement, de réduction et de compensation, dans tous ses éléments et à tous moments.

Le bénéficiaire de l'autorisation assure la sécurisation foncière des secteurs visant à la restauration et/ou à la réhabilitation de milieux favorables afin de compenser les impacts induits par le projet.

Que la sécurisation foncière passe par le biais d'acquisition ou de conventionnement auprès de gestionnaires ou de particuliers, le bénéficiaire garantit la bonne mise en œuvre des mesures compensatoires sur une durée de 30 ans.

Le bénéficiaire de l'autorisation transmet aux services police de l'eau (Essonne, Yvelines, Hauts-de-Seine) les localisations des zones de compensation mentionnées dans le présent arrêté, sous format SIG, assorties des métadonnées comme mentionné à l'article 13.4.2).

Ces informations ont vocation à être inscrites à terme dans les documents graphiques des plans locaux d'urbanisme des communes concernées.

TITRE IV. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION AU TITRE DU DÉFRICHEMENT

Article 14 : Nature de l'autorisation

La demande d'autorisation de défrichement porte sur 0,4247 ha de parcelles de bois situées sur les communes d'Orsay et de Wissous, dans le département de l'Essonne.

Les parcelles appartenant à l'État via France-Domaine ne nécessitent pas d'autorisation de défrichement, elles sont donc exclues de la présente autorisation.

Le défrichement autorisé porte sur les parcelles dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale (ha)	Surface autorisée (ha)
WISSOUS	AD	541	1,2095	0,0127
		540	0,1019	0,0046
		387	0,0696	0,0055
		309	0,0183	0,0063
ORSAY	AB	37	3,2640	0,2307
		2	0,9990	0,0406
		277	0,5693	0,0148
		299	0,3207	0,0061
		300	0,1498	0,0008
		297	0,2043	0,0214
		298	0,1452	0,0248
		non cadastrée	0,0068	0,0564
TOTAL				0,4247

Le défrichement a pour objet la création de l'ouvrage OA7 et la création du viaduc.

Article 15 : Prescriptions

Le défrichement est exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande.

Au vu des rôles économique, écologique et social des parcelles faisant l'objet du défrichement, le coefficient multiplicateur -visé à l'article L341-6 du code forestier- est fixé à 4, ce qui correspond à la réalisation d'un boisement d'une surface minimale de 1,6988 ha.

L'autorisation de défricher est accordée sous réserve du respect des mesures de réduction, de suppression et de compensation des impacts prévus, décrites dans l'étude d'impact jointe au dossier de demande d'autorisation et en particulier la mesure compensatoire suivante :

un boisement de 1,6988 ha de bois est réalisé.

Ce boisement compensateur est réalisé dans la forêt de Pierrelaye sur le territoire de compétence du syndicat mixte d'aménagement de la plaine de Pierrelaye-Bessancourt (SMAPP) pour une surface de 1,6988 ha.

Une convention définissant les modalités de réalisation de ce boisement sera établie entre le bénéficiaire de l'autorisation et le SMAPP dans un délai d'un an à compter de la signature du présent arrêté.

Dans le cas où aucune convention n'est parvenue à la DDT de l'Essonne dans ce délai, le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à verser la somme équivalente, d'un montant de 53 563 euros, au Fonds Stratégique de la Forêt et du bois ; montant calculé conformément aux dispositions de l'arrêté inter-départemental n°201522-0010 du 10 août 2015.

TITRE V. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA PROTECTION DES ESPÈCES

Article 16 : Nature de la dérogation

Le bénéficiaire est autorisé, pour les espèces de faune et de flore suivantes, à déroger aux interdictions de :

Nom vernaculaire de l'espèce	Nom scientifique de l'espèce	Destruction, altération et dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos	Destruction de spécimens	Capture de spécimens	Perturbation de spécimens	Coupe, arrachage et enlèvement de spécimens
Drave des murailles	<i>Draba muralis</i>					X
Étoile d'eau	<i>Damasonium alisma</i>					X
Crapaud commun	<i>Bufo bufo</i>		X	X	X	
Grenouille agile	<i>Rana dalmatina</i>	X	X	X	X	
Grenouille rieuse	<i>Pelophylax ridibundus</i>		X	X	X	
Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>	X	X	X	X	
Triton crêté	<i>Triturus cristatus</i>	X	X	X	X	
Triton palmé	<i>Lissotriton helveticus</i>		X	X	X	
Triton ponctué	<i>Triturus vulgaris</i>		X	X	X	
Agrion mignon	<i>Coenagrion scitulum</i>		X		X	
Agrion nain	<i>Ischnura pumilio</i>		X		X	
Conocéphale gracieux	<i>Ruspolia nitudila</i>		X		X	
Grillon d'Italie	<i>Oecanthus pellucens</i>		X		X	
Mante religieuse	<i>Mantis religiosa</i>		X		X	
Mélictée du Plantain	<i>Melitaea cinxia</i>		X		X	
Oedipode turquoise	<i>Oedipoda caerulea</i>		X		X	
Campagnol amphibie	<i>Arvicola sapidus</i>	X	X	X	X	
Écureuil roux	<i>Sciurus vulgaris</i>	X			X	
Hérisson d'Europe	<i>Erinaceus europaeus</i>	X	X	X	X	
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastella barbastellus</i>	X			X	
Grand Murin	<i>Myotis myotis</i>	X			X	
Murin à moustaches	<i>Myotis mystacinus</i>	X			X	
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	X			X	
Murin de Brandt	<i>Myotis brandti</i>	X			X	
Murin de Daubenton	<i>Myotis daubentoni</i>	X			X	

Murin de Natterer	<i>Myotis nattereri</i>	X			X	
Noctule commune	<i>Nyctalus noctula</i>	X			X	
Noctule de Leisler	<i>Nyctalus leisleri</i>	X			X	
Oreillard gris	<i>Plecotus austriacus</i>	X			X	
Oreillard roux	<i>Plecotus auritus</i>	X			X	
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	X			X	
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhli</i>	X			X	
Pipistrelle de Nathusius	<i>Pipistrellus nathusii</i>	X			X	
Sérotine commune	<i>Eptesicus serotinus</i>	X			X	
Accenteur mouchet	<i>Prunella modularis</i>	X			X	
Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>	X			X	
Bergeronnette printanière	<i>Motacilla flava</i>	X			X	
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	X			X	
Bruant des roseaux	<i>Emberiza schoeniclus</i>	X			X	
Bruant jaune	<i>Emberiza citrinella</i>	X			X	
Bruant zizi	<i>Emberiza cirlus</i>	X			X	
Buse variable	<i>Buteo buteo</i>	X			X	
Chardonneret élégant	<i>Carduelis carduelis</i>	X			X	
Chouette hulotte	<i>Strix aluco</i>	X			X	
Coucou gris	<i>Cuculus canorus</i>	X			X	
Cygne tuberculé	<i>Cygnus olor</i>	X			X	
Faucon crécerelle	<i>Falco tinnunculus</i>	X			X	
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	X			X	
Fauvette des jardins	<i>Sylvia borin</i>	X			X	
Fauvette grisette	<i>Sylvia communis</i>	X			X	
Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla</i>	X			X	
Grosbec casse-noyaux	<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	X			X	
Héron cendré	<i>Ardea cinerea</i>	X			X	
Hibou moyen-duc	<i>Asio otus</i>	X			X	
Hypolaïs polyglotte	<i>Hippolais polyglotta</i>	X			X	
Linotte mélodieuse	<i>Carduelis cannabina</i>	X			X	
Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>	X			X	
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>	X			X	
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	X			X	

Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	X			X	
Mésange noire	<i>Parus ater</i>	X			X	
Mésange nonnette	<i>Poecile palustris</i>	X			X	
Moineau domestique	<i>Passer domesticus</i>	X			X	
Petit gravelot	<i>Charadrius dubius</i>	X			X	
Pic épeiche	<i>Dendrocopos major</i>	X			X	
Pic mar	<i>Dendrocopos major</i>	X			X	
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	X			X	
Pic vert	<i>Picus viridis</i>	X			X	
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	X			X	
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	X			X	
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>	X			X	
Pouillot fitis	<i>Phylloscopus trochilus</i>	X			X	
Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i>	X			X	
Roitelet à triple bandeau	<i>Regulus ignicapilla</i>	X			X	
Roitelet huppé	<i>Regulus regulus</i>	X			X	
Rossignol philomèle	<i>Luscinia megarhynchos</i>	X			X	
Rouge-queue noir	<i>Phoenicurus ochruros</i>	X			X	
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	X			X	
Sittelle torchepot	<i>Sitta europaea</i>	X			X	
Tarier pâtre	<i>Saxicola torquata torquata</i>	X			X	
Troglodyte mignon	<i>Troglodytes troglodytes</i>	X			X	
Verdier d'Europe	<i>Chloris chloris</i>	X			X	
Couleuvre à collier	<i>Natrix natrix</i>	X	X	X	X	
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	X	X	X	X	
Lézard vert	<i>Lacerta viridis</i>	X	X	X	X	
Orvet fragile	<i>Anguis fragilis</i>		X	X	X	

Article 17 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre des mesures décrites ci-après.

17.1. Mesures d'évitement

Les secteurs devant initialement accueillir des infrastructures, des ouvrages annexes ou des bases-travaux du projet mais présentant des enjeux pour les espèces protégées, sont évités, en particulier :

- Une surface de 3 hectares de friches et de fourrés au nord de la rue des Avernaises à Wissous, conformément à la cartographie du dossier de demande en annexe 4.a ;
- La dépression humide référencée Dh1 dans la ZAC du Quartier de l'École Polytechnique et une partie du corridor boisé au nord-est, conformément à la variante de tracé n°2 cartographiée en annexe 4.b ;
- La forêt de Port-Royal au niveau de Magny-les-Hameaux, conformément à la variante de tracé n°2.1 cartographiée en annexe 4.c ;
- La ferme de Voisins-le-Thuit à Villiers-le-Bâcle ;
- La vallée de la Bièvre au niveau des étangs de la Minière à Versailles.

Des ouvrages liés au projet sont adaptés de manière à éviter certains impacts sur des espèces protégées, en particulier :

- L'ouvrage annexe OA23 dans le Bois Saint-Martin est conçu de manière à éviter les chênes centenaires voisins, qui constituent un habitat avéré pour le Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) ;
- La section de viaduc au niveau du bassin BEP2 au nord de la ZAC du quartier de l'École Polytechnique est adaptée avec une implantation et une conception différentes des piles et de la voie de service au sol, de manière à limiter l'emprise du projet au sol, à éviter le secteur des plus hautes eaux du bassin et à garantir l'étanchéité de ce dernier.

La base-travaux prévue au lieu-dit la mare à Cuvier à Saclay, est réduite de manière à préserver une continuité herbacée de 10 mètres de large à l'ouest de la parcelle, conformément à la cartographie en annexe 4.d.

17.2. Mesures de réduction des impacts en phase chantier

Mesures	Échéances	Localisations ou secteurs concernés
Les micro-habitats d'espèces (gîtes, pierriers, bois morts, etc.) et les spécimens de reptiles, d'amphibiens et de petits mammifères éventuellement présents au sein des emprises de travaux, sont déplacés en dehors de ces emprises sous la responsabilité d'un écologue.	Avant le début des travaux	Tous les secteurs de travaux
La station de Drave des murailles (<i>Draba muralis</i>) existante le long de la RN118 dans le secteur du Petit Saclay – qui doit être impactée par l'emprise de la voie de secours parallèle au viaduc – fait l'objet d'un prélèvement de graines puis d'un transfert en dehors de l'emprise des travaux.	Avant le début des travaux	Petit Saclay
Les emprises de travaux sont cernées de barrières anti-retour de manière à éviter la pénétration des amphibiens et des petits mammifères sur ces emprises.	Avant le début des travaux	Quartier de l'École Polytechnique Rigole de Corbeville ZAC du Moulon Golf de Guyancourt
Les dispositifs de barrières anti-retour précités font l'objet d'une sensibilisation particulière à l'adresse des intervenants du chantier sur la nécessité de les respecter et de les préserver, sont vérifiés régulièrement par un écologue et sont entretenus de manière à garantir leur bon état et leur efficacité.	Toute la durée des travaux	
Les pistes d'accès au chantier sont équipées de buses ou de dalots couverts de terre végétale, de manière à permettre la circulation de la petite faune sous leurs remblais. Dans la Zac du quartier de l'École Polytechnique, ces équipements sont distants au maximum de 100 mètres le long des pistes.		
Les arbres potentiellement favorables aux chiroptères sont préalablement identifiés et repérés avant de faire l'objet d'une vérification par un expert chiroptérologue. Si la présence de spécimens de chiroptères est confirmée, les arbres concernés sont abattus uniquement entre les mois de septembre et d'octobre, avec un protocole adapté de manière à éviter toute destruction d'individus.	Avant le début des travaux	Tous les secteurs boisés de travaux
Le calendrier des travaux est adapté selon les périodes sensibles pour les espèces : en particulier, les opérations de libération des emprises (décapage, débroussaillage, élagage, abattage, défrichage), de démolition de bâti et de terrassement sont réalisées entre les mois de septembre et de février.	Toute la durée des travaux	Tous les secteurs de travaux, hors secteurs boisés
Le chantier est suivi par une équipe d'écologues qui s'assure que les aspects environnementaux sont bien pris en compte, notamment en sensibilisant les différents acteurs du chantier, qui contrôle la mise en place des mesures, vérifie leur efficacité et, le cas échéant, propose les adaptations nécessaires.	Toute la durée des travaux	Tous les secteurs de travaux
La circulation des engins est limitée et l'emprise des travaux est balisée et clôturée de manière à éviter toute circulation ou dépôt sur les milieux naturels non détruits par le projet.	Toute la durée des travaux	Tous les secteurs de travaux
Un réseau d'assainissement est mis en place sur l'emprise des travaux et le matériel et les engins mécanisés sont équipés et entretenus, de manière à réduire les risques de pollutions, projections et déversement accidentels, les nuisances sonores, les émissions de poussières et la propagation d'espèces végétales envahissantes.	Toute la durée des travaux	Tous les secteurs de travaux

Mesures	Échéances	Localisations ou secteurs concernés
Des mesures spécifiques préventives et, le cas échéant, curatives sont prises pour éviter la propagation d'espèces végétales envahissantes, avec notamment une gestion spécifique des terres et sols découverts.	Toute la durée des travaux	Tous les secteurs de travaux

17.3. Mesures de réduction des impacts en phase d'exploitation

Mesures	Échéances	Localisations ou secteurs concernés
Les terres découvertes ou remaniées sont réensemencées rapidement afin d'éviter la prolifération de flore invasive. Ces secteurs font l'objet d'une surveillance particulière durant trois (3) années et, le cas échéant, des mesures d'éradication sont mises en œuvre.	Dès la fin des travaux	Tous les secteurs de travaux
Des micro-habitats de substitution (andains, pierriers, bois morts, tas de branches, etc.) sont recréés aux abords et dans la ZAC du quartier de l'École polytechnique ainsi que dans les friches de la Mare au Cuvier à Saclay, localisés en bordure ou au sein des boisements et des haies.	Dès la fin des travaux	Quartier de l'École Polytechnique CEA Saint-Aubin
Trente (30) nichoirs à chiroptères sont implantés dans les boisements de la Croix de Villebois à Palaiseau.	Dès la fin des travaux	Croix de Villebois
L'emprise prévue pour les travaux étant plus large que l'emprise définitive du projet, les espaces occupés temporairement sont remis en état de manière à recréer des surfaces minimales : <ul style="list-style-type: none"> De 4,1 hectares de friches herbacées, réensemencées à partir des banques de graines présentes avant les travaux et en tenant compte du risque de prolifération des espèces végétales envahissantes ; De 1,8 hectare de boisements replantés à l'aide d'essences indigènes ; De 0,93 hectare de lisières thermophiles fonctionnelles composées d'un ourlet herbeux, d'un ourlet arbustif et d'un manteau forestier ; De 0,15 hectare de zones humides au nord de l'École Polytechnique, correspondant à la remise en état du BEP2. 	Dès la fin des travaux	Abords de l'ouvrage annexe OA7 Abords du linéaire en viaduc
Les surfaces remises en état précitées font l'objet d'une gestion spécifique selon le milieu recréé, de manière à favoriser et maintenir leur colonisation par les espèces objets de la dérogation.	Dès la remise en état et durant l'exploitation du linéaire	
Le franchissement de la rigole de Corbeville est réalisé à l'aide d'ouvrages permettant d'assurer une continuité au niveau des berges pour la végétation et la faune.	Dès le début des travaux et durant l'exploitation du linéaire	Sud-ouest du quartier de l'École Polytechnique
Le matériel roulant est choisi sans caténaire de manière à réduire le risque de collision entre la faune volante (espèces d'oiseaux et de chiroptères) et les câbles électriques.	Durant l'exploitation du linéaire	Ensemble du linéaire
Les sections de viaduc aux abords des axes de déplacement – avérés ou potentiels – des chiroptères, sont équipées de filets de câbles en acier sur une hauteur supérieure à celle du matériel roulant.	Durant l'exploitation du linéaire	Croix de Villebois Plaine de Corbeville

Mesures	Échéances	Localisations ou secteurs concernés
Les équipements lumineux des différents ouvrages (gares, ouvrages annexes, viaduc et centre d'exploitation) sont adaptés de manière à éviter toute diffusion de lumière vers le ciel.	Durant l'exploitation du linéaire	Ensemble du linéaire
L'implantation et l'utilisation des équipements lumineux précités sont limitées aux besoins liés à la sécurité de l'exploitation de la ligne, en particulier dans les corridors écologiques identifiés.	Durant l'exploitation du linéaire	Croix de Villebois Continuité entre la forêt de Port-Royal et le Golf de Guyancourt

17.4. Mesures d'adaptation relatives à la ZAC de l'École Polytechnique

Avant le début des travaux du centre d'exploitation de la ligne 18, de manière à décaler vers le sud le corridor écologique existant au nord-est de la ZAC du Quartier de l'École Polytechnique – et ainsi contourner l'emplacement dudit centre d'exploitation – les mesures suivantes sont mises en œuvre :

- La création de 0,4 hectare d'îlots forestiers diversifiés, au sud du boulevard des Maréchaux, conformément à la mesure référencée M1 sur la cartographie en annexe 4.e ;
- Le maintien et l'augmentation du bois mort au sol et sur pied, au sein des îlots forestiers précités ;
- La création de 600 m² de dépressions humides temporaires, favorables à la reproduction des amphibiens, conformément à la mesure référencée M3 sur la cartographie en annexe 4.e ;
- La création de 1,7 hectares de zones prairiales de part et d'autre du boulevard des Maréchaux, conformément à la mesure référencée M4 sur la cartographie en annexe 4.e ;
- La création de 0,9 hectare de haies et lisières forestières, réparties sur une bande d'une largeur d'environ 20 mètres, en limite ouest du centre d'exploitation et au sud du boulevard des Maréchaux, conformément à la mesure référencée M5 sur la cartographie en annexe 4.e ;
- La création de deux (2) ouvrages de traversée destinés aux chiroptères (de type « hop over »), accompagnés de barrières de guidage, au niveau de la traversée du boulevard des Maréchaux et de celle de l'avenue René Descartes, conformément à la mesure référencée M6 sur la cartographie en annexe 4.e ;
- L'installation et l'entretien d'une clôture de protection destinée aux amphibiens, d'une longueur minimale de 500 mètres en bordure du boulevard des Maréchaux et de l'avenue René Descartes au niveau du centre d'exploitation, conformément à la cartographie en annexe 4.e.

17.5. Mesures de compensation

Avant le début des travaux, la parcelle CM2 de la commune de Gif-sur-Yvette, accueillant le château et le parc de Gif, fait l'objet de mesures écologiques en faveur des espèces de chiroptères et d'oiseaux inféodées aux milieux forestiers, conformément à la cartographie en annexe 4.f, avec notamment :

- La création d'une surface minimale de 5,5 hectares d'îlot de vieillissement en un seul tenant ;
- La création de trois (3) clairières, d'une surface totale minimale de 1,25 hectares ;
- La restauration d'une surface minimale de 0,25 hectare de lisières étagées aux abords des clairières précitées ;
- La mise en œuvre de protocole d'éradication du Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*) sur l'ensemble du secteur de compensation ;
- La restauration ou l'aménagement de certains bâtis – en particulier la galerie de liaison avec le château et la maison de garde – de manière à ce qu'ils puissent accueillir des gîtes de reproduction et d'hibernation pour les chiroptères.

La convention signée entre la Société du Grand Paris (SGP) – bénéficiaire de la présente autorisation –, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – propriétaire – et l'Office national des forêts (ONF) – gestionnaire – et relative à la mise en œuvre des mesures précitées au sein de la parcelle CM2 de Gif-sur-Yvette, est transmise à la DRIEE Île-de-France avant le 31 mars 2019.

Avant le début des travaux, la parcelle AB74 de la commune de Vigneux-sur-Seine – correspondant au lieu-dit de Port Courcel – fait l’objet de mesures écologiques en faveur des espèces de reptiles et en particulier du Lezard des murailles, avec notamment la restauration et la gestion d’une surface minimale de 2,15 hectares de milieux thermophiles, conformément aux cartographies en annexe 4.g.

Avant le début des travaux, la parcelle AV13 de la commune de Draveil – correspondant au lieu-dit Les Mousseaux au sein de la base de loisirs de Port aux Cerises – fait l’objet de mesures écologiques en faveur des espèces d’insectes et d’oiseaux inféodées aux milieux ouverts et semi-ouverts, conformément aux cartographies en annexe 4.h, avec notamment :

- L’ensemencement et la gestion d’une surface minimale de 11,67 hectares de friches prairiales et arbustives ;
- La création ou la restauration, puis la gestion et l’entretien d’une surface minimale de 1,3 hectares d’habitats humides, dont des roselières et des sites de nidification favorables au Petit gravelot (*Charadrius dubius*) et au Bruant des roseaux (*Emberiza schoeniclus*).

La convention signée entre la Société du Grand Paris (SGP) – bénéficiaire de la présente autorisation – et le Syndicat mixte d’étude, d’aménagement et de gestion de la base de loisirs de Port aux Cerises – gestionnaire – et relative à la mise en œuvre des mesures précitées au sein des parcelles AB74 de Vigneux-sur-Seine et AV13 de Draveil, est transmise à la DRIEE Île-de-France avant le 31 mars 2019.

Avant le début des travaux, le bénéficiaire propose et, après accord de la DRIEE Île-de-France, met en œuvre des mesures de compensation en réponse à l’occupation temporaire de milieux ouverts et semi-ouverts par des bases-travaux, à savoir 4,1 hectares de friches herbacées et 1 hectare de lisières thermophiles durant le chantier.

Avant le début des travaux, le bénéficiaire propose et, après accord du comité scientifique de la ZAC du quartier de l’École Polytechnique – instauré par l’arrêté préfectoral n° 2012/DRIEE/132 du 21 décembre 2012 –, met en œuvre des mesures de compensation en réponse aux impacts sur l’Étoile d’eau (*Damasonium alisma*) dus à l’ombrage du viaduc et à l’implantation d’une pile dans le bassin BEP2 au nord de cette ZAC. Ces mesures pourront s’appuyer sur le plan de conservation de l’espèce à l’échelle du Plateau de Saclay, élaboré dans le cadre de l’arrêté précité et daté de juillet 2012.

L’ensemble des mesures compensatoires – en particulier les opérations de gestion – sont mises en œuvre pour une durée de trente (30) années à compter de l’année 2019. Leurs objectifs et les actions menées sont intégrés dans un plan de gestion d’une même durée, qui fait l’objet tous les cinq (5) ans, d’une évaluation et, le cas échéant, d’une révision en fonction des résultats obtenus.

Ces plans de gestion sont transmis à la DRIEE Île-de-France, avant le 31 décembre 2019.

17.6. Mesures d’accompagnement

Avant la mise en service de la ligne 18, un plan de gestion écologique des délaissés verts aux abords du linéaire en viaduc ainsi qu’aux abords des gares et ouvrages annexes de l’ensemble de la ligne, est élaboré et transmis à la DRIEE Île-de-France.

Ce plan de gestion intègre notamment l’utilisation de semences et essences indigènes, une gestion différenciée des milieux et des suivis spécifiques à la végétation et aux insectes au sein de ces espaces.

17.7. Mesures de suivi

Dès la fin des travaux, le chantier fait l’objet de mesures de suivi, intégrant notamment le suivi :

- de la fréquentation des ouvrages de franchissement de la rigole de Corbeville et des nichoirs à chiroptères mis en place dans le massif boisé de la Croix de Villebois ;
- de l’efficacité des filets mis en place le long du viaduc : transparence du viaduc au déplacement des chiroptères;

- du développement de la station de Drave des murailles déplacée le long de la RN118 ;
- de la recolonisation des emprises chantier remises en état.

Dès l'année 2018, une mesure spécifique de suivi est mise en œuvre de manière à confirmer la présence d'une population de campagnol amphibie (*Arvicola sapidus*) dans la rigole de Corbeville – à l'aide notamment d'analyses génétiques – et, le cas échéant, à évaluer cette population.

Dès l'année 2019, les sites de compensation font l'objet de mesures de suivi – avec une fréquence annuelle les cinq (5) premières années puis tous les cinq (5) ans les vingt-cinq (25) années suivantes – de manière à vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre, en particulier :

- Concernant les oiseaux et les chiroptères sur le site du Parc de Gif à Gif-sur-Yvette ;
- Concernant les oiseaux, les insectes et les reptiles sur les sites de Port Courcel à Vigneux-sur-Seine et le site des Mousseaux à Draveil ;
- Concernant les oiseaux, les chiroptères, les insectes et les reptiles sur les sites devant accueillir les mesures compensatoires relatives aux emprises des bases-travaux ;
- Concernant l'Étoile d'eau (*Damasonium alisma*) sur les sites devant accueillir les mesures compensatoires relatives à cette espèce.

L'intégralité des mesures de suivi fera l'objet d'un rapport transmis à la DRIEE Île-de-France avant le 31 décembre de chaque année.

Le bénéficiaire contribue à l'inventaire national du patrimoine naturel (INPN) par la saisie, à défaut le versement, des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts du projet, dans un délai d'un an à compter de la publication du présent arrêté, puis à l'occasion de chaque transmission de rapport de suivi.

Les données d'observation répondent aux exigences du système d'information sur la nature et les paysages (SINP) : données géo-référencées au format numérique, avec une liste de champs obligatoires.

Le bénéficiaire transmet également les données à la DRIEE Île-de-France.

Direction régionale et inter-départementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France
12 cours Louis Lumière - CS 70 027 – 94 307 Vincennes Cedex

TITRE VIII. DISPOSITIONS FINALES

Article 18 : Prescriptions additionnelles

À la demande du bénéficiaire, l'autorité administrative compétente peut prendre des arrêtés complémentaires après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Ces arrêtés fixent toutes prescriptions additionnelles que la protection des éléments mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement rend nécessaire, ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié.

Ils peuvent prescrire en particulier la fourniture ou la mise à jour des informations.

Article 19 : Modifications

En application des articles L.181-14 et R.181-45 et R. 181-46 du code de l'environnement :

- toute modification substantielle des activités, installations ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation ;
- toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de l'Essonne – préfet coordonnateur– avec tous les éléments d'appréciation.

L'autorité administrative compétente fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues par l'article R181-45.

Les dispositions des deux alinéas précédents, sont applicables aux opérations prévues au IV de l'article L.214-4 du Code de l'Environnement qui présentent un caractère temporaire, périodique et dépourvu d'effet important et durable sur le milieu naturel.

Article 20 : Cessation et remise en état des lieux

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet de l'Essonne dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L.181-23 du code de l'environnement pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet de l'Essonne peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.181-3 du code de l'environnement pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet de l'Essonne peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article 21 : Contrôles et accès aux installations

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement et du code forestier peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment techniques, cartographiques ou visuels, dans les conditions prévues aux articles L.171-1 et L.171-2 et L172-4 à L.172-6 et du

code de l'environnement. Le bénéficiaire de l'autorisation permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Les dispositifs de mesure doivent être accessibles aux agents chargés du contrôle.

Le bénéficiaire de l'autorisation met à disposition des agents chargés du contrôle, sur leur réquisition, le personnel et les appareils nécessaires pour procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement et du code forestier peuvent, dans les conditions déterminées par les articles L.171-3 à L.171-5, L172-11, L.172-12 et L. 172-14 du code de l'environnement, se faire présenter, se faire communiquer, prendre copie ou saisir toute pièce utile au contrôle des dispositions du présent arrêté.

Les frais d'analyses inhérents à ces contrôles inopinés sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation. Les analyses sont réalisées par des laboratoires agréés par le ministère chargé de l'environnement.

Article 22 : Déclaration des incidents ou accidents

Conformément à l'article L.211-5 du code de l'environnement et, dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de déclarer au préfet de l'Essonne, préfet coordonnateur, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.181-4 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet de l'Essonne, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire de l'autorisation demeure responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

Article 23 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.

Article 24 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

Article 25 : Publication, notification et information des tiers

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de l'Essonne, des Yvelines et des Hauts-de-Seine.

En vue de l'information des tiers, en application de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement :

- une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale du projet visé à l'article 1 est déposée à la mairie des communes citées à l'article 2 du présent arrêté et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de ces communes, pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par les soins de chaque maire au Préfet de l'Essonne,
- le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'Environnement ;

- le présent arrêté est publié, pendant une durée minimale d'un quatre sur le site internet des services de l'État : - en Essonne www.essonne.gouv.fr (Rubriques - Publications/Enquetes-publiques/Eau/Autres-autorisations/LIGNE18-SGP),
 - dans les Yvelines www.yvelines.gouv.fr (Rubriques – Publications/Enquetes-publiques/Eau/Enquetes-2018),
 - dans les Hauts-de-Seine www.hauts-de-seine.gouv.fr (Rubriques-Politiques-publiques/Environnement-et-prevention-des-risques/Environnement/Eau/Eau-Arretes-et-Enquetes-publiques-Eau).

Une copie sera adressée pour information au Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Orge-Yvette, au président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE de la Bièvre, au Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Mauldre, au Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Yerres, à la Directrice régionale Ile-de-France de l'Agence française pour la biodiversité, au Directeur de l'office national de la chasse et de la faune captive, au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France, au directeur des fédérations de pêche pour 91/78/92

Article 26 : Infractions et sanctions

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté est susceptible de sanctions prévues aux articles L171-8 et R216-12 du code de l'environnement.

Article 27 : Voies et délais de recours

En application des articles L.181-17, R.181-50 et R.181-52 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78 011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par le bénéficiaire ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 du même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de l'Essonne – Boulevard de France – CS 10 701 – 91 010 ÉVRY Cedex ou hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de la Transition écologique et solidaire - 92 055 Paris-La-Défense Cedex, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet de l'Essonne (préfet coordonnateur), à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Article 28 : Exécution

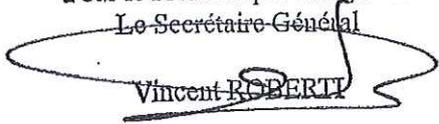
Les Secrétaires généraux des préfectures de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et des Yvelines ; le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France ; le Directeur départemental des territoires de l'Essonne, le responsable de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interrégionale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France ; la Directrice départementale des territoires des Yvelines ; les maires des communes visées à l'article 2 du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire : la Société du Grand Paris.

Le Préfet de l'Essonne,

Le Préfet des Hauts-de-Seine,

Le Préfet des Yvelines,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Vincent ROBERTI

Article 28 : Exécution

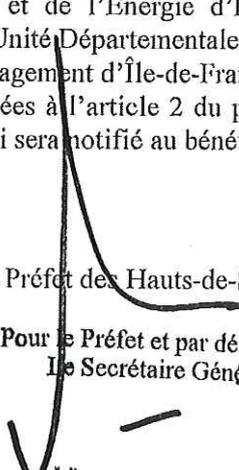
Les Secrétaires généraux des préfectures de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et des Yvelines ; le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France ; le Directeur départemental des territoires de l'Essonne, le responsable de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interrégionale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France ; la Directrice départementale des territoires des Yvelines ; les maires des communes visées à l'article 2 du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire : la Société du Grand Paris.

Le Préfet de l'Essonne,

Le Préfet des Hauts-de-Seine,

Le Préfet des Yvelines,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Vincent BERTON

Article 28 : Exécution

Les Secrétaires généraux des préfectures de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et des Yvelines ; le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France ; le Directeur départemental des territoires de l'Essonne, le responsable de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interrégionale de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France ; la Directrice départementale des territoires des Yvelines ; les maires des communes visées à l'article 2 du présent arrêté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire : la Société du Grand Paris.

Le Préfet de l'Essonne,

Le Préfet des Hauts-de-Seine,

Le Préfet des Yvelines,



Jean-Benoît ALBERTINI

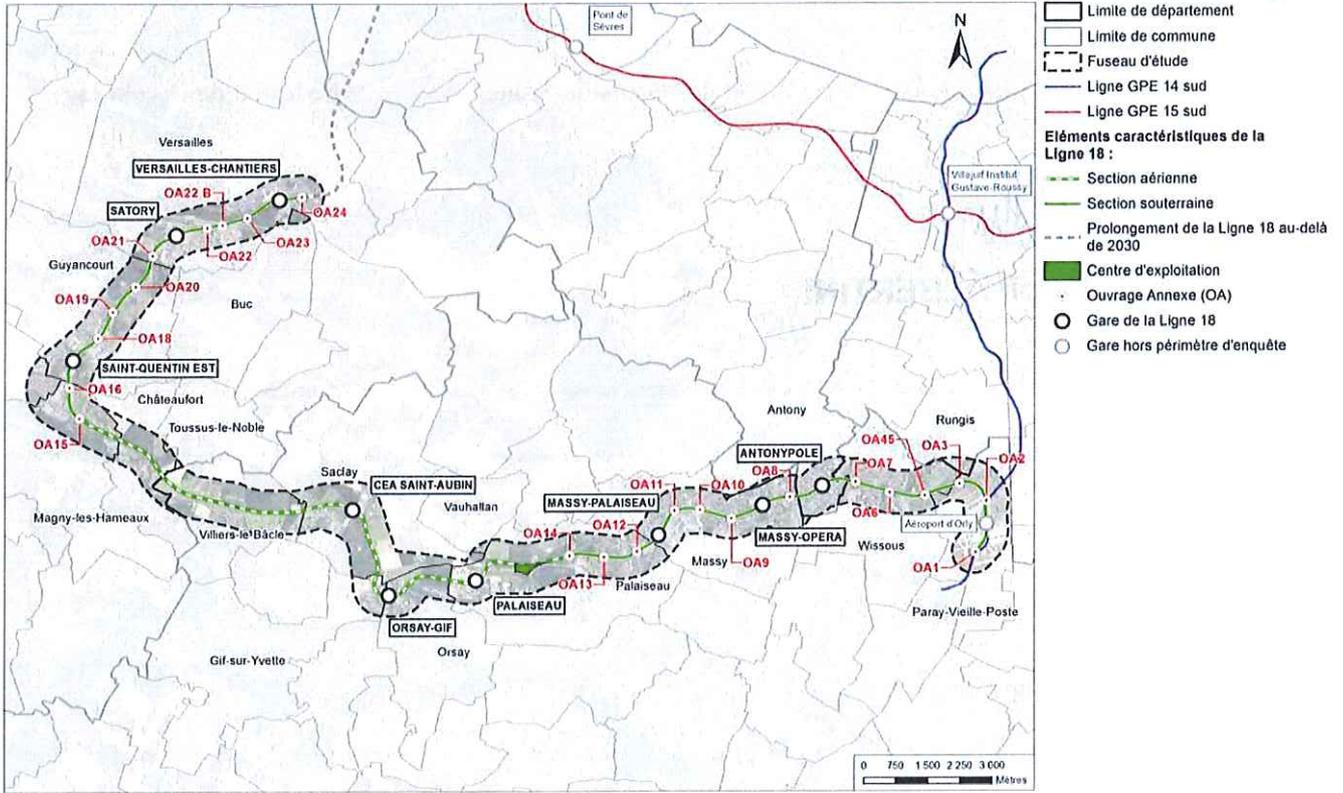
ANNEXES

Annexe n°1

La carte ci-après présente le plan général de l'emprise du projet et le positionnement des différents ouvrages mentionnés dans l'arrêté :



Ligne 18 entre l'aéroport d'Orly et Versailles-Chantiers



Sources : OpenStreetMap, SGP
Carte réalisée par le groupement ICARE

Illustration 2. Plan général de l'emprise du projet de la Ligne 18, avec localisation des différents ouvrages.

Débits de rejets pluviaux

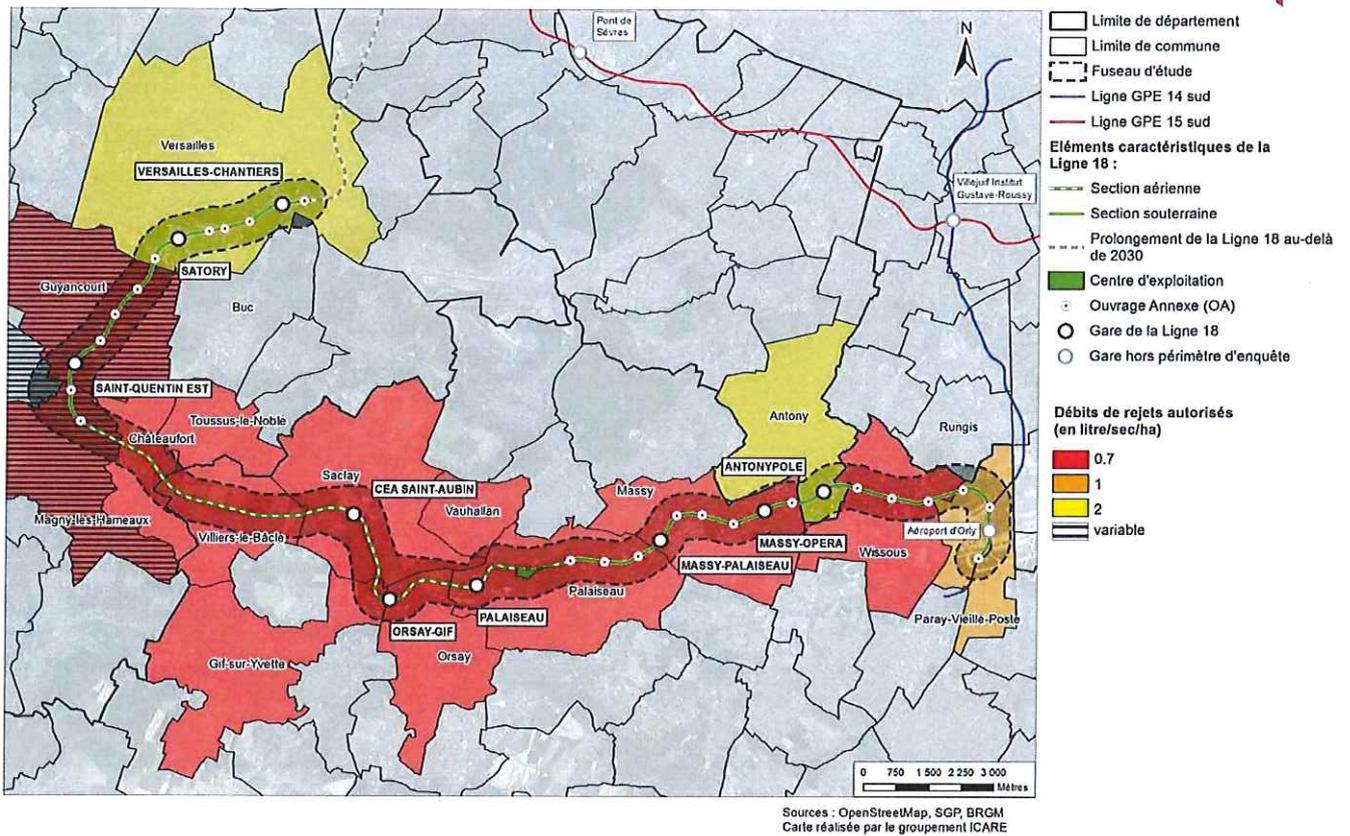


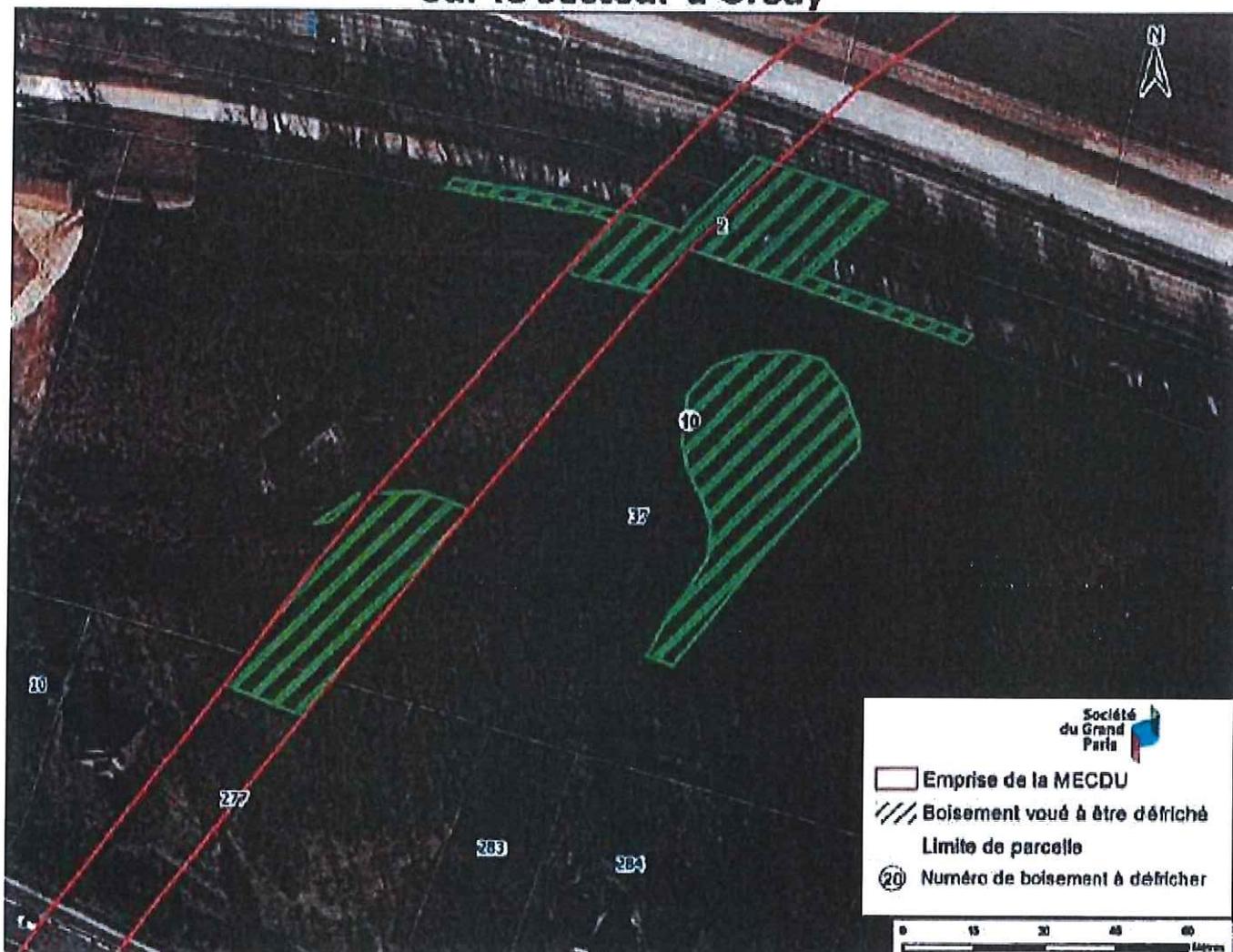
Illustration 3. Débits de rejets des eaux pluviales selon le territoire concerné.

Boisement à défricher au sein du boisement n°1 sur le secteur de Wissous



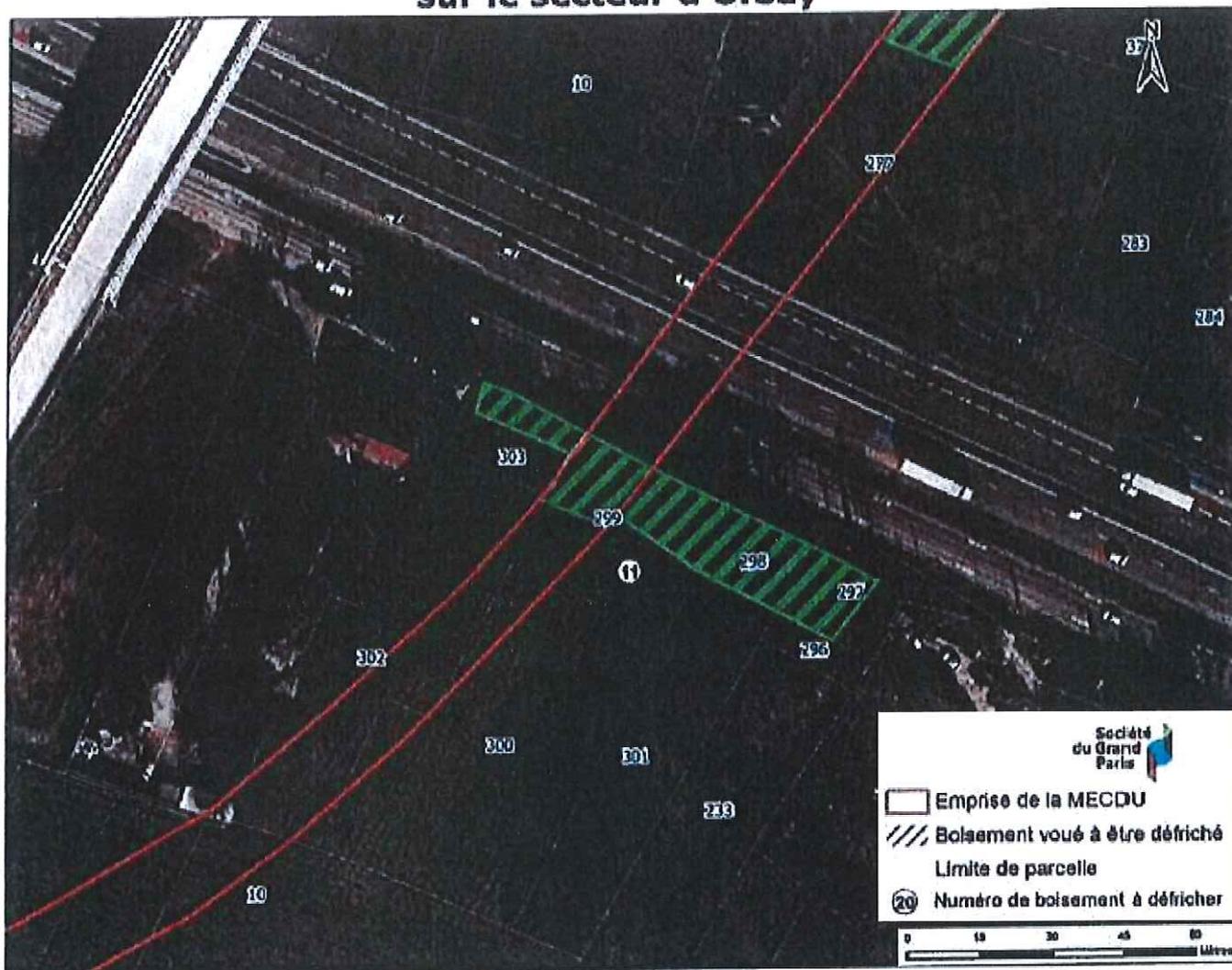
Sources : OpenStreetMap, SGP, ICARE
Carte réalisée par le groupement ICARE

Boisement à défricher au sein des boisements n°10 sur le secteur d'Orsay



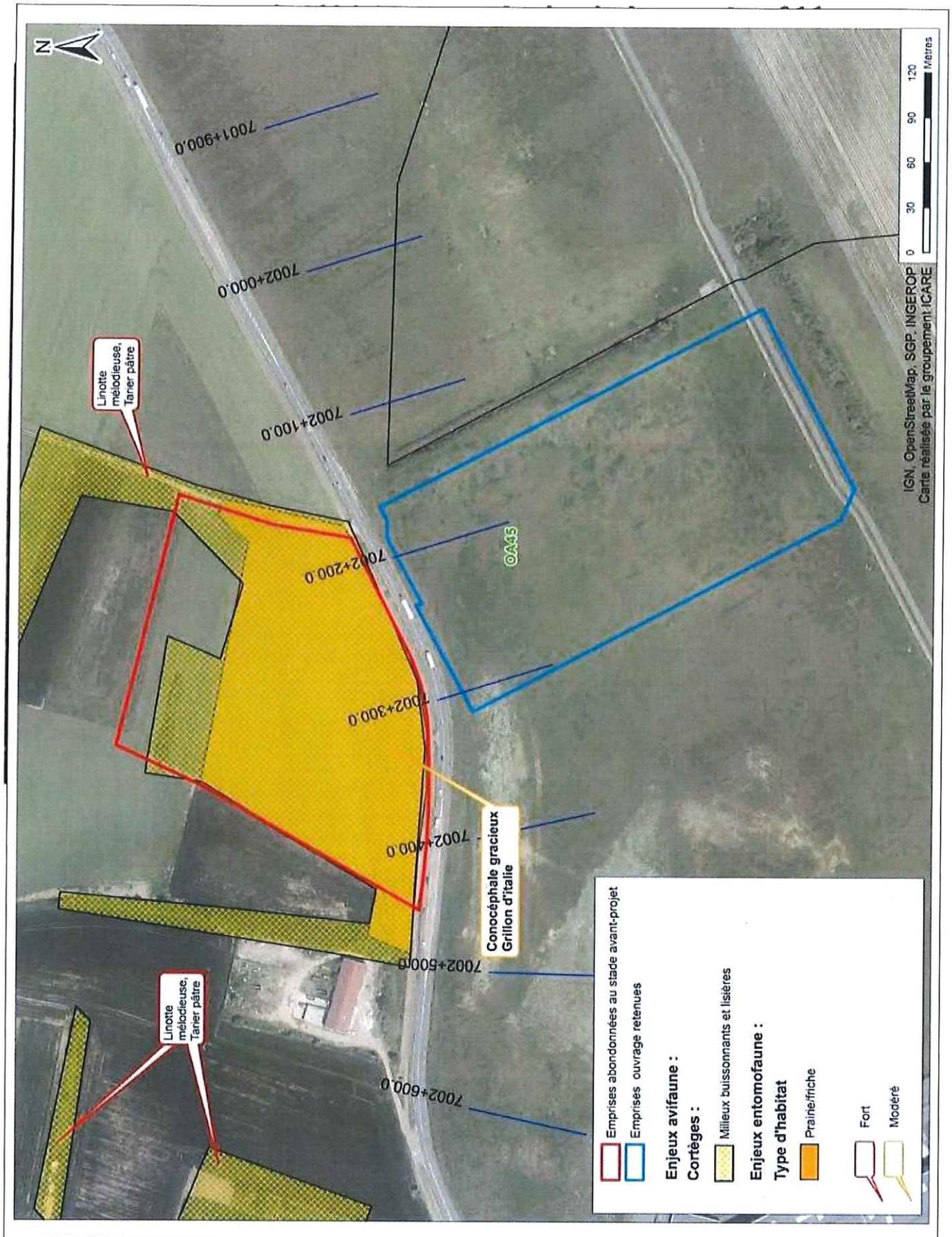
Sources : OpenStreetMap, SGP, ICARE
Carte réalisée par le groupement ICARE

Boisement à défricher au sein des boisements n°11 sur le secteur d'Orsay

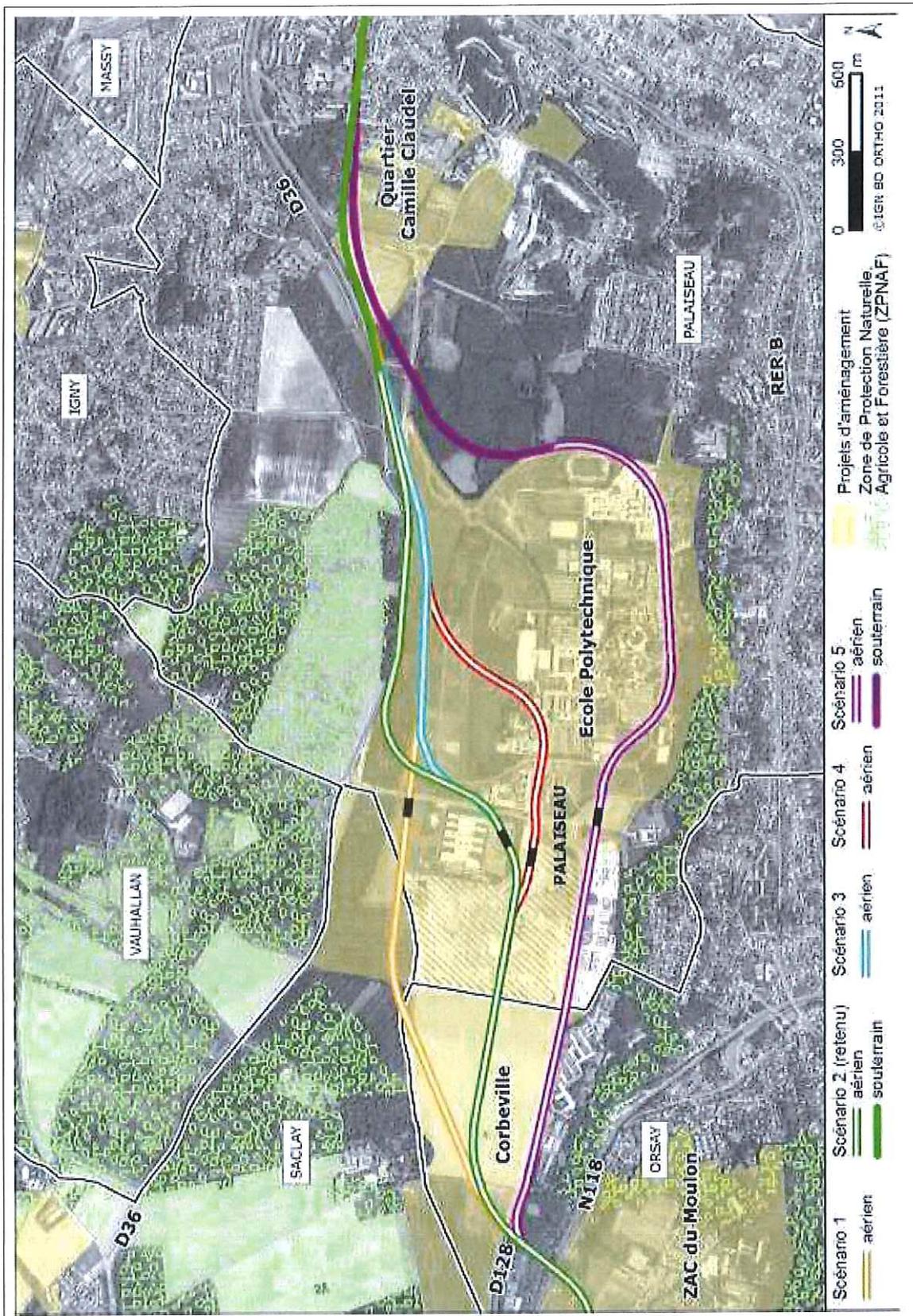


Sources : OpenStreetMap, SGP, ICARE
Carte réalisée par le groupement ICARE

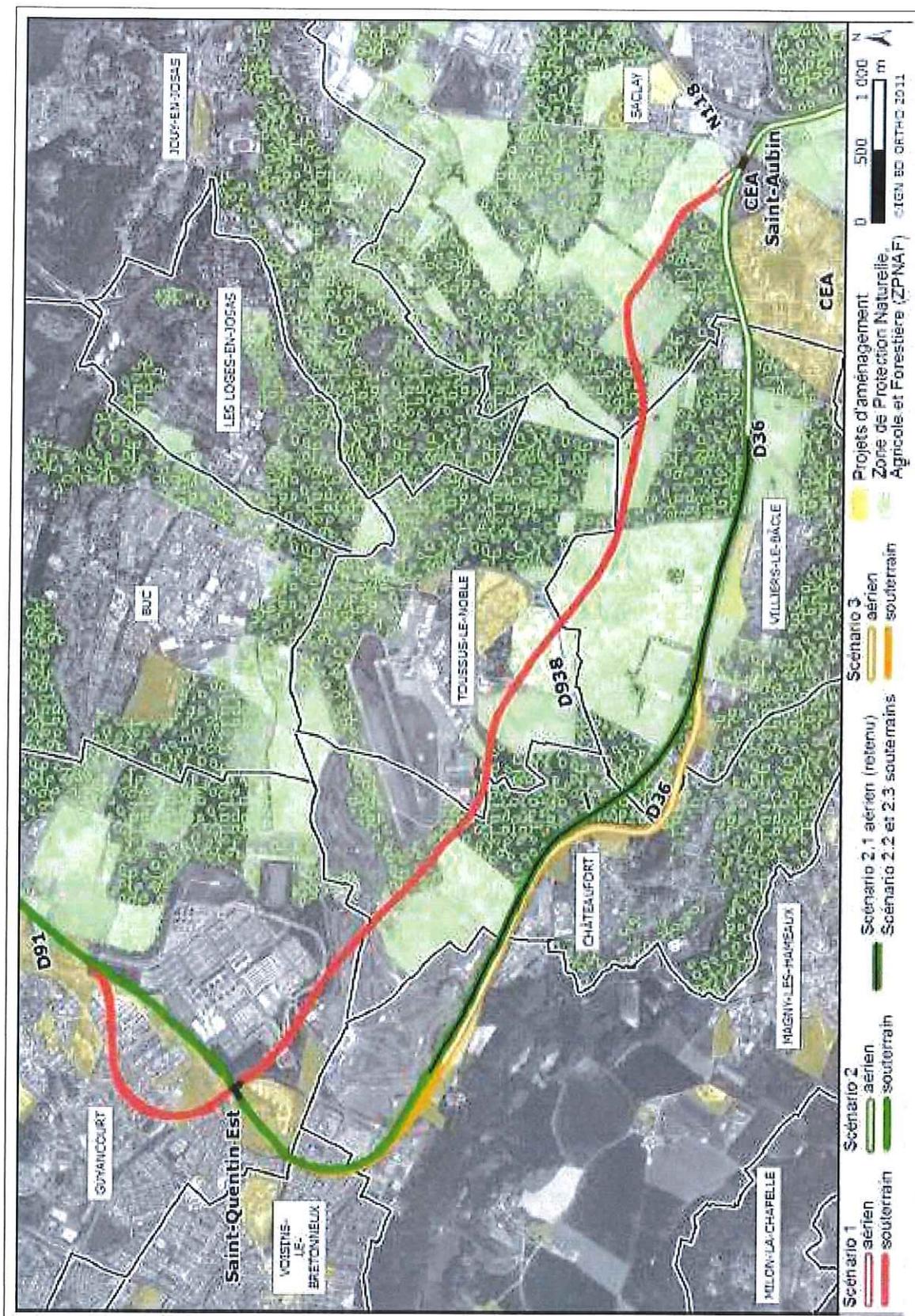
Annexe n°4.a : Localisation de l'emprise évitée autour de l'ouvrage annexe OA45



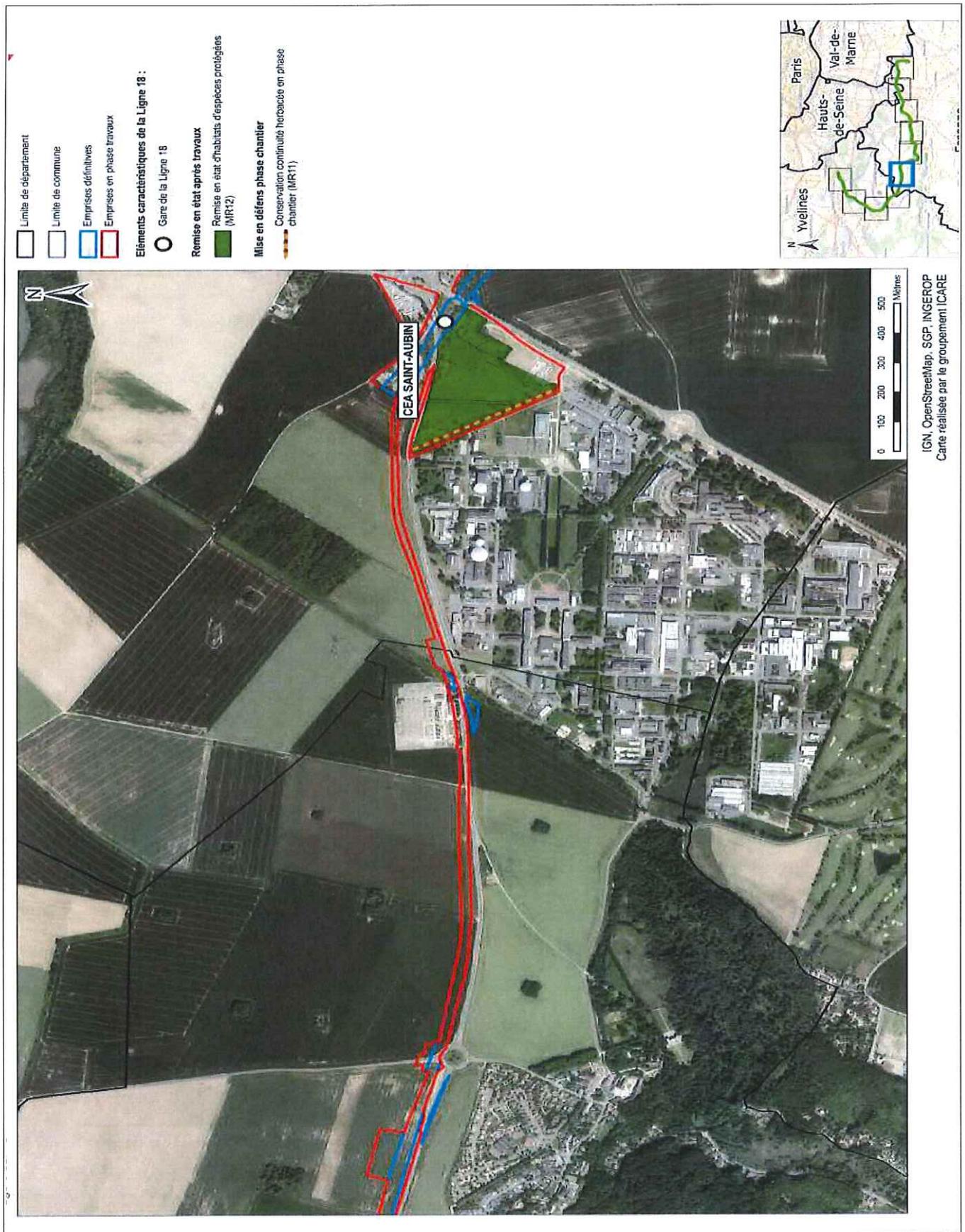
Annexe n°4.b. : Variante de tracé retenue dans le secteur de l'École polytechnique à Palaiseau



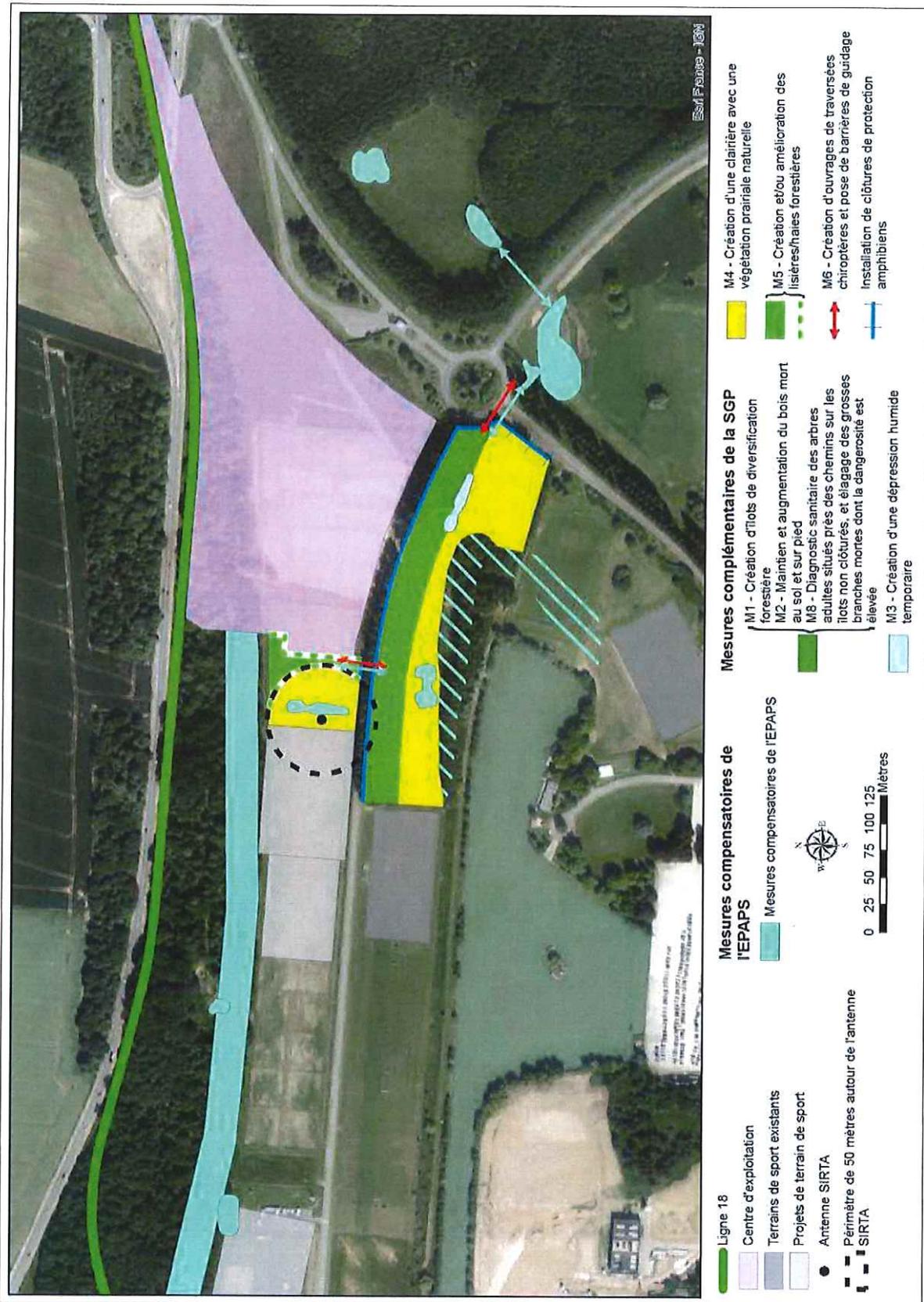
Annexe n°4.c. : Variante de tracé retenue dans le secteur de la forêt de Port-Royal



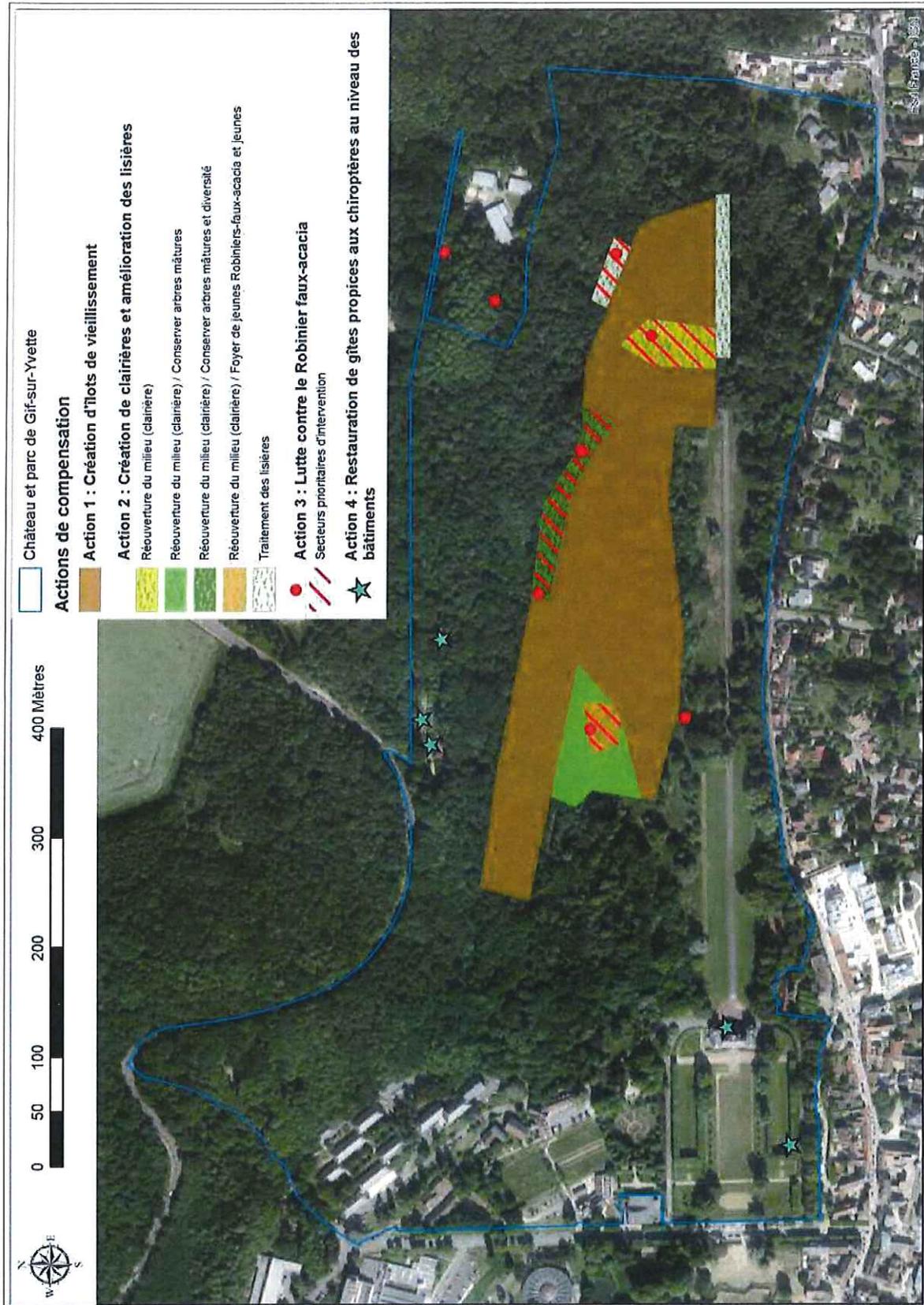
Annexe n°4.d. : Localisation de la continuité herbacée préservée à proximité du CEA Saint-Aubin



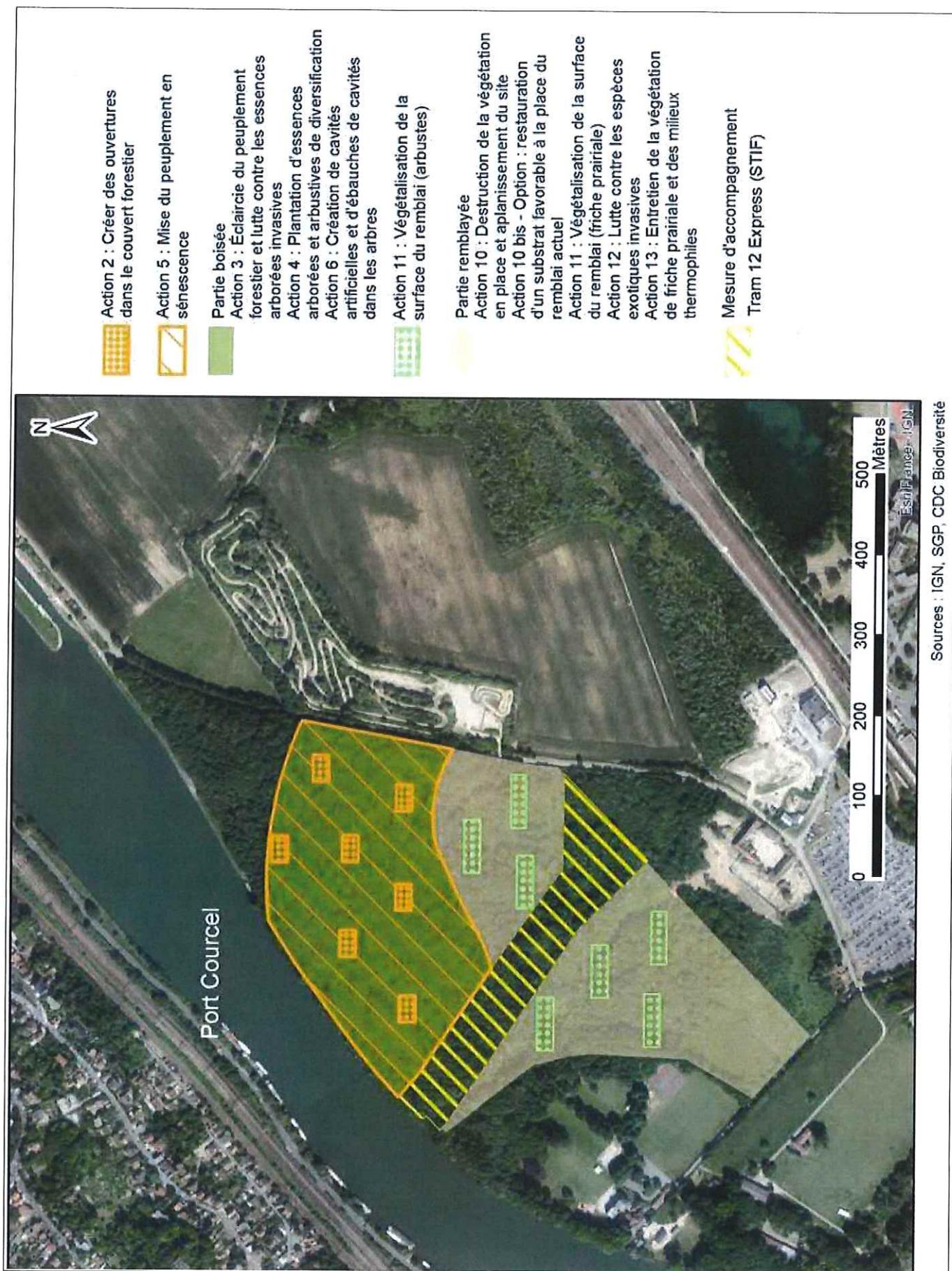
Annexe n°4.e. : Cartographie des mesures d'adaptation relatives à la ZAC de l'École polytechnique



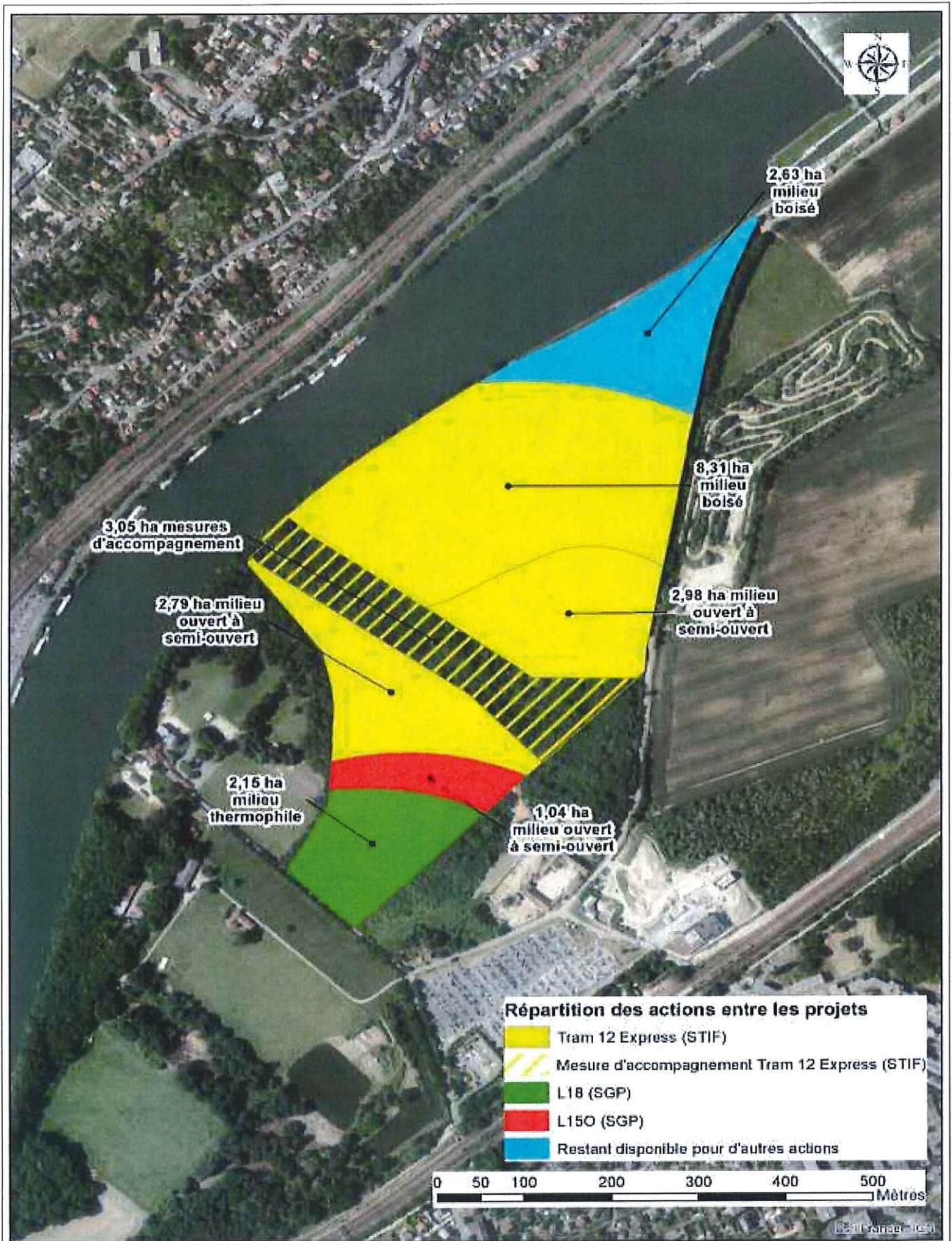
Annexe n°4.f. : Cartographie des actions réalisées sur le site compensatoire du parc de Gif à Gif-sur-Yvette



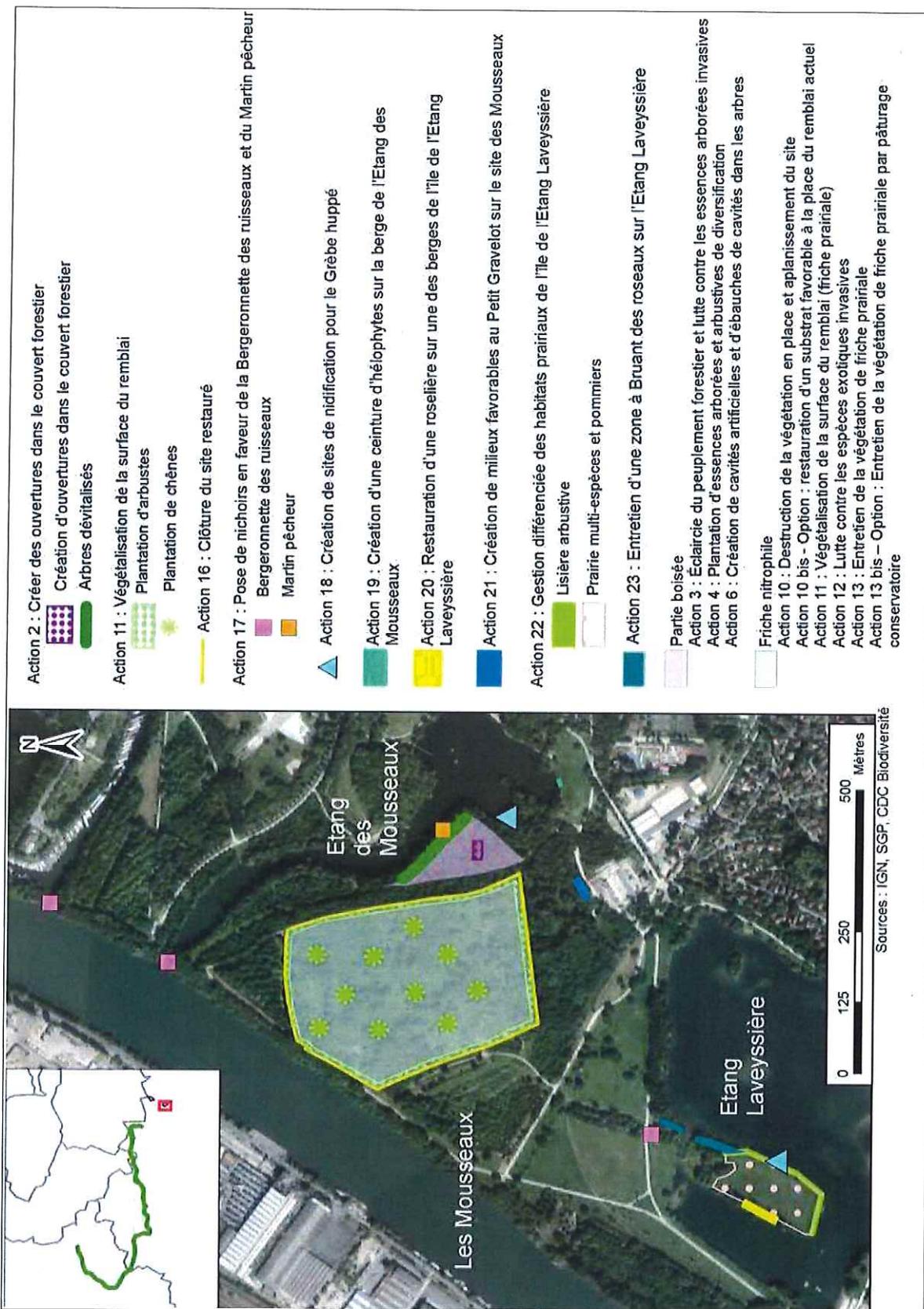
Annexe n°4.g. : Cartographies des actions réalisées sur le site compensatoire de Port Courcel à Vigneux-sur-Seine (planche 1/2)



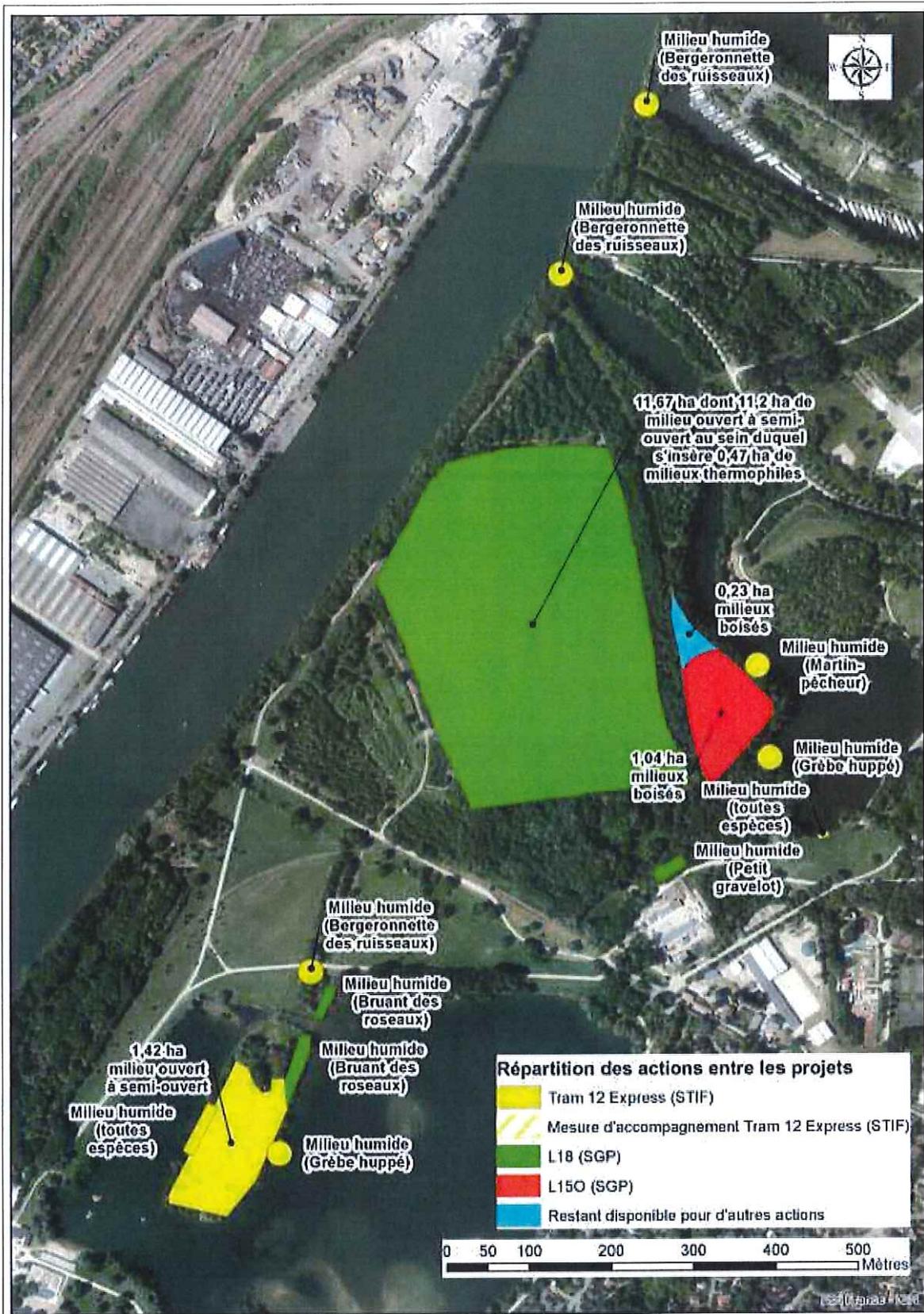
Annexe n°4.g. : Cartographies des actions réalisées sur le site compensatoire de Port Courcel à Vigneux-sur-Seine (planche 2/2)



Annexe n°4.h. : Cartographies des actions réalisées sur le site compensatoire des Mousseaux à Draveil (planche 1/2)



Annexe n°4.h. : Cartographies des actions réalisées sur le site compensatoire des Mousseaux à Draveil (planche 2/2)





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ESSONNE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE**

ARRÊTÉ n° 2018 – DDCS-91-124 du 07 JAN. 2019
**Portant composition de la Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté
d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et notamment son article 8 ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 97 ;

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU la délibération en date du 22 novembre 2016 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart relative à la mise en place d'une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sur son territoire ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture :

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart est co-présidée par le Préfet de l'Essonne et le Président de la CA GPSSSES ou leurs représentants,

ARTICLE 2 :

La Conférence intercommunale du logement de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart est composée des membres suivants :

1^{er} collège – représentant des collectivités territoriales

Mesdames et Messieurs les Maires et Présidents des collectivités territoriales suivantes, ou leurs représentants :

- Les Maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart,
- La Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart,

2^{ème} collège – représentant des professionnels intervenant dans le champ des attributions

Mesdames les directrices et Messieurs les directeurs des organismes suivants, ou leurs représentants :

Représentants des bailleurs sociaux présents dans le ressort territorial de l'établissement public de coopération intercommunale :

- L'AORIF :

- Essonne Habitat,
- 1001 Vies Habitat,
- Immobilière 3f,

Suppléant : Domaxis

- Les Résidences Yvelines Essonne,
- L'Office Public de l'Habitat 77,
- Antin Résidences (suppléant : Foyers de Seine et Marne)
- France Habitation,
- CDC Habitat,

Représentants de tout organisme titulaire de droits de réservation :

- La direction départementale de la cohésion sociale de l'Essonne et de la Seine et Marne,
- Action Logement,
- Le Conseil départemental de l'Essonne,
- Le Conseil départemental de la Seine et Marne,

Représentants des organismes agréés en application de l'article L. 365-2 ou de l'insertion des personnes défavorisées :

- SNL Essonne,
- Monde en Marge Monde en Marche ,
- SOLIHA Essonne,
- Habinser,
- Collectif Relogement de l'Essonne – Service du CDSEA (La Sauvegarde),
- ARPEJ,
- ADOMA,
- ADEF,
- Relais Jeunes 77,
- La Rose des Vents (77),

3^{ème} collège – représentants des usagers ou associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement

Mesdames les directrices et Messieurs les directeurs des organismes suivants, ou leurs représentants :

Associations de locataires siégeant à la Commission nationale de concertation :

- Confédération Générale du Logement,
- Association Force Ouvrière Consommateurs,

- Confédération Nationale du Logement,

Représentants locaux des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement :

- Agence départementale d'information sur le logement (ADIL) de l'Essonne,
- Agence départementale d'information sur le logement (ADIL) de Seine et Marne,
- Union départementale des associations de défense des familles (UDAF) de l'Essonne,
- Union départementale des associations de défense des familles (UDAF) de Seine et Marne

ARTICLE 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI



**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA COHESION SOCIALE**

ARRÊTÉ n° 2018 -DDCS-91-125 du 07 JAN. 2019
**Portant composition de la Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté
d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale et notamment son article 8 ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 97 ;

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

VU la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

VU la délibération en date du 13 décembre 2016 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine relative à la mise en place d'une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) sur son territoire ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture :

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

La Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine est co-présidée par le Préfet de l'Essonne et le Président de la CA VYVS ou leurs représentants,

ARTICLE 2 :

La Conférence intercommunale du logement de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine est composée des membres suivants :

1^{er} collègue – représentant des collectivités territoriales

Mesdames et Messieurs les Maires et Présidents des collectivités territoriales suivantes, ou leurs représentants :

- Les Maires des communes membres de la Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine,
- La Communauté d'Agglomération Val d'Yerres Val de Seine,
- Le Conseil Départemental de l'Essonne,

2ème collège – représentant des professionnels intervenant dans le champ des attributions

Mesdames les directrices et Messieurs les directeurs des organismes suivants, ou leurs représentants :

Représentants des bailleurs sociaux présents dans le ressort territorial de l'établissement public de coopération intercommunale :

- L'AORIF ,
- OSICA,
- Batigère,
- 1001 Vies Habitat,

Représentants de tout organisme titulaire de droits de réservation :

- La direction départementale de la cohésion sociale de l'Essonne et de la Seine et Marne,
- Action Logement,

Représentants des organismes agréés en application de l'article L. 365-2 ou de l'insertion des personnes défavorisées :

- SOLIHA Essonne,
- Solidarités Nouvelles pour le Logement, (SNL) de l'Essonne,

3ème collège – représentants des usagers ou associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement

Mesdames les directrices et Messieurs les directeurs des organismes suivants, ou leurs représentants :

Associations de locataires siégeant à la Commission nationale de concertation :

- Confédération Générale du Logement,
- Association Force Ouvrière Consommateurs,
- Confédération Nationale du Logement,
- Confédération Logement et Cadre de Vie,

Représentants locaux des associations de défense des personnes en situation d'exclusion par le logement :

- Agence départementale d'information sur le logement (ADIL) de l'Essonne,
- Union départementale des associations de défense des familles (UDAF) de l'Essonne,
- Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) de l'Essonne,
- Association des Paralysés de France 91 (APF),
- Abeilles, Aide et Entraide,
- LEA,

ARTICLE 3 :

Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le Préfet,


Jean-Benoît ALBERTINI



PRÉFET DE L'ESSONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE
POLE HEBERGEMENT – LOGEMENT
BUREAU DES DROITS DES USAGERS DE L'HABITAT

ARRÊTÉ

n° 2019 – DDCS – 91 – 03 du 8 janvier 2019
portant modification de l'arrêté n° 2018-DDCS-91-16 du 14/05/2018
portant désignation des membres de la Commission départementale de conciliation (CDC)

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière et plus particulièrement ses articles 30, 31 et 44 ;

VU la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 modifiée tendant à améliorer les rapports locatifs et notamment son article 20 ;

VU la loi n°2000-1208 du 18 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU le décret n°2001-653 du 19 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 20 de la loi du 6 juillet 1989 modifiée et relatif aux commissions départementales de conciliation ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans la région et les départements d'Ile-de-France ;

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 21 novembre 2016 portant nomination de Monsieur Alain BUCQUET, Sous-Préfet hors classe nommé en qualité de Préfet délégué pour l'égalité des chances auprès de la Préfète de l'Essonne ;

VU le décret du 9 juillet 2018 portant titularisation d'un préfet et radiation du corps des sous-préfets de M. Alain BUCQUET ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-172 du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à Monsieur Alain BUCQUET, Préfet délégué pour l'égalité des chances, auprès du Préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-DDCS-91-01 du 5 février 2018 portant désignation des organisations siégeant à la Commission départementale de conciliation (CDC) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-DDCS-91-16 du 14 mai 2018 portant désignation des membres de la Commission départementale de conciliation (CDC) ;

CONSIDERANT les propositions des différentes organisations mentionnées ci-après ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture par interim et du directeur départemental de la cohésion sociale ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 - L'arrêté préfectoral n°2018-DDCS-91-16 du 14 mai 2018 portant désignation des membres de la commission départementale de conciliation est abrogé.

ARTICLE 2 – Sont désignés pour siéger au sein de la Commission départementale de conciliation les membres suivants :

Au titre des représentants des bailleurs

- Association des organismes de la région Ile de France – Union sociale pour l'habitat (AORIF-USH)
Délégation AORIF de l'Essonne - 3 avenue Condorcet 91260 JUVISY-SUR-ORGE

membres titulaires

Mme BLANDIN Valérie (IMMOBILIERE 3F)
Mme DE LA TRIBOUILLE Gersende (LOGIREP)
Mme TORRES Magali (1001 VIES HABITAT)
M. PADE Bernard (OSICA)

membres suppléants

Mme OUVRARD Carole (1001 VIES HABITAT)
Mme TAVENEAU Agnès (ICF HABITAT LA SABLIERE)
M. ROUSSEL Christophe (ADOMA)

- Chambre syndicale des propriétaires et des copropriétaires de l'Essonne
27 rue du Champs d'Épreuves 91100 CORBEIL-ESSONNES

membres titulaires

Mme SIMON Muguette
M. BOUST Michel
Maître PACORY Michel

membres suppléants

Mme ROUSSETTE Estelle
Maître VAISSEYRE Françoise-Marie
M. AUGUSTIN Pierre
M. ESPOSITO Jean-Louis

Au titre des représentants des locataires

- Confédération nationale du logement (CNL)

Fédération de l'Essonne - 4 rue de la Commune de Paris 91220 – BRETIGNY-SUR-ORGE

membres titulaires

Mme ABDOUN Monique
Mme TROALEN Monique
M. DERUELLE Gérard
M. LEBEAU Bernard

membres suppléants

Mme MENGELLE-TOUYA Francine
M. ATTACH Adil
M. CHARRIOT Jean-Pierre
M. COURTAILLIER Alain

- Confédération générale du logement (CGL)

Union départementale de l'Essonne - 10 rue du Vert Galant 91390 - MORSANG-SUR-ORGE

membres titulaires

Mme KERKOUUD Sihane
Mme ELFALIDI Julia

membres suppléants

M. FRAIZE Jean-Claude
M. PUCELLE Pierre

- Confédération logement et cadre de vie (CLCV)

Union départementale de l'Essonne (chez M. Lucien DORVILLE, Président)
44 rue Jean Marillier 91700 - FLEURY-MEROGIS

membres titulaires

Mme NGO NKENG MATIP Fidèle
Mme MONDÉMÉ Laura

membres suppléants

Mme MESSANT Roberte
Mme ALABURA Halima

- Association force ouvrière des consommateurs (AFOC)

12 Place des Terrasses de l'Agora 91034 - EVRY Cedex

membre titulaire

Mme MACRON Michèle

membres suppléants

Mme ROUSSEAU Françoise
M. BILQUEZ Jean-Marc

ARTICLE 3 - Les membres, désignés à l'article 2, sont nommés pour une durée de 1 an à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Essonne.

ARTICLE 5 - Le secrétaire général de la Préfecture et le directeur départemental de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet

P. Le Préfet
Le préfet délégué pour
l'égalité des territoires,
Alain BILQUEZ

Mention des délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'une contestation devant le tribunal administratif de Versailles dans les deux mois à compter de sa réception, dans le cadre d'un recours contentieux. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de l'Essonne. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

**Direction Départementale des Finances Publiques de l'Essonne
2019 – DDFIP – 001**

Liste des responsables disposant au 1^{er} janvier 2019 de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II au code général des impôts et liste des chefs de service SPL

Services des impôts des entreprises	
ARPAJON	Anne MUNIER (intérim)
CORBEIL-ESSONNES	Pierre DUFOUR
ETAMPES	François MILLET-CHAMBEAU
EVRY	Michel DARTOUT
JUVISY	Ghislaine ROUSSEAU
MASSY	Isabelle MERCIER
PALaiseau	Anne-Françoise GLODINON-GAULLIER
YERRES	Sylvain CONRAD



Pôle de recouvrement spécialisé départemental (Evry)	Isabelle DRANCY
---	-----------------



Services de publicité foncière	
CORBEIL I	Jean BOIDE (intérim)
CORBEIL II	Jean BOIDE (intérim)
CORBEIL III	Jean BOIDE (intérim)
ETAMPES	Jean-René GARCIA
MASSY	Marie-Christine KOZIOL



Service départemental de l'enregistrement (Etampes)	Nadia HIMPENS
--	---------------



Centre des impôts foncier (Corbeil-Essonnes)	Catherine JULLIERE
---	--------------------



Services des impôts des particuliers	
ARPAJON	Martine PROCACCI
CORBEIL-ESSONNES	Pascale PEGARD
ETAMPES	Sophie MOREAU
EVRY	Lionel BOYER
JUVISY	Antoine GABRIELI
MASSY	Corine MARTI
PALaiseau	Jean-Jacques GENEST
YERRES	Frédérique HAYE-LEROY



Trésoreries mixtes	
CHILLY-MAZARIN	Michel CEDRA
GRIGNY	Isabelle SABELLICO
LA FERTE ALAIS	Sylvie GRANGE
MONTLHERY	Brigitte BEJET
SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	Pierre FERRANDINI



Pôles de Contrôle et d'Expertise	
JUVISY	Philippe GAUTHIER
MASSY	Sandra SIMON
CORBEIL-ESSONNES	Robert PANTANELLA



Pôles de Contrôle des revenus du Patrimoine	
CORBEIL-ESSONNES	Marie-Claude COLAS
PALaiseau	Sylvain KAEUFFER



Brigades	
1ère BDV EVRY	Bernard CORONADO
2ème BDV CORBEIL-ESSONNES	Alain MONTUS
3ème BDV MASSY	Françoise GADAUD
5ème BDV MASSY	Michel BERGER
7ème BDV EVRY	Patricia AZOULAY
BCR CORBEIL-ESSONNES	Christine FERRANDINI



Trésoreries SPL	
ARPAJON	Annie MICHEL
BRUNOY	Isabelle LE METAYER
CORBEIL-ESSONNES	Philippe LINQUERCQ
DOURDAN	Brigitte DA COSTA
ESSONNE AMENDES (EVRY)	Patrice LUIS
ETAMPES COLLECTIVITES	Hervé PAILLET
EVRY MUNICIPALE	Thierry MAILLOT
LONGJUMEAU	Ghislaine ALIZADEH
MASSY	Annette CONSTANTIN
ORSAY	Isabelle BAILLOUX
PAIRIE DEPARTEMENTALE (EVRY)	Fabrice PERRIN
PALaiseau	Béatrice WACONGNE
SAVIGNY SUR ORGE	André LOISEL



PRÉFET DE L'ESSONNE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE D' ILE-DE-FRANCE
UNITE DEPARTEMENTALE DE L'ESSONNE*

98, Allée des Champs Elysées
91024 EVRY CEDEX

Réf : SAP830371043

Tél : 01 78 05 41 00

idf-ut91.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 830371043**

N° SIREN 830371043

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 , par lequel le Préfet de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France ;

Vu l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Philippe COUPARD, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE ;

Le préfet de l'Essonne

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Essonne le 31 octobre 2018 par Madame Silvi KHATCHATOURIANS en qualité de présidente de l'Association HUNISPORT domiciliée 21 Rue Elsa Triolet à (91160) SAULX LES CHARTREUX et enregistrée sous le N° SAP 830371043 pour les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Entretien de la maison et travaux ménagers
- Petits travaux de jardinage
- Travaux de petit bricolage

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces

articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

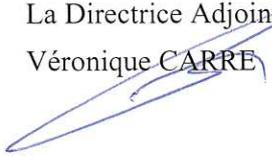
Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Evry, le 18 décembre 2018

P/ le Préfet et par délégation du DIRECCTE,
P/le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'unité départementale de l'Essonne,

La Directrice Adjointe du Travail

Véronique CARRE





PRÉFET DE L'ESSONNE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE D' ILE-DE-FRANCE*

UNITE DEPARTEMENTALE DE L'ESSONNE

98, Allée des Champs Elysées

91024 EVRY CEDEX

Réf : SAP844344382

Tél : 01 78 05 41 00

idf-ut91.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 844344382**

N° SIREN 844344382

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 , par lequel le Préfet de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France ;

Vu l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Philippe COUPARD, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Madame Véronique CARRE ;

Le préfet de l'Essonne

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Essonne le 14 décembre 2018 par le micro-entrepreneur Monsieur Silvère NGOUELA dont l'établissement principal est situé 65 rue Danton à (91210) DRAVEIL et enregistrée sous le N° SAP 844344382 pour les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions

de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Evry, le 17 décembre 2018

P/ le Préfet et par délégation du DIRECCTE,
P/le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'unité départementale de l'Essonne,
La Directrice Adjointe du Travail


Véronique CARRE



PRÉFET DE L'ESSONNE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE D' ILE-DE-FRANCE
UNITE DEPARTEMENTALE DE L'ESSONNE*

98, Allée des Champs Elysées
91024 EVRY CEDEX

Réf : SAP844860072

Tél : 01 78 05 41 00

idf-ut91.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 844860072**

N° SIREN 844860072

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 , par lequel le Préfet de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France ;

Vu l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Philippe COUPARD, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Monsieur Christian BENAS ;

Le préfet de l'Essonne

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Essonne le 31 décembre 2018 par le micro-entrepreneur Monsieur Idriss EL QUASSIMI dont l'établissement principal est situé 1 rue Joliot Curie 2CG311 à (91190) GIF SUR YVETTE et enregistrée sous le N° SAP 844860072 pour les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Soutien scolaire ou cours à domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces

articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

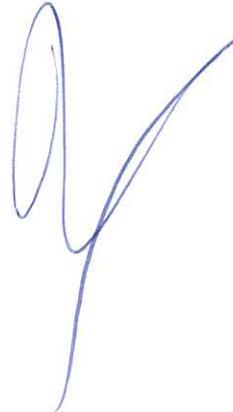
Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Evry, le 4 janvier 2019

P/ le Préfet et par délégation du DIRECCTE,
P/le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'unité départementale de l'Essonne,
Le Directeur du Travail
Christian BENAS

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a vertical line and a diagonal stroke.



PRÉFET DE L'ESSONNE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE D' ILE-DE-FRANCE*

UNITE DEPARTEMENTALE DE L'ESSONNE

98, Allée des Champs Elysées

91024 EVRY CEDEX

Réf : SAP842862690

Tél : 01 78 05 41 00

idf-ut91.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 842862690**

N° SIREN 842862690

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 , par lequel le Préfet de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France ;

Vu l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Philippe COUPARD, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Monsieur Christian BENAS ;

Le préfet de l'Essonne

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Essonne le 5 novembre 2018 par le micro-entrepreneur Mademoiselle Thérèse TOUPANE dont l'établissement principal est situé A8 Les Fauvettes chez Madame BOULLERY Sylvie à (91530) ST CHERON et enregistré sous le N° SAP 842862690 pour les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles

L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

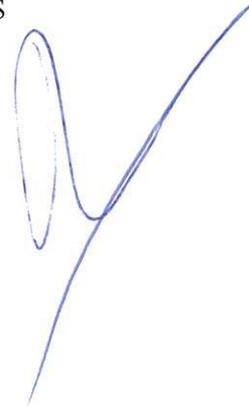
Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Evry, le 3 janvier 2019

P/ le Préfet et par délégation du DIRECCTE,
P/le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'unité départementale de l'Essonne,

Le Directeur du Travail

Christian BENAS

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'Y' shape with a loop on the left side and a long, sweeping stroke extending upwards and to the right.



PRÉFET DE L'ESSONNE

*DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE D' ILE-DE-FRANCE*

UNITE DEPARTEMENTALE DE L'ESSONNE

98, Allée des Champs Elysées

91024 EVRY CEDEX

Réf : SAP844646067

Tél : 01 78 05 41 00

idf-ut91.sap@direccte.gouv.fr

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 844646067**

N° SIREN 844646067

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 , par lequel le Préfet de l'Essonne a délégué sa signature à Madame Corinne CHERUBINI, directeur de la DIRECCTE d'Ile de France ;

Vu l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de la directrice de la DIRECCTE à Monsieur Philippe COUPARD, directeur régional adjoint, responsable de l'unité départementale de l'Essonne de la DIRECCTE d'Ile de France, et en cas d'empêchement à Monsieur Christian BENAS ;

Le préfet de l'Essonne

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - unité départementale de l'Essonne le 18 décembre 2018 par le micro-entrepreneur Mademoiselle Mathilde VILUS dont l'établissement principal est situé 7 allée d'Arles à (91170) VIRY CHATILLON et enregistrée sous le N° SAP 844646067 pour les activités suivantes :

Activités relevant uniquement de la déclaration (mode prestataire) :

- Garde d'enfant de plus de 3 ans à domicile
- Accompagnement des enfants de plus de 3 ans, en dehors de leur domicile

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles

L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Evry, le 4 janvier 2019

P/ le Préfet et par délégation du DIRECCTE,
P/le Directeur Régional Adjoint,
Responsable de l'unité départementale de l'Essonne,

Le Directeur du Travail

Christian BENAS





PRÉFET DE L' ESSONNE

Direction Régionale
des Entreprises
de la Concurrence
de la consommation
du Travail et de l'emploi

Unité départementale de l'Essonne

A R R E T E N° 2019/PREF/SCT/19/003 du 4 janvier 2019

Autorisant la société **IPSOS OBSERVER** située 35 rue du Val de Marne 75628 PARIS cedex 13, à déroger à la règle du repos dominical, **les dimanches 13 et 20 janvier 2019**, chez son client la société LEROY- MERLIN dans ses magasins de Ste- Geneviève-des-bois et de Massy.

**Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code du travail et notamment les articles L. 3132-1 à 3, L. 3132-20, L. 3132-21, L. 3132-22 et L. 3132-23, L. 3132-25-3, L. 3132-25-4 et R. 3132-17 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté interministériel du 29 août 2016 nommant Madame Corinne CHERUBINI , Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France à compter du 5 septembre 2016 ;

VU l'arrêté interministériel du 16 juillet 2018 nommant Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne à compter du 1^{er} septembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 portant délégation de signature à Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, à Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne ;

VU la demande de dérogation au repos dominical de la société IPSOS OBSERVER 35 rue du Val de Marne 75628 PARIS cedex 13, déposée le 23 novembre 2018 auprès de la DIRECCTE d'Ile-de-France unité départementale de l'Essonne ;

VU les consultations effectuées le 29 novembre 2018 auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne, du mouvement des Entreprises de France, des unions départementales des syndicats C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.T./F.O. C.F.E./C.G.C. de l'Essonne, des communes de Ste-Geneviève-des-Bois et Massy et des Communautés d'agglomération Cœur d'Essonne et Paris-Saclay ;

VU l'avis favorable émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne ;

VU l'avis favorable émis par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne ;

CONSIDERANT que le conseil municipal de Ste-Geneviève-des-Bois, consulté le 29 novembre 2018 n'a pu statuer sur cette demande ;

CONSIDERANT que le conseil municipal de Massy, consulté le 29 novembre 2018 n'a pu statuer sur cette demande ;

CONSIDERANT que l'Assemblée de la Communauté d'agglomération Cœur d'Essonne, consultée le 29 novembre 2018 n'a pu statuer sur cette demande ;

CONSIDERANT que l'Assemblée de la Communauté d'agglomération Paris-Saclay, consultée le 29 novembre 2018 n'a pu statuer sur cette demande ;

CONSIDERANT que la demande de la société IPSOS OBSERVER a pour objet d'employer quatre salariés les dimanches **13 et 20 janvier 2019** ;

CONSIDERANT que la société IPSOS OBSERVER, dont l'activité consiste en la réalisation d'études et de sondages, ne fait pas partie des catégories d'établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement à son personnel salarié en application de l'article L. 3132-12 du code du travail et R. 3132-5 de ce même code ;

CONSIDERANT la décision de la société LEROY-MERLIN de confier à la Société IPSOS la réalisation d'un baromètre de satisfaction des clients fréquentant ses magasins implantés à Ste Geneviève-des-bois et Massy ;

CONSIDERANT que les magasins LEROY-MERLIN implantés dans les communes de Ste Geneviève-des- Bois et de Massy sont ouverts tous les dimanches ;

CONSIDERANT que le cahier des charges concernant la réalisation de l'enquête de satisfaction du client la société LEROY-MERLIN nécessite de positionner des enquêteurs sur des vacations horaires sur tous les jours de la semaine y compris le dimanche ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L3132-25-3 du code du travail , les autorisations prévues aux articles L3132-20 et L3132-25-1 sont accordées au vu d'un accord collectif, ou à défaut d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum ;

CONSIDERANT, que cette demande s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L. 3132-20 du code du travail et vise à ne pas compromettre le fonctionnement normal de l'entreprise ;

CONSIDERANT que les salariés bénéficieront des contreparties prévues dans l'accord signée le 27 février 2014 avec les organisations syndicales ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : la société IPSOS OBSERVER située 35 rue du Val de Marne 75628 PARIS cedex 13 est autorisée à employer **quatre salariés volontaires** chez son client la société LEROY- MERLIN dans ses magasins de Ste- Geneviève-des-bois et de Massy les dimanches **13 et 20 janvier 2019.**

ARTICLE 2 : le repos hebdomadaire des quatre salariés volontaires devra être donné un autre jour.

ARTICLE 3 : les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire des salariés devront être respectées.

ARTICLE 4 : Voies et délais de recours :

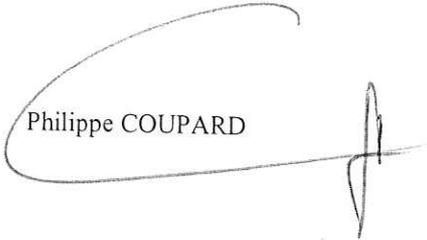
Toute personne intéressée a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, de saisir le tribunal administratif de Versailles d'un recours contentieux.

Dans ce même délai de deux mois, toute personne intéressée peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux ou le Ministre du Travail d'un recours hiérarchique.

ARTICLE 4 : Monsieur le Maire de Ste-Geneviève-des-Bois, Monsieur le Maire de Massy, Monsieur le Président de la Communauté Cœur d'Essonne, Monsieur le Président de la Communauté Paris-Saclay, Monsieur le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité départementale de l'Essonne, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique de l'Essonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, ainsi qu'à la société requérante.

Pour le Préfet de l'Essonne
et par délégation de la Directrice Régionale d'Ile de France
Le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité
départementale de l'Essonne

Philippe COUPARD





PRÉFET DE L' ESSONNE

Direction Régionale
des Entreprises
de la Concurrence
de la consommation
du Travail et de l'emploi

Unité départementale de l'Essonne

A R R E T E N° 2019/PREF/SCT/19/004 du 4 janvier 2019

Autorisant la société DECATHLON - 2 rue des Saugées - 91220 Brétigny-sur-orge, à déroger à la règle du repos dominical, les dimanches 3 et 17 mars 2019, 14 avril 2019, 18 août 2019 , 6 et 13 octobre 2019.

**Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code du travail et notamment les articles L. 3132-1 à 3, L. 3132-20, L. 3132-21, L. 3132-22 et L. 3132-23, L. 3132-25-3, L. 3132-25-4 et R. 3132-17 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté interministériel du 29 août 2016 nommant Madame Corinne CHERUBINI , Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France à compter du 5 septembre 2016 ;

VU l'arrêté interministériel du 16 juillet 2018 nommant Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne à compter du 1^{er} septembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 portant délégation de signature à Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, à Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne ;

VU la demande de dérogation au repos dominical de la société DECATHLON, déposée le 6 novembre 2018 auprès de la DIRECCTE d'Ile-de-France unité départementale de l'Essonne ;

VU les consultations effectuées le 13 novembre 2018 auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne, du mouvement des Entreprises de France, des unions départementales des syndicats C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.T./F.O. C.F.E./C.G.C. de l'Essonne, de la commune de Brétigny-sur-orge et de la Communauté d'agglomération Cœur d'Essonne ;

VU l'avis défavorable émis par l'union départementale Force Ouvrière de l'Essonne ;

VU l'avis favorable de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne ;

VU l'avis favorable de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne ;

VU l'avis favorable du comité d'entreprise ;

CONSIDERANT que le conseil municipal de Brétigny-sur-orge, consulté le 13 novembre 2018 n'a pas statué sur cette demande ;

CONSIDERANT que l'assemblée de la communauté d'agglomération Cœur d'Essonne, consultée le 13 novembre 2018, n'a pas statué sur cette demande ;

CONSIDERANT que la société DECATHLON, dont l'activité consiste en la vente au détail d'articles de sport et équipement de la personne, ne fait pas partie des catégories d'établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement à son personnel salarié en application de l'article L. 3132-12 du code du travail et R. 3132-5 de ce même code ;

CONSIDERANT que la demande de la société DECATHLON a pour objet d'employer quarante-neuf salariés volontaires, les dimanches 3 et 17 mars 2019, 14 avril 2019, 18 août 2019, 6 et 13 octobre 2019, pour effectuer hors présence des clients, des travaux d'ajustement de plan de masse du magasin en déménageant des gondoles et agencements de vente en vue d'améliorer l'offre à la clientèle, d'une gamme de produits de saison ;

CONSIDERANT que ces travaux ne peuvent se faire que le dimanche, jour de fermeture à la clientèle, pour préserver la sécurité du public et améliorer les conditions de travail des salariés occupés à ces travaux ;

CONSIDERANT, que cette demande s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L. 3132-20 du code du travail et vise à ne pas compromettre le fonctionnement normal de l'entreprise et le préjudice au public ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L3132-25-3 du code du travail, les autorisations prévues aux articles L3132-20 et L3132-25-1 sont accordées au vu d'un accord collectif, ou à défaut d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum ;

CONSIDERANT que les salariés bénéficieront des contreparties prévues dans l'accord sur les conditions et les garanties sociales en cas de travail le dimanche, conclu avec les organisations syndicales le 8 décembre 2016 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : la société DECATHLON située -2 rue des Saugées - 91220 Brétigny-sur-orge, est autorisée à employer quarante-neuf salariés volontaires **les dimanches 3 et 17 mars 2019, 14 avril 2019, 18 août 2019, 6 et 13 octobre 2019.**

ARTICLE 2 : le repos hebdomadaire des quarante-neuf salariés volontaires devra être donné un autre jour.

ARTICLE 3 : les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire des salariés devront être respectées.

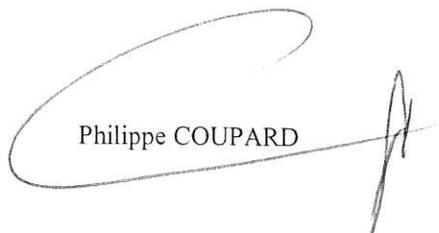
ARTICLE 4 : Voies et délais de recours :

Toute personne intéressée a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, de saisir le tribunal administratif de Versailles d'un recours contentieux.

Dans ce même délai de deux mois, toute personne intéressée peut également saisir la Préfète d'un recours gracieux ou le Ministre du Travail d'un recours hiérarchique.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire de BRÉTIGNY SUR ORGE, Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération CŒUR D'ESSONNE, Monsieur le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité départementale de l'Essonne, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique de l'Essonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, ainsi qu'à la société requérante.

Pour le Préfet de l'Essonne
et par délégation de la Directrice Régionale d'Ile de France
Le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité
départementale de l'Essonne


Philippe COUPARD



PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction Régionale
des Entreprises
de la Concurrence
de la consommation
du Travail et de l'emploi

Unité départementale de l'Essonne

A R R E T E N° 2019/PREF/SCT/005 du 4 janvier 2019

Autorisant la société TESSI EDITIQUE située 4 rue George Sand ZI la Vigne aux Loups – la Chapelle St Laurent - 91160 LONGJUMEAU à déroger à la règle du repos dominical, **les dimanches 27 janvier, 10 février, 31 mars, 7, 14, 21, 28 avril et 5 mai 2019**

**Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code du travail et notamment les articles L. 3132-1 à 3, L. 3132-20, L. 3132-21, L. 3132-22 et L. 3132-23, L. 3132-25-3, L. 3132-25-4 et R. 3132-17 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté interministériel du 29 août 2016 nommant Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France à compter du 5 septembre 2016 ;

VU l'arrêté interministériel du 16 juillet 2018 nommant Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne à compter du 1^{er} septembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 portant délégation de signature à Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, à Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne ;

VU la demande de dérogation au repos dominical de la société TESSI EDITIQUE, déposée le 30 novembre 2018 auprès de la DIRECCTE d'Ile-de-France unité départementale de l'Essonne ;

VU les consultations effectuées le 4 décembre 2018 auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne, du mouvement des Entreprises de France, des unions départementales des syndicats C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.T./F.O. C.F.E./C.G.C. de l'Essonne, de la commune de Longjumeau et de la Communauté d'agglomération PARIS-SACLAY ;

VU l'avis favorable émis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne ;

VU l'avis favorable émis par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne ;

VU l'avis favorable du comité d'entreprise ;

CONSIDERANT que le conseil municipal de Longjumeau, consulté le 4 décembre 2018 n'a pas statué sur cette demande ;

CONSIDERANT que l'Assemblée de la Communauté d'agglomération PARIS-SACLAY, consultée le 4 décembre 2018 n'a pas statué sur cette demande ;

CONSIDERANT que la demande de la société TESSI EDITIQUE a pour objet d'employer, par roulement, 75 salariés à raison de dix à quinze salariés par dimanche, les dimanches 27 janvier, 10 février, 31 mars, 7, 14, 21, 28 avril et 5 mai 2019 ;

CONSIDERANT que la société TESSI EDITIQUE, dont l'activité consiste en l'édition laser et routage de documents de gestion (facture, relevés de compte) et aux mailings de marketing, ne fait pas partie des catégories d'établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement à son personnel salarié en application de l'article L. 3132-12 du code du travail et R. 3132-5 de ce même code ;

CONSIDERANT cependant que l'entreprise, prestataire de services dans le secteur de l'édition et du routage informatique, collabore avec les banques et les sociétés d'assurance dont l'activité connaît des périodes de suractivité en cours d'année ;

CONSIDERANT que l'importance des volumétries de prestations ne pouvant être effectuées qu'à des périodes bien définies, identifiées par l'entreprise pour le premier semestre 2019, nécessite le recours au travail dominical d'une partie de son personnel salarié pour les dimanches 27 janvier, 10 février, 31 mars, 7, 14, 21, 28 avril et 5 mai 2019 ;

CONSIDERANT, que cette demande s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L. 3132-20 du code du travail et vise à ne pas compromettre le fonctionnement normal de l'entreprise ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L3132-25-3 du code du travail, les autorisations prévues aux articles L3132-20 et L3132-25-1 sont accordées au vu d'un accord collectif, ou à défaut d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum ;

CONSIDERANT que les salariés bénéficieront des contreparties prévues dans l'accord signée le 24 mars 2010 avec les organisations syndicales ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : la société TESSI EDITIQUE située 4 rue George Sand - ZI la Vigne aux Loups - la Chapelle St Laurent 91160 LONGJUMEAU est autorisée à employer par **roulement soixante-quinze salariés volontaires**, les dimanches 27 janvier, 10 février, 31 mars, 7, 14, 21, 28 avril et 5 mai 2019 ;

ARTICLE 2 : le repos hebdomadaire des soixante-quinze salariés volontaires devra être donné un autre jour.

ARTICLE 3 : les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire des salariés devront être respectées.

ARTICLE 4 : Voies et délais de recours :

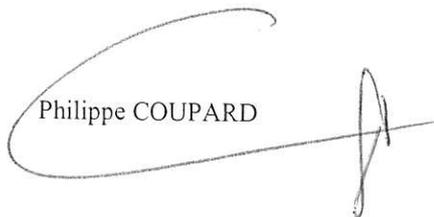
Toute personne intéressée a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, de saisir le tribunal administratif de Versailles d'un recours contentieux.

Dans ce même délai de deux mois, toute personne intéressée peut également saisir la Préfète d'un recours gracieux ou le Ministre du Travail d'un recours hiérarchique.

ARTICLE 5 : Monsieur le Maire de Longjumeau, Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération PARIS-SACLAY, Monsieur le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité départementale de l'Essonne, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique de l'Essonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, ainsi qu'à la société requérante.

Pour le Préfet de l'Essonne
et par délégation de la Directrice Régionale d'Ile de France
Le Directeur Régional Adjoint Responsable
de l'unité départementale de l'Essonne

Philippe COUPARD





PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction Régionale
des Entreprises
de la Concurrence
de la consommation
du Travail et de l'emploi
Unité départementale de l'Essonne

A R R E T E N° 2019/PREF/SCT/19/006 du 4 janvier 2019

autorisant la SAS SAFRAN AIRCRAFT ENGINES site d' Evry-Corbeil , située rue Henri Auguste Desbruères 91003 Evry Cedex, à déroger à la règle du repos dominical.

Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code du travail et notamment les articles L. 3132-1 à 3, L. 3132-20, L. 3132-21, L. 3132-22 et L. 3132-23, L. 3132-25-3, L. 3132-25-4 et R. 3132-17 ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 27 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU l'arrêté interministériel du 29 août 2016 nommant Madame Corinne CHERUBINI , Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France à compter du 5 septembre 2016 ;

VU l'arrêté interministériel du 16 juillet 2018 nommant Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne à compter du 1^{er} septembre 2018 ;

VU l'arrêté n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-126 du 5 juin 2018 portant délégation de signature à Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France ;

VU l'arrêté n° 2018-85 du 27 août 2018 portant subdélégation de signature de Madame Corinne CHERUBINI, Directrice Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France, à Monsieur Philippe COUPARD, Directeur Régional Adjoint, Responsable de l'unité départementale de l'Essonne ;

VU l'arrêté n°2018/PREF/SCT/18/014 du 27 février 2018 autorisant la SAS SAFRAN AIRCRAFT ENGINES site d'Evry-Corbeil à employer de façon permanente en cas de besoin des salariés les dimanches pour une durée de un an soit jusqu'au 28 février 2019 ;

VU la demande de dérogation au repos dominical de la SAS SAFRAN AIRCRAFT ENGINES, déposée le 6 décembre 2018 auprès de la DIRECCTE d'Ile-de-France unité départementale de l'Essonne ;

VU l'accord collectif d'établissement signé le 13 novembre 2017 relatif à la mise en place d'une dérogation au repos dominical pour une durée de trois ans ;

VU les consultations effectuées le 4 décembre 2018 auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Essonne, du mouvement des Entreprises de France, des unions départementales des syndicats C.G.T., C.F.T.C., C.F.D.T., C.G.T./F.O. C.F.E./C.G.C. de l'Essonne, de la commune d'Evry, de la commune de Corbeil-Essonnes et de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart ;

VU l'avis favorable émis le 4 décembre 2018 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne ;

VU l'avis favorable émis le 19 décembre 2018 par le conseil municipal de la commune d'Evry ;

VU l'avis favorable émis le 17 décembre 2018 par le conseil municipal de la commune de Corbeil-Essonnes ;

CONSIDERANT que l'Assemblée de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, consultée le 4 décembre 2018 n'a pas statué sur cette demande ;

CONSIDERANT que la SAS SAFRAN AIRCRAFT ENGINES site d'Evry Corbeil, dont l'activité consiste en la construction et la commercialisation de moteurs aéronautiques civils et militaires, ne fait pas partie des catégories d'établissements admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement à son personnel salarié en application de l'article L. 3132-12 du code du travail et R. 3132-5 de ce même code ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L3132-25-3 du code du travail, les autorisations prévues aux articles L3132-20 et L3132-25-1 sont accordées au vu d'un accord collectif, ou à défaut d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum ;

CONSIDERANT que la demande de la SAS SAFRAN AIRCRAFT ENGINES a pour objet d'employer des salariés le dimanche en cas de crise éventuelle, soudaine, majeure et imprévisible concernant les moteurs LEAP SILVERCREST nécessitant la mobilisation immédiat de ressources parmi les différentes fonctions de l'entreprise ;

CONSIDERANT, que cette demande de dérogation permanente s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'article L. 3132-20 du code du travail et vise à ne pas compromettre le fonctionnement normal de l'entreprise et le préjudice au public ;

CONSIDERANT que les salariés bénéficieront des contreparties prévues dans l'accord signé le 13 novembre 2017 avec les organisations syndicales ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : La SAS SAFRAN AIRCRAFT ENGINES site d'Evry Corbeil situé rue Henri Auguste Desbruères 91003 EVRY, est autorisée à employer de façon permanente en cas de besoin des salariés volontaires les dimanches à compter du 1^{er} mars 2019 et jusqu'au 13 novembre 2020, soit jusqu'à échéance de l'accord collectif signé le 13 novembre 2017.

ARTICLE 2 : Le repos hebdomadaire des salariés concernés devra être donné un autre jour.

ARTICLE 3 : Les dispositions légales et réglementaires relatives à la durée quotidienne et hebdomadaire devront être respectées .

ARTICLE 4 : Concomitamment à l'information du comité d'établissement et à l'utilisation de la présente décision, une information devra être faite tant au directeur régional adjoint de la Direccte, responsable de l'unité départementale de l'Essonne qu'à l'Inspecteur du Travail compétent en précisant les dimanches utilisés, l'identité des salariés concernés et les horaires de travail effectués.

ARTICLE 5 : Voies et délais de recours :

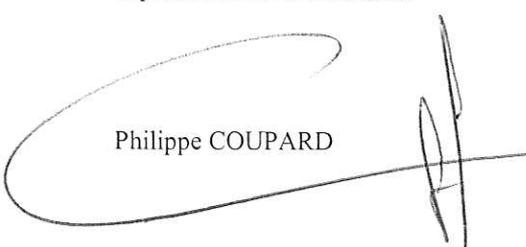
Toute personne intéressée a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, de saisir le tribunal administratif de Versailles d'un recours contentieux.

Dans ce même délai de deux mois, toute personne intéressée peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux ou la Ministre du Travail d'un recours hiérarchique.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire d'Evry, Monsieur le Maire de Corbeil-Essonnes, Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, Monsieur le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité départementale de l'Essonne, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique de l'Essonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Essonne, ainsi qu'à la société requérante

Pour le Préfet de l'Essonne
et par délégation de la Directrice Régionale d'Ile de France
Le Directeur Régional Adjoint Responsable de l'unité
départementale de l'Essonne

Philippe COUPARD





Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ESSONNE

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° 2019/DRIEA/DIRIF/ -002

portant réglementation temporaire de la circulation sur la RN 118,
dans le sens Paris-province, de la bretelle de sortie de la RD188 vers A10,
pour des travaux d'entretien et de sécurité.

Le Préfet de l'Essonne
Chevalier de l'ordre de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Pénal,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'État dans les régions et les départements,

Vu le décret n°2005-1499 du 5 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national,

Vu le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 modifié par le décret n°2016-762 du 8 juin 2016, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatifs à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France,

Vu le décret du 27 avril 2018 portant nomination du Préfet de l'Essonne (Hors classe) Monsieur Jean-Benoit ALBERTINI,

Vu l'arrêté interministériel du 9 avril 2018 portant nomination de Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement Île-de-France,

Vu l'arrêté du préfet de la Île-de-France n° IDF-2016-12-15-021 portant organisation des services de la Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France,

Vu la décision du directeur régional et interdépartemental de l'équipement et de l'aménagement n°2017-1 du 10 janvier 2017 portant organisation des services de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-PREF-DCPPAT-BCA-102 en date du 22 mai 2018 de Monsieur le Préfet de l'Essonne portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement Île-de-France, relative à la gestion du domaine public, à l'exploitation de la route, aux opérations domaniales sur le réseau national structurant et à la procédure d'engagement de l'État pour les marchés d'ingénierie d'appuis territoriale ;

Vu la décision DRIEA IF 2018-0618 en date du 28 mai 2018 de Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet de l'Essonne,

Vu la décision DRIEA IF 2018-1200 en date du 30 août 2018 de Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Île-de-France portant subdélégation de signature en matière administrative ,

Vu la circulaire du Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie fixant le calendrier des « Jours hors Chantier » 2019,
Vu l'avis du directeur des routes Île-de-France,
Vu l'avis du Commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité autoroutière Sud Île-de-France,
Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Essonne,

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique et des intervenants pendant les travaux d'entretien sur la RN118 en direction de la province, de la bretelle de sortie de la RD188 vers A10, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Pour les travaux sus-visés, la bretelle de sortie de la RD188 vers A10, sur la RN118 dans le sens Paris-province, est interdite à la circulation, du 14 janvier 2019 à 9h30 au 18 janvier 2019 à 16h00 et du 21 janvier 2019 à 9h30 au 25 janvier 2019 à 16h00, chaque jour de 9h30 à 16h00, sauf besoins du chantier ou nécessités de service.

Dans ce cadre :

Les usagers venant de la RN118 et désirant emprunter la RD188 vers l'autoroute A10, sont déviés par la RN118 en direction de la province, puis prennent la sortie n°14 en direction de « Les Ulis », puis la RD118 en direction de « Villebon-sur-Yvette », puis prennent l'autoroute A10 en direction de Paris ;

ARTICLE 2 :

La direction des routes Île-de-France (DRIEA/DiRIF/SEER/AGER Sud/UER d'Orsay-Villabé/CEI d'Orsay) assure la mise en place, la maintenance et le repli de la signalisation temporaire pour la fermeture de la bretelle et la mise en place des déviations telles que définies à l'article 1er.

La signalisation est conforme aux dispositions en vigueur édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, Livre I-5ème partie-approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

ARTICLE 3 :

Les infractions aux règles de circulation découlant du présent arrêté sont constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique. Les recours gracieux ou hiérarchiques prolongent le délai de recours contentieux qui doit alors être exercé dans les deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'autorité compétente, le silence de l'administration pendant un délai de deux mois suivant la réception d'un recours administratif valant décision implicite de rejet.

ARTICLE 5 :

- Le directeur de cabinet de la préfecture de l'Essonne,
- Le directeur des routes Île-de-France,
- Le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie,
- Le Commandant de la Compagnie Républicaine de Sécurité Autoroutière Sud Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de l'Essonne ;

Une copie est adressée aux :

- Préfet de région, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,
- Président du Conseil Départemental,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Essonne,

Fait à Créteil, le 2019

10 JAN. 2019

Pour le directeur et par délégation,
L'adjoint au chef du SEER



Hervé ABDERRAHMAN

**Pour le Préfet et par délégation,
pour la Directrice régionale et interdépartementale
de l'équipement et de l'aménagement Île-de-France,**

**Pour le directeur régional et interdépartemental
adjoint,**

**Le chef de service d'exploitation et d'entretien du
réseau**

Jérôme Weyd



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ESSONNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

BUREAU DES ÉLECTIONS ET DU
FONCTIONNEMENT DES ASSEMBLÉES

ARRÊTE

2018-PREF-DRCL N° 003 du 10 janvier 2019
modifiant l'arrêté 2018-PREF-DRCL N° 657 du 27 Décembre 2018 convoquant les électeurs
et fixant les délais et les modalités de dépôt des candidatures
pour l'élection municipale partielle intégrale de la commune de Fleury-Mérogis
des 03 et 10 février 2019

VU les dispositions du code électoral ;

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

VU la loi n°2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers municipaux et communautaires, et le décret n°2013-938 du 18 octobre 2013 portant application ;

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M.Abdel-Kader GUERZA, Sous-préfet de l'arrondissement de Palaiseau ;

VU l'arrêté N°2018-PREF-DCPPAT-BCA-260 du 20 décembre 2018, portant délégation de signature à M.Abdel-Kader GUERZA, Sous-préfet de l'arrondissement de Palaiseau, assurant l'intérim du poste de Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne et de Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu;

VU l'arrêté 2018-PREF-DRCL N° 657 du 27 Décembre 2018 convoquant les électeurs et fixant les délais et les modalités de dépôt des candidatures pour l'élection municipale partielle intégrale de la commune de Fleury-Mérogis des 03 et 10 février 2019 et l'erreur matérielle contenue dans son article 9 ;

Considérant qu'il y a donc lieu de modifier l'article 9, le reste de l'arrêté restant sans modification.

ARRÊTE

Article 1^{er} à 8 :

Sans modification.

Article 9 :

Une commission de propagande chargée d'assurer l'envoi et la distribution des professions de foi et bulletins de vote aux électeurs sera instituée et son siège sera fixé à la Préfecture d'Évry.

Cette commission se réunira :

- pour le premier tour : le lundi 21 janvier 2019 à 9h15
- pour le second tour : le mardi 05 février 2019 à 18h

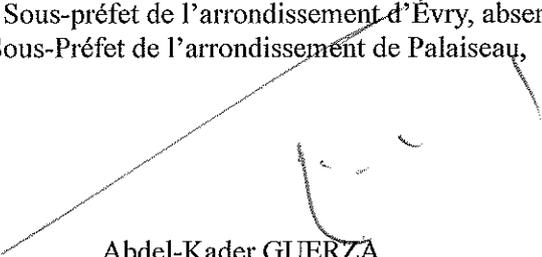
Article 10 et 11 :

Sans modification.

Article 12 :

Le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Évry et le 1^{er} adjoint de la commune de Fleury-Mérogis sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture et qui sera affiché à la préfecture d'Évry et dans la commune de Fleury-Mérogis sans délais.

Pour le Sous-préfet de l'arrondissement d'Évry, absent,
Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Palaiseau,



Abdel-Kader GUERZA



PRÉFET DE L'ESSONNE

DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
SERVICE RÉGIONAL DE LA FORET ET DU BOIS, DE LA BIOMASSE ET DES TERRITOIRES

ARRÊTÉ préfectoral n°2019-001

portant autorisation de défrichement sur la commune d'ETAMPES, département de l'ESSONNE

LE PRÉFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code forestier et notamment les articles L. 341-1 et suivants, et R. 341-1 et suivants, relatifs aux autorisations de défrichement et aux compensations pouvant subordonner les dites autorisations ;

VU le décret n° 2004/374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n°2015 222-0010 du 10 août 2015 fixant les modalités de calcul des compensations liées aux autorisations de défrichement pour la région Île-de-France ;

VU l'arrêté du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation en date du 28 juin 2018 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2017 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-DDAF-SEEF-512 du 2 juin 2003 fixant les seuils de surface boisée en dessous desquels un défrichement n'est pas soumis à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF-DCPPAT-BCA-115 du 30 mai 2018 portant délégation de signature à Mme Anne BOSSY, Directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

VU la demande d'autorisation de défrichement enregistrée complète le 19 décembre 2018 par laquelle Monsieur Johann Colombani pour la Communauté d'Agglomération de l'Etampois du Sud Essonne (CAESE), sollicite l'autorisation de défricher des bois et forêts, sis la parcelle cadastrale AC 836 sur la commune d'ETAMPES (91), pour une superficie totale de 2 ha 42 a 30 ca (24 230 m²) ;

CONSIDERANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341- 3 du Code forestier,

CONSIDERANT les rôles économique, écologique et social de la zone à défricher,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

LA Communauté d'Agglomération de l'Etampois du Sud Essonne (CAESE) est autorisée, en vue de l'implantation de nouvelles entreprises dans le Parc Sud Essor, à défricher la surface de **2 ha 42 a 30 ca (24 230 m²)** sur les parcelles boisées cadastrées suivantes, cartographiées en annexe 1 :

Dpt	Commune	Code commune	Identifiant parcelle	Code parcelle	Adresse	Superficie totale de la parcelle	Superficie défrichée
91	ETAMPES	91223	AC	836	Au dessus de Villeneuve	2, 76 ha	2, 4230 ha
TOTAL GÉNÉRAL							2, 4230 ha (24 230 m²)

ARTICLE 2 :

Conformément à l'article L. 341-6 du Code forestier, toute autorisation de défrichement est subordonnée au respect de conditions (boisement/reboisement ou travaux d'amélioration sylvicoles) assorti d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5.

Au vu des rôles social, écologique et économique des parcelles boisées qui feront l'objet du défrichement et conformément à l'arrêté inter-préfectoral n° 2015 222-0010 du 10 août 2015 fixant les modalités de calcul des compensations liées aux autorisations de défrichement pour la région Île-de-France, le coefficient multiplicateur appliqué à ce projet est de **3,33** (cf. annexe 2).

Les conditions assorties à ce défrichement sont les suivantes :

- Réalisation d'un boisement/reboisement d'une surface minimale de **8,06859 ha** ;
 $2, 4230 \times 3,33 = 8,06859 \text{ ha (80 685,9 m}^2\text{)}$.
- ou
- Réalisation de travaux d'amélioration sylvicole d'un montant équivalent à **121 351,59 €** calculés comme suit :
 $15 040 \text{ €/ha} \times 2,4230 \text{ ha} \times 3,33 = 121 351, 59 \text{ €}$

Pour le département de l'Essonne, le coût moyen de mise à disposition du foncier est de 10 540 €/ha et le coût moyen d'un boisement de 4 500 €/ha soit au total, 15 040 €/ha

Le bénéficiaire peut se libérer de ces obligations en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois (FSFB) une indemnité d'un montant équivalent aux travaux d'amélioration sylvicole soit **121 351,59 €**.

Un panachage de ces trois conditions est envisageable.

La transmission de l'**acte d'engagement** de début des travaux (boisement/reboisement ou travaux d'amélioration sylvicoles) ou le versement effectif de la compensation financière correspondante au FSFB doit être réalisé dans le **délai d'un an** après la signature de cet arrêté.

Le bénéficiaire devra renseigner et signer le document de déclaration de son choix selon l'un des modèles joints en annexe 3.

À réception de la déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception. Si aucune de ces formalités n'a été accomplie à compter d'un an après la date du présent arrêté, l'indemnité sera mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, sauf si le bénéficiaire de la présente autorisation renonce au défrichement projeté.

ARTICLE 3 :

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et sans préjudice du respect de toutes les autres législations applicables et notamment : dérogation espèces protégées, loi sur l'eau.

ARTICLE 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans. Le pétitionnaire devra informer le service instructeur du début et de la fin des travaux de défrichement.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié par affichage quinze jours avant le début des travaux de défrichage sur le terrain concerné, par les soins du bénéficiaire et en mairie d'Etampes.

Cet affichage sera maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain de manière visible de l'extérieur, pendant la durée de l'exécution du défrichage.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès du préfet de l'Essonne dans les deux mois suivant sa publication.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

L'exercice d'un recours administratif aura pour effet d'interrompre le délai de recours contentieux.

ARTICLE 7 :

Le préfet et le secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, la directrice régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au "Recueil des Actes Administratifs" de l'Essonne.

Cachan, le 7 janvier 2019

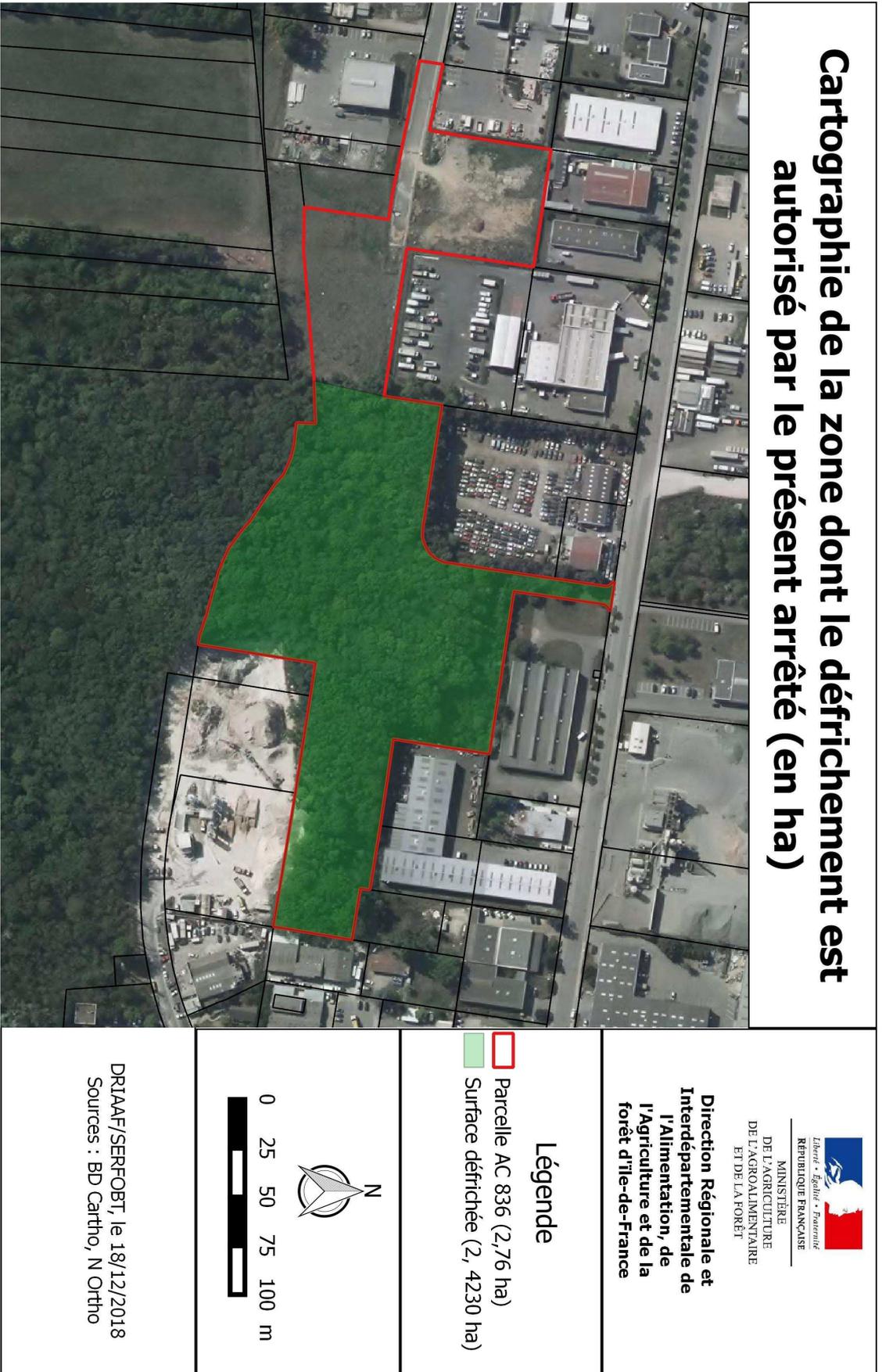
Pour le Préfet et par délégation,
la Directrice régionale et interdépartementale de
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;

SIGNE

Anne BOSSY

ANNEXE 1

Localisation des parcelles cadastrales concernées par l'opération de défrichement.



ANNEXE 2

Détermination du coefficient multiplicateur

Pour déterminer le coefficient multiplicateur cité à l'article 2, le service instructeur s'est appuyé sur la méthodologie suivante en fonction du niveau d'enjeux économiques, écologiques et sociaux des bois à défricher :

	FAIBLE	MOYEN	FORT
NOTE de 1 à 5	1 ou 2	3	4 ou 5
ENJEU ECONOMIQUE	Station forestière valeur d'avenir (qualité des bois) à potentiel faible OU Boisement de moins de 4 ha	Station forestière valeur d'avenir (qualité des bois) à potentiel moyen OU Boisement de plus de 4 ha	Station forestière valeur d'avenir (qualité des bois) à fort potentiel OU Existence ou propriété soumise à un document de gestion durable
ENJEU ECOLOGIQUE	Pas de protection réglementaire ou contractuelle et inventaires naturalistes reconnus (N 2000, APB, réserve naturelle, ZNIEFF, SRCE...) ET Taux de boisement de la commune >20 %	Pas de protection réglementaire ou contractuelle et inventaires naturalistes reconnus (N2000, APB, réserve naturelle, ZNIEFF, SRCE...) ET Taux de boisement de la commune <20 %	Protection réglementaire ou contractuelle et inventaires naturalistes reconnus (N2000, APB, réserve naturelle, ZNIEFF, SRCE...) OU Taux de boisement de la commune <20 %
ENJEU SOCIAL	Fréquentation par le public nulle ET Taux de boisement de la commune >20 %	Fréquentation par le public faible ET Taux de boisement de la commune <20 %	Statut réglementaire à caractère paysager, d'accueil ou culturel OU Fréquentation par le public reconnue ET Taux de boisement de la commune <20 %)

Enjeux	Niveau et motifs	Note
ECONOMIQUE	Station forestière d'avenir à potentiel moyen	3/5
ECOLOGIQUE	Protection réglementaire ou contractuelle et inventaires naturalistes reconnus (N2000, APB, réserve naturelle, ZNIEFF, SRCE...) et taux de boisement <20%	4/5
SOCIAL	Fréquentation par le public faible et taux de boisement de la commune <20 %	3/5
Coefficient retenu		3,33

ANNEXE 3

Acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement, reboisement ou d'amélioration sylvicole compensateurs au défrichement (article L. 341-9 du code forestier)

Acte d'engagement présenté par :

Nom, prénom

Adresse

bénéficiaire de l'autorisation de défrichement en date du XX/XX/XX autorisant le défrichement de xxx ha de bois situés sur le territoire de la commune de XXX département de XX.

Je soussigné XXX m'engage à respecter les points ci-dessous :

Article 1^{er} : Objet de l'acte d'engagement

Dans un délai de trois ans à compter de la notification de l'autorisation de défrichement susmentionnée, je m'engage à réaliser les travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicole précisés à l'article 2.

Article 2 : Les engagements

Le détail technique des travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicoles figure ci-dessous :

Travaux de boisement/reboisement :

Commune	N° parcelle	surface	Essence(s)	densité	Origine des plants

Calendrier de réalisation :

Travaux d'amélioration sylvicole :

Travaux sylvicole	Commune	Surface	parcelles	Date d'exécution

Calendrier de réalisation :

En cas de modification de quelque nature que ce soit de ce projet mentionné, je m'engage à en informer aussitôt la DRIAAF.

Par ailleurs, je m'engage à réaliser régulièrement, pendant une période de 15 ans, à compter de la réalisation des travaux, l'ensemble des travaux indispensables à la réussite de la plantation effectuée (regarnis, suppression de la végétation concurrente, taille de formations...).

Mon acte d'engagement comporte un devis d'entreprise d'un montant de xx €

Je m'engage à réaliser moi-même les travaux, estimés à xx €

Article 3: Respect des obligations

Je m'engage à :

- conserver l'affectation boisée des terrains et à réaliser tous les travaux et entretiens indispensables à la réussite des travaux ;
- respecter les dispositions réglementaires en matière de provenance des plants, de normes dimensionnelles et à produire les documents d'accompagnement des lots des plants dans la forme prévue par la réglementation en vigueur ;

Les travaux de boisement ou reboisement ou d'amélioration sylvicole seront conformes aux documents régionaux. (*Orientations Régionales Forestières, SRGS / SRA ; arrêté régional des Matériels Forestiers de Reproduction, à préciser par la DRIA AF*)

Le travail du sol, les densités et les modalités de plantation seront conformes aux recommandations du "Guide technique Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des boisements" , édition septembre 2014.

Article 4 : Recommandations

Je veillerai à :

- prendre les mesures de protection nécessaires contre les dégâts de gibier ;
- la qualité des travaux lors de la plantation et privilégier la méthode par potets travaillés (à préciser par la DRIA AF).

Article 5 : Contrôle du respect des engagements

La DRIA AF vérifiera l'état des boisements sur la durée des engagements.

Les certificats de la provenance des plants seront exigés en cas de contrôle.

Article 6 : Litiges

En cas de litige, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de

Nom, prénom

Date

Signature

Acte d'engagement pour le versement au Fonds stratégique de la forêt et du bois (FSFB) d'une indemnité équivalente aux travaux d'amélioration sylvicoles

Je soussigné(e), M. (Mme) XXX, choisis, en application des dispositions de l'article L. 341-6 du Code forestier, de m'acquitter, au titre du 7^{ième} alinéa de l'article sus-visé, des obligations qui m'ont été notifiées dans l'arrêté préfectoral portant autorisation de défrichement du XX/XX/XX en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois la totalité de l'indemnité équivalente, soit : XXX € pour servir au financement des actions de ce fonds.

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception.

Nom, prénom

Date

Signature